

St Domingue se pare pour le 500e Les plus pauvres ne seront pas de la fête

1492 on plante sur l'île baptisée alors "Hispanola" la première croix et on y célèbre la première messe du "Nouveau Monde". Plus tard naîtra St Domingue qui sera aussi consacrée "première ville des Amériques".
1992 St Domingue est aujourd'hui la capitale de la République Dominicaine qui se partage désor-

verte et de l'évangélisation de l'Amérique" mise sur pieds par le Président Joaquin Balaguer et présidée par le Cardinal-Archevêque de Saint-Domingue, Mgr Nicolas de Jesus Lopez Rodriguez.

Depuis plusieurs années on prépare le terrain à travers, notamment, de gigantesques et coûteuses réalisations de prestige: restauration de la cathédrale et de la cité coloniale, construction d'un immense phare en forme de croix et dédié à Christophe Colomb, aménagement de larges avenues et de résidences qui vont accueillir les délégations étrangères et les touristes, nettoyage des zones de bidonvilles trop voyantes... Toutes opérations effectuées sans douceur par le gouvernement: selon les estimations, entre 100'000 et 300'000 personnes auraient été déplacées jusqu'ici en raison de ces travaux. La plupart, n'ayant aucune possibilité de se reloger dignement, doit se rabattre à nouveau sur

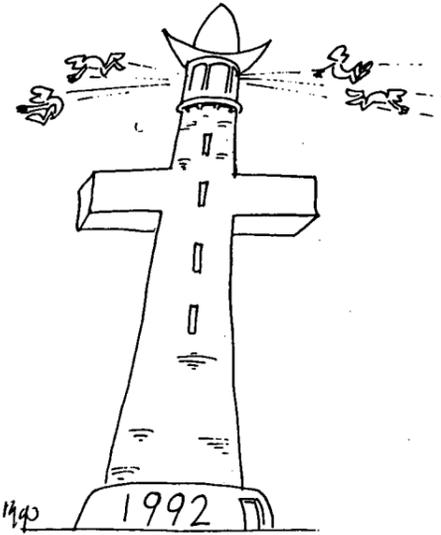
des habitations de fortune dans des conditions pires qu'auparavant. Le gouvernement Balaguer fut déjà condamné en décembre 1990 par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en raison des évacuations de familles pauvres déjà amorcées à l'époque. L'automne dernier, le président signait un décret ordonnant l'évacuation immédiate et le déplacement de 3 quartiers de

Saint-Domingue: 10'000 familles, c'est à dire 60 à 70'000 personnes étaient concernées. Selon les informations que nous avons reçues par la suite de la part de réseaux d'entraide et de défense des droits des habitants de ces quartiers, le plus grave dans ce décret est qu'il met en péril toute une réflexion en faveur de solutions alternatives pour l'aménagement de conditions de vies décentes pour les personnes concernées qui ont été patiemment élaborées avec leur participation et ont obtenu l'appui de spécialistes, de certains représentants des autorités ou d'organisations internationales. En Europe, c'est Misereor (organisation soeur de l'Action de Carême en Allemagne) qui a, la première, fait connaître cette situation, bien placée qu'elle était, puisqu'elle travaille avec les réseaux d'entraide locaux.

Trahison de l'Evangile!

Reprenant l'info, le Père Albert Longchamp poussait un cri de révolte dans un édito très remarqué de l'Echo magazine. Il écrivait ceci: "L'évangélisation de l'Amérique latine est assombrie par d'énormes méfaits historiques, dont le massacre de millions d'Indiens et la tentative d'anéantissement de leur culture sont les plus marquants, et on voudrait maintenant, afin de donner une image "propre" du pays, mettre les pauvres dehors? Ce geste est une insulte à Dieu et à l'humanité. (...) Sont-ils indignes du pape et des évêques, ces hommes, ces femmes, ces enfants auxquels s'adresse en priorité l'amour du Christ? (...) serais-je le seul à m'offusquer de l'exclusion des pauvres avant les "festivités" dominicaines, je maintiens que mépriser un enfant de Dieu en raison de sa pauvreté revient à trahir l'Evangile. Point final." Albert Longchamp en appelait aussi à une réaction sans concession aux plus hauts niveaux des responsables d'Eglise. Beaucoup de réactions ont suivi, notamment celle de l'Action de carême. Nous avons pour notre part immédiatement communiqué notre soutien aux réseaux d'entraide sur place. A la demande du Conseil exécutif de notre église locale, notre Commission a établi un rapport détaillé qui a également été transmis à la Conférence des évêques suisses et à Pax Christi pour interpellier les autorités d'Eglise responsables. Ce rapport comportant des pistes d'action et toute adresse utile est aussi disponible (au tél. 022 29 26 81) pour tous ceux qui voudraient réagir: groupes, mouvements, paroisses ou individus. Nous les informerons sur les suites de cette affaire à laquelle nous ne pouvons rester indifférents. ■

D.F.



mais l'île avec Haïti. Elle sera le haut lieu des festivités du 500e et accueillera notamment l'Assemblée des évêques latino-américains chargée de se prononcer sur les nouvelles orientations pastorales pour le continent.
L'anniversaire est organisé en grandes pompes sous l'égide de la "Commission dominicaine permanente pour la célébration du cinquième centenaire de la décou-

-21-23 février / Grandchamp, ARTISANS DE PAIX avec Wilfried Warneck Rens.: tél. (038) 42 24 92

-Samedi 22 février / Le Louverain A QUI LA TERRE en Amérique avec J.-P. Bastian et J. Bravo

-Fin février: rencontre avec Frédy KUNZ à la COTMEC, prendre contact avec notre secrétariat.

-Mardi 17 mars, à St-Boniface Adolfo Perez ESQUIVEL PRIX NOBEL DE LA PAIX un grand événement à Genève avec l'invité d'AdC et PPP pour évoquer 500 ans de résistance en Amérique latine.

- dès 17 h.: un temps pour la rencontre avec buffet, projections, stands, animations;
- 20 h.: à partir d'une tenture qu'il a peinte Adolfo nous propose une réflexion sur un fond musical réalisé par Mme Esquivel, sa femme;
- 21 h.: débat sur la situation du continent, les combats des femmes et des hommes, chrétiens ou non, pour la justice et la paix.

à vos agendas

-Jeudi 30 janvier 92, 12-13 h., Chantepoulet, 117e ET DERNIERE MANIF SILENCIEUSE DE SOLIDARITE AVEC LES PARENTS DE DETENUS-DISPARUS DANS LE MONDE

-Février: dans diverses villes romandes (à GE, du 7 au 20.2.92, au CAC-Voltaire / Maison du Grütli) FESTIVAL DE FILMS DU TIERS MONDE avec notamment de nombreuses oeuvres sur le 500e.

-Vendredi 14 février, 20h, Maison de quartier de Plainpalais (4, Hugo-de-Senger) MARIÓN SIGAUT parlera de L'IMMIGRATION JUIVE SOVIETIQUE EN ISRAËL

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève



cotmec

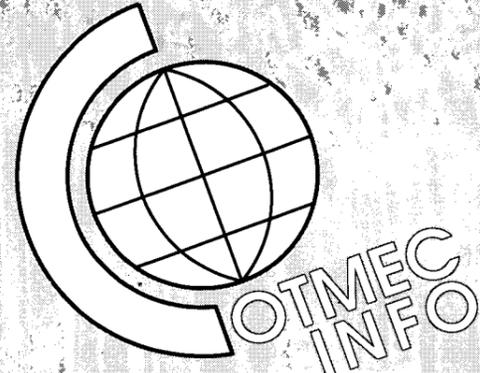
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Roland Pasquier,
Jean-Charles Roulin,
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 141

1 Merci Pius Hafner
1 Edito: 500e, premier acte
1 Billet: Evangile-cadeau
2-3 La parole à R. Menchu, Mgr. Proaño, I. Ellacuría, C. Ridoré, G. Gutierrez.
3 Mots piégés
4 St-Domingue: dehors les pauvres!
4 Agenda

Mini-dossier, p.2-3
1492 - 1992
Résistances-Espérances



commission tiers monde de l'église catholique

N° 141 / Mensuel / Janvier 1992

500^e: premier acte

500 ans après l'arrivée de Colomb dans une île qu'il croyait être la porte des "Indes", l'événement n'en finit pas de susciter des controverses. C'est que les anciennes certitudes de l'histoire écrite exclusivement à partir du point de vue des vainqueurs sont aujourd'hui - heureusement - sérieusement ébranlées. Sur ce continent appelé désormais "Amérique", les blessures de passé sont encore à vif et l'injustice et la violence demeurent des réalités persistantes. Tant qu'on n'aura pas considéré cela avec lucidité on ne pourra pas dépasser la polémique. Vouloir à tout prix dresser un bilan globalement positif ou négatif de ce 500e n'amène pas à grand chose. Il s'agit bien plutôt d'envisager concrètement comment faire toute sa place à cette part de notre humanité meurtrie qui revendique maintenant encore son droit à vivre et prendre en main sa destinée. Nous vous proposerons tout au long de l'année quelques repères pour aller dans ce sens. Premier acte dans ce numéro qui est pour une fois entièrement consacré à ce thème: nous avons voulu donner la parole à des femmes et des hommes issus de divers milieux du continent amérindien à travers des morceaux choisis qui expriment leur espérance aujourd'hui (pages 2-3). Vous y trouverez aussi des rendez-vous à ne pas manquer, notamment avec Adolfo Perez Esquivel, à Genève, en mars prochain, et un flash sur un fait révélateur: l'expulsion des pauvres de St-Domingue en vue des festivités du 5e centenaire...

Avec l'Action de Carême et Pain pour le Prochain, nous poursuivrons la réflexion dans le cadre de la campagne "à qui cette terre?". Une terre où sont nées des cultures encore à découvrir, une terre terriblement mal partagée et menacée.

Avec le réseau Kairos, en lien direct avec des partenaires latino-américains, nous offrirons périodiquement des ouvertures sur des faits trop souvent passés sous silence. Avec la coordination "500 ans de résistance" à Genève, nous vous tiendrons au courant des manifestations et rencontres de solidarité prévues au cours de l'année.

Enfin, avec son billet, Jean-Charles ouvre le lourd dossier de l'évangélisation. Un sujet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir en profondeur tant il est vrai que nous avons beaucoup à apprendre à ce propos de l'Amérique latine. ■

D.F.

Merci Pius Hafner

Décédé subitement en décembre dernier, à l'âge de 41 ans, Pius Hafner, avait été secrétaire national de Justice & Paix pendant 12 ans. Il y a réalisé avec force et conviction un formidable travail que nous avons très souvent eu l'occasion d'apprécier. Grand Merci, Pius. Et nous disons aussi nos chaleureuses pensées dans la prière à Evelyne, ton épouse et à vos quatre enfants: Esther, Thomas, Philippe et Lukas.

COTMEC



Evangile-cadeau!

"...S'il te plaît, prends ta bible et redonne-la à nos oppresseurs dont les coeurs et les esprits ont plus besoin des préceptes moraux qu'elle contient..."(*). Ainsi s'adressaient au pape à Cusco des responsables de communautés de Bolivie et du Pérou. Une telle anecdote en dit long sur le drame de la conquête du Nouveau Monde découvert par Colomb.

Soucieux de répondre à l'injonction du Christ: "Allez par le monde entier, proclamez l'évangile à toutes les créatures..." (Mc 16,15), les chrétiens ont malheureusement trop souvent confondu évangélisation et impérialisme religieux, libération et assise d'un pouvoir. D'une parole de vie à offrir, on a tiré des préceptes à imposer par la peur. Au lieu de donner la vie, on a provoqué la mort! Mort d'un univers religieux, d'une culture, d'une identité, et mort d'hommes par millions. Il ne s'agit pas ici de s'ériger en juge, mais seulement de ne pas oublier, de comprendre et de nous laisser interpellé.

Comment nous servons-nous aujourd'hui de cette même parole de vie parvenue jusqu'à nous? Sur un autre registre que les conquistadores, nous sommes nous aussi des découvreurs. Découvertes de nous-mêmes d'abord, de nos limites et de nos capacités, découvertes de nos proches, de ceux que nous apprenons à aimer, découvertes aussi d'un monde qui nous fascine et nous fait peur à la fois. Nous sommes donc sans cesse en train d'avancer sur les terres inconnues que la vie ouvre devant nous. Notre soif de pouvoir et de sécurité nous pousse régulièrement à y asséner un évangile sclérosé et moralisateur.

Nous laissons-nous secouer par le souffle puissant que dégage la Bonne Nouvelle mise à nu par les opprimés, les humiliés de toutes sortes, ceux qui n'ont plus rien à perdre parce qu'on leur a tout pris? Il est toujours difficile d'accueillir les révoltes, les doutes et les questions de ceux qui ne pensent pas comme moi. Pourtant c'est de cet accueil que dépend qu'on me jette ou pas un jour à la figure cet évangile-cadeau que j'aime tant emballer dans le papier de mes certitudes! ■

J.-C. R.

* tiré de la revue "Comunicações do Iser" mars 85, n.13



1492-1992

Quel sens donner à l'événement ?

Rigoberta Menchu

Cette commémoration n'appartient à personne

"La célébration de cet anniversaire doit permettre aux Indiens et à tous les pauvres du continent de prendre la parole! Nous voulons parler, dire ce que nous pensons de notre passé, de notre présent, de notre avenir. Que pour la première fois, on nous écoute, qu'on entende ce que nous avons à dire du développement de notre peuple, de ses progrès, de ses expériences, certaines douloureuses, d'autres très belles, et qui peuvent apporter quelque chose à l'humanité au moment même où certains ont entrepris de détruire la nature. Une de nos grandes aspirations, pour ce 5e Centenaire, c'est qu'on nous reconnaisse le droit de revendiquer un avenir de fraternité entre les peuples, qu'on puisse se respecter mutuellement au sein d'une même nation, qu'Indiens et non-Indiens forment en commun un avenir qui n'exclut personne. Qu'au moins on écoute notre voix quand nous parlons de nos morts, de nos disparus. Car la commémoration que préparent les gouvernements, non seulement latino-américains mais européens, a totalement exclu la représentation des mouvements populaires d'Amérique latine, qu'il s'agisse d'organisations concernant le droit social et la vie quotidienne

Rigoberta Menchu est devenue célèbre depuis la publication de son témoignage recueilli par l'ethnologue Elisabeth Burgos ("Moi Rigoberta Menchu", Gallimard, 1983). Héroïne de la résistance Indienne au Guatemala elle a échappé de peu à la répression féroce qui a touché tous les membres actifs de la lutte pour les droits des communautés paysannes de son pays: son jeune frère, son père et sa mère ont tous été tués dans ce combat. Exilée au Mexique depuis 1981, elle est devenue l'Ambassadrice des pauvres et des torturés, parcourant le monde pour faire connaître les souffrances et les combats de son peuple. Elle a participé l'été dernier, à Genève, au groupe de travail de l'ONU préparant une "Déclaration des droits des peuples indigènes". Pour 1992, ses amis l'ont portée candidate au prix Nobel de la Paix. Elle a expliqué son regard sur le 500e à Maurice Barth (publié dans "Les Rendez-vous de St-Domingue", Centurion, 1991, pp. 73-79).

des citoyens ou de celles dont l'objet propre est la défense des droits de l'homme. Or, elles ont beaucoup à dire, les Mères de la Place de Mai en Argentine, les familles des disparus du Guatemala, les veuves et les mères d'El Salvador ou du Chili, toutes ces femmes qui ont lutté pour les droits de l'homme en Amérique latine et dans chaque pays où s'exprime avec force cette lutte légitime et juste. Toutes, elles doivent parler, elles dont on ne connaît pas les visages. (...) Personne n'a le droit de s'approprier une commémoration comme celle là. (...) Nous avons demandé aux Eglises, spécialement à l'Eglise catholique, au gouvernement espagnol, aux commissions qui préparent le 5e centenaire, de faire une évaluation équitable de

ce qui s'est passé durant ces 500 ans. Qu'on n'aille pas célébrer la rencontre de deux mondes, de deux cultures, comme si tout cela s'était déroulé dans un climat d'entente fraternelle. Nous avons exigé qu'on porte un jugement qui soit plus conforme à la réalité, qu'on reconnaisse les erreurs commises: ce n'est qu'ainsi qu'on pourra s'entendre. (...) Cette célébration peut mettre en lumière l'apport des peuples indiens à l'humanité d'aujourd'hui, valoriser nos cultures, nos coutumes, faire connaître les revendications que nous avons eues durant tant d'années. Nous voulons une société où les Indiens ne soient plus des exclus, où nous prenions en compte leur destin." ■

Ignacio Ellacuría

Découvrir ce qui a été "recouvert"

"Ce qui a été réellement découvert, c'est ce qu'étaient réellement l'Espagne, la réalité de la culture occidentale et celle de l'Eglise à ce moment. Tous, sans s'en rendre compte, se sont mis à découvrir: ils n'ont pas découvert l'autre monde, ils l'ont recouvert (...). Ce qui existait a été recouvert et recouvert violemment. Alors on a parlé de "nouvelle culture", de "nouvelle race", de "nouvelle religiosité"... Ce qui nous reste à faire aujourd'hui, c'est de "découvrir" ce qui a été recouvert, et que surgisse un "nouveau monde" qui ne soit pas seulement la répétition de l'ancien, qui soit véritablement neuf.

Est-ce possible? Est-ce pure Utopie?" ■

Ignacio Ellacuría, jésuite, ancien recteur de l'Université centraméricaine de San Salvador, est mort assassiné par des militaires salvadoriens le 16 novembre 1989, avec 7 autres personnes. Son nom vient d'être donné à un village où se sont installés des réfugiés de retour au pays, suite aux négociations de paix entre gouvernement et ancienne guérilla. (Le texte ci-dessus est extrait d'une conférence citée dans "Les rendez-vous de St-Domingue").

Charles Ridoré

Pas le coeur à la fête

Charles Ridoré est secrétaire romand de l'Action de Carême. Descendant des esclaves noirs déportés de leur terre d'Afrique à partir du 16e siècle, il se reconnaît aussi comme l'héritier des habitants originels de son île natale: Haïti. Premiers habitants qui ont été anéantis jusqu'au dernier à cause des combats inégaux qu'ils ont menés contre les conquérants ou des travaux dans les mines d'or que ces derniers leur ont imposé ou encore suite aux maladies nouvelles que les "découvreurs" ont apporté avec eux. Charles interviendra durant le carême, dans les paroisses qui en feront la demande, sur "L'esclavage, la colonisation et ses séquelles en Haïti" ainsi que sur les projets de l'Action de carême dans ce pays. (Le texte ci-dessous est extrait du bulletin paroissial "Vie", janvier 1992, à paraître).

"Il paraît qu'il est possible de "fêter" ces 500 ans. Pour nous, héritiers à la fois des indigènes et des exilés d'Afrique, 1492 évoque le deuil, la déchirure, une souffrance indicible, la négation de l'homme par l'homme, un moment d'absence de Dieu. Nous pouvons pardonner, mais il est impossible d'oublier car les stigmates sont inscrits dans notre chair, dans notre identité." ■

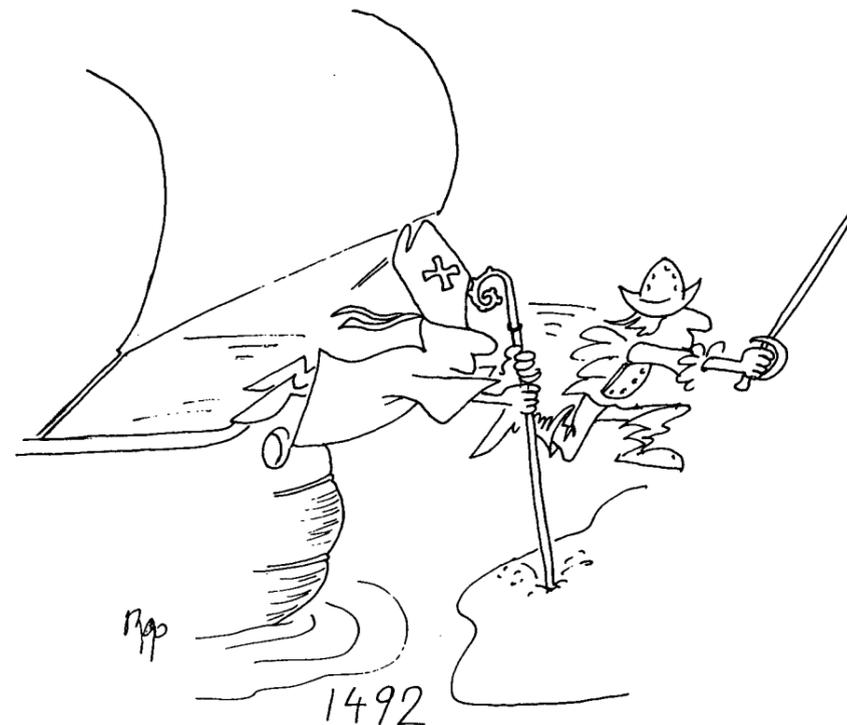
Mgr Proaño

Un processus d'auto-découverte

"Pourquoi les Indiens refusent l'idée de commémorer de façon solennelle un événement aussi significatif? Parce que, plus qu'une découverte, il a été une invasion avec des conséquences fatales: l'extermination de plus de soixante-quinze millions de frères, l'usurpation de leurs terres, la désintégration de leur organisation et de leur culture, la domination idéologique et religieuse. Parce qu'à partir de la conquête espagnole s'est instaurée une violation permanente des droits fondamentaux, parce que l'Eglise catholique et d'autres Eglises, en particulier les sectes religieuses ces dernières années, collaborent avec le pouvoir national dans la soumission des peuples indiens.

Les Indiens de l'Equateur et de toute l'Amérique ont entamé un processus d'autodécouverte, leur véritable découverte, laquelle au-dessus de tout folklorisme, est à la source de leur propre originalité et de leur propre identité historique et culturelle. Une découverte qui va aux profondeurs de leur être propre, là où surgit leur façon particulière de concevoir le monde, la famille, la communauté, l'éducation, la nationalité, l'autodétermination, leur relation avec Dieu, l'authenticité de l'Evangile et de l'Eglise du Christ." ■

Mgr Leonidas Proaño est mort en 1988, à l'âge de 78 ans. Sa lutte pour la promotion des droits des Indiens a passablement dérangé certains pouvoirs en place, y compris dans l'Eglise catholique, ce qui lui a valu de nombreuses attaques auxquelles il a toujours fait front avec un calme et un respect de l'autre remarquables. Sa recherche s'inscrivait dans la droite ligne de Vatican II et des options pastorales de l'Eglise latino-américaine. Le texte ci-dessus reproduit un discours prononcé peu avant sa mort (Publié dans "Le courrier de l'ACAT" N° 120/121, décembre 1991).



Gustavo Gutierrez

Lire l'histoire à partir de son envers

"Il faut avoir le courage de lire les faits à partir de l'envers de l'histoire. C'est là que se joue notre sens de la vérité. En effet, seule l'honnêteté historique nous délivrera des préjugés, des interprétations étroites, de l'ignorance, des oublis volontaires intéressés qui font de notre passé une hypocrisie qui nous emprisonne au lieu de nous pousser à la créativité. Récupérer la mémoire nous fera rejeter, parce que inadéquates et par conséquent inutile, ce qu'on appelle "Légende Noire" et "Légende blanche" (des manières de voir systématiquement négatives ou positives). Cacher ce qui s'est réellement passé dans ces années par peur de la vérité, pour défendre des privilèges bien ancrés ou se parer d'expressions aguichantes, nous condamne à la stérilité historique. De plus, ce n'est pas compatible avec les exigences évangéliques. C'est bien ce que compriment beaucoup de ceux qui vinrent au début proclamer l'Evangile dans ce continent et qui, pour cela même, dénoncèrent avec fermeté tout ce qui allait contre la volonté de vie du Dieu du Royaume d'Amour et de Justice. (...) Las Casas nous a laissé une piste importante pour lire aujourd'hui notre passé. Aux théologiens

européens qui, sans avoir foulé ces terres, pontifiaient en justifiant les exactions qu'on y commettait, il disait: "Nous serions Indiens, nous verrions les choses autrement". Voilà une reconnaissance ferme de l'altérité et un refus de l'intégration par assujettissement et absorption. C'est également un appel, difficile encore aujourd'hui pour beaucoup, à changer de point de vue pour comprendre ces faits. L'histoire écrite à partir du point de vue du dominateur nous a caché pour longtemps des aspects importants de la réalité. Nous avons besoin de connaître l'autre histoire qui n'est autre que l'histoire de l'autre, l'autre de cette Amérique latine qui a toujours "les veines ouvertes" précisément parce qu'il n'est pas reconnu dans la plénitude de sa dignité humaine. (...) Un moyen de reconnaître l'autre dans ses racines historiques serait d'organiser des célébrations pénitentielles au sein des actes qui vont se réaliser à propos du 5e centenaire (et l'ouverture de la 4e Conférence épiscopale latino-américaine pourrait en être une excellente occasion). Il ne s'agit pas d'attitudes masochistes, finalement auto-satisfaisantes et sans fécondité. Personne n'échappe à la responsabilité de ce qu'ont vécu et vivent les pauvres,

et la façon chrétienne de l'assumer est de demander humblement pardon à Dieu et aux victimes de l'histoire pour nos complicités -explicites ou tacites, dans le passé et le présent, comme personnes et comme Eglise- avec cette situation. Chercher à être pardonné c'est chercher à recevoir la vie, vouloir changer de comportement et être dans l'histoire un signe efficace du Royaume d'Amour et de Justice. (...) Il est urgent de construire la société à partir des intérêts et valeurs des pauvres d'aujourd'hui, des classes sociales, races, cultures pillées et marginalisées, de la femme, particulièrement celle qui appartient à ces couches de la société. C'est là que se forge la grande variété culturelle et ethnique de l'Amérique latine, hors de toute prétention fantaisiste et injuste d'imposer une forme culturelle -en plus tardive- comme la culture de toute la région. Prendre pour cela le prétexte d'évangélisation, met de côté l'expérience ecclésiale de Pentecôte. Le propre de celle-ci, selon le livre des actes, ne fut pas de parler un seul langage, mais que ceux qui venaient de zones raciales et culturelles différentes écoutaient les apôtres "parler chacun dans leur propre langue". Non pas l'uniformité, mais le dia-

Mots piégés

Les populations autochtones du "Nouveau monde" ont été baptisées "indiennes" à cause d'une erreur d'appréciation de Colomb, elles se sont soudain découvertes "américaines" lorsque, en Europe, l'on a attribué à Amerigo Vespucci l'intuition "première" que ces terres nouvelles étaient un Continent. Elles sont enfin devenues "latines" de par la langue des conquérants. Tous les termes que nous sommes bien condamnés à utiliser (Amérique latine, Amérindes) ne font que révéler l'eurocentrisme de la conquête. Les aborigènes, quant à eux, sont de plus en plus nombreux à revendiquer un terme d'origine Kuna (Panama) pour désigner leur continent: Abya Yala. Ce qui signifie "Notre Terre". (cf. "Amériques: résistances indiennes", entretien avec Christian Rudel. Cassette disponible au tél.: 022 42 37 00)

logue et l'unité profonde fondée sur le respect de la diversité. Non pas l'intégration imposée, mais l'acceptation de l'altérité et de l'hétérogénéité ethnique et culturelle. Le processus que désigne le néologisme "inculturation" est profondément exigeant. Pour le chrétien, il résonne en plus avec "incarnation" et par conséquent avec une authentique et profonde présence à l'histoire. (...) Il nous faut lire l'histoire à partir de son envers et de nos préoccupations actuelles de vérité et solidarité. Et dans une perspective de futur et d'espérance." ■

Gustavo Gutierrez, est prêtre et professeur de théologie à l'Université pontificale de Lima. Il est le premier, à avoir proposé le nom de "théologie de la libération" pour traduire aujourd'hui l'espérance des pauvres née de l'Evangile. Il fut l'un des penseurs qui ont marqué les réflexions des Episcopats latino-américains à Medellin (1968) et Puebla (1979). Il sera cette année invité en Suisse par l'Action de Carême et PPP. L'extrait de texte ci-dessus, écrit en 1989, est tiré d'une version française parue dans "1492-1992, 500 ans d'évangélisation". Document n°1, édité par le Comité Episcopal France-Amérique latine (disponible à notre secrétariat).

Pas de sang pour du pétrole!

Tel est le slogan que nous reprenions aux quatre coins du monde au début janvier 1991, quelques jours avant la guerre annoncée. Qu'en est-il un an après?

L'ultimatum fixé par les pays du "Nouvel ordre mondial" a expiré, et nous sommes rentrés dans une logique de guerre présentée comme un jeu vidéo, propre et en direct. Dix mois après la tempête du désert, on mesure l'effet dévastateur de celle-ci: 90'500 tonnes de bombes ont anéanti deux pays, fait quelques 200'000 morts, des blessés, des infirmes, des familles meurtries à jamais, des millions de vies brisées. Des populations entières ont connu des exodes et les haines raciales

ont empiré. On reste sans voix devant les conditions de vie des 700'000 Kurdes au Nord de l'Irak et le sort des Palestiniens au Koweït. Côté occidental, on affiche le sourire. Paris a encaissé un milliard, Londres rentre dans ses frais et les Etats-Unis vont recevoir plus d'argent que le conflit leur a coûté.

Alors... "Pas de sang pour du pétrole"?

Les marines de l'armée américaine qui ont fait leur cette affirmation en refusant leur affectation dans le Golfe sont passibles de la Cour martiale. Ils risquent jusqu'à sept ans de prison où ils sont soumis à des brimades: privation de sommeil, cellules d'isolement, surcharge de corvées, censure des lectures et du courrier, rabaissement. Signe positif: un réseau s'est mis en place pour les soutenir. (Renseignement à notre secrétariat). ■

R.P.

Rebelles à la guerre Plus que jamais

"Plus jamais de guerre"... Ce fameux cri du coeur de Paul VI, le pape Jean-Paul II l'a repris avec vigueur dans ses nombreuses prises de position sur la guerre du Golfe. Son engagement très prononcé en faveur de la résolution pacifique des conflits est resté largement ignoré des médias. Jean Toulat a eu l'heureuse idée de mieux faire connaître ce combat à travers un livre: "Le Pape contre la Guerre du Golfe", Ed. de l'oeil, 1991. Disponible à la librairie oecuménique.

"Telle guerre, telle paix"

Tel est enfin le titre d'une excellente brochure sur "le Golfe, un an après", éditée par la LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME (GE) et le COMITE PAIX GENEVE. un cri de colère contre l'hypocrisie des chefs de gouvernement qui ont osé engager le carnage, mais aussi "un appel à promouvoir le rêve d'une communauté politique fondée sur le respect mutuel, les droits de l'homme, et sur une culture politique qui refuse la violence et la guerre". ■

D.F.

Rencontre avec les Grands-Mères de la Place de Mai

Aujourd'hui, plus un enfant ne sort de l'aéroport de Buenos Aires sans avoir passé un contrôle serré pour vérifier s'il ne s'agit pas d'un enfant disparu. Des techniques de pointe sont utilisées pour identifier les véritables parents des enfants que l'on soupçonne d'avoir été enlevés de force. Ce sont là des victoires des Grands-Mères de la Place de Mai (Argentine). Deux d'entre elles, Estella de Carlotta et Rosa Tarlovski étaient récemment de passage à la Commission des droits de l'homme où nous avons pu les rencontrer.

1986-87, sous le Président Alfonsín, une loi dite du "Point final" arrêta toute poursuite judiciaire contre les responsables des crimes, assassinats et disparitions. En 1988, le Président Menem a donné l'Amnistie à 216 militaires et, en décembre 1990, il a libéré les ex-commandants des forces armées. La plus grande crainte des Grands-Mères était, l'an dernier, que, libérés, ils ne réintègrent leurs grades dans l'armée. Tout serait alors à nouveau possible puisqu'ils sont responsables de 30'000 disparitions et d'une féroce répression. Cela n'a heureusement pas été le cas jusqu'ici.

Nouvelle donne en Argentine

Dans le pays, on a pu observer une certaine stabilisation économique - l'inflation galopante a été maîtrisée - mais à quel prix? Chômage, misère, corruption alimentent en ce moment le débat national. Sous la pression publique, pour la première fois, la corruption a été sanctionnée. Responsable du scandale du lait en poudre contaminé vendu à l'Etat, un haut fonctionnaire a dû démissionner et le Vice-ministre de l'Intérieur, ayant un passé chargé, a, lui aussi, été limogé. Des premières en Argentine. ■

M.C.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

JAB
1231 Conches

cotmec

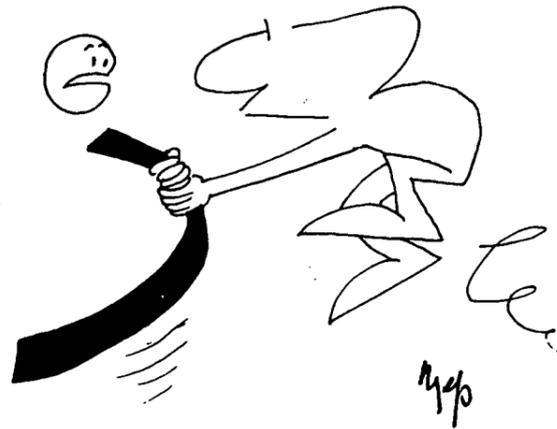
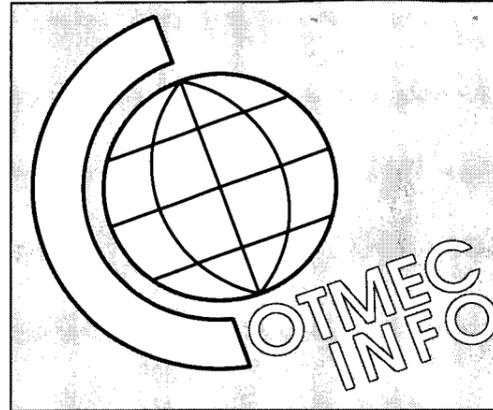


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans, M. Bavarel,
R. Pasquier, J.-C. Roulin
D. Froidevaux.

Sommaire du n° 142

- 1 Billet: "Tu es poussière"
- 1 Edito: Tordre le cou à l'injustice, St-Domingue suite,
- Volontaires 4 Horizons
- 2 Honneur à nos invités
- 3 Mini-dossier: Disparus
- 4 Pas de sang pour du pétrole
- 4 Grands-Mères de la Place de Mai
- 4 Agenda



Tu es poussière

La campagne de "L'Action de Carême" et "Pain Pour le Prochain" nous pose cette année une question pertinente: A qui cette terre? Des paysans très pauvres au Sénégal (les Sérères) m'ont appris à répondre à cette question à travers la relation qu'ils ont avec la terre qui les porte.

Lorsqu'une femme sérère donne naissance à son enfant, elle le met en contact avec le sol avant même de lui couper le cordon ombilical. Au seuil de la mort, les vieux se couchent nus par terre, seulement recouverts d'un pagne blanc. Celui-ci est utilisé à chaque rite de passage comme le baptême, l'initiation traditionnelle, le mariage ou autrefois l'investiture royale. Les Sérères ont un sens aigu du caractère sacré de cette terre qui les nourrit. Ils ont conscience de n'y être que de passage. Par des libations qu'ils versent en des lieux rituels séculaires, ils restent en communion avec leurs ancêtres et avec Dieu. La terre ne leur appartient pas au sens où nous l'entendons chez nous. Elle leur est confiée jusqu'à ce qu'ils y retournent pour entrer dans le monde des ancêtres. "A la sueur de ton visage tu mangeras du pain jusqu'à ce que tu retournes au sol car c'est de lui que tu as été pris. Oui, tu es poussière et à la poussière tu retourneras" (Gn 3,19). Le rite de l'imposition des cendres qu'accompagne ce verset biblique pour l'entrée en carême va bien au-delà d'un simple rappel macabre de notre condition humaine. Signe de pénitence depuis les temps les plus reculés (cf. Jb 2,8; Jr 6,26; Jon 3,6...), la cendre exprime la dimension provisoire de notre monde matériel. Il y a là une invitation à nous convertir dans notre rapport aux trésors terrestres pour cheminer dans l'humilité.

Nous sommes de passage, mais nous nous comportons le plus souvent comme des propriétaires avides d'accumuler des richesses que nous croyons garantes de notre bonheur et de notre éternité. Que de destructions et d'injustices engendre notre soif de posséder! La terre n'est pas à nous; c'est nous qui sommes à la terre en attendant que le feu de la Résurrection laisse les cendres de nos égoïsmes fertiliser l'avenir de nos enfants. ■

J.-C.R.

Mini-dossier, p.3
Disparus:
briser le silence

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 142 / Mensuel / Février 1992

Tordre le cou à l'injustice... à ma portée!

L'info sur les expulsions des familles des bidonvilles de St-Domingue, publiée le mois passé, a fait un tabac. De très nombreux appels, des lettres de communautés de base, de paroisses, de particuliers pour avoir plus de données sur la question et, surtout, pour envisager des actions. Parmi ces retours de boomerangs encourageants, je voudrais relever celui du mouvement des "Volontaires 4 horizons" (V4H): 140 personnes, organisées en réseau, qui enverront des cartes de protestation à l'archevêque de St-Domingue et encourageront au moins trois de leurs proches ou amis à faire de même. Une action qui est ouverte à ceux de nos lecteurs qui seraient intéressés, avis aux amateurs! (Cf. adresse dans l'encadré ci-dessous).

A ces Volontaires 4 Horizons soucieux de poser ainsi chaque année un certain nombre d'actes concrets, à la portée chacun, pour entretenir l'espoir, je dédie cette magnifique citation de Georges Bernanos: "Je ne veux pas réformer le monde. C'est une entreprise d'orgueil, je ne veux pas empiéter sur la douce providence de Dieu. Mais quand je vois une petite injustice passer à ma portée, une injustice pas démesurée, mais à peu près de ma taille, un peu plus forte que moi, mais pas trop pour que je garde mes chances, alors je bondis sur elle et je lui tord le cou".

Nous avons également consacré notre mini-dossier à une action du même ordre, à taille humaine, qui s'est avérée être un levier efficace pour faire reculer l'injustice et l'arbitraire de notre monde: le combat pour que les visages des disparus ne sombrent pas dans l'oubli. ■

D.F.

EXPULSIONS À SAINT-DOMINGUE, SUITES

A noter: plusieurs personnes nous ont demandé s'il était possible de soutenir financièrement les groupements d'entraide nés au sein des familles menacées des bidonvilles de St-Domingue. Nous ne sommes pas équipés pour gérer de l'aide matérielle, mais nous avons contacté à ce sujet l'Action de carême qui s'est engagée à transmettre d'éventuels dons sur place: CCP 60-19191-7 (Fastenopfer), avec la mention "Personnes déplacées / St-Domingue". Notre dossier avec pistes d'action est toujours disponible au secrétariat-COTMEC, au tél.: 022 29 26 81 (le soir sur répondeur).

V4H, artisans d'espoir

Fondé par Diane et Alain Perrot, le réseau "Volontaires 4 Horizons" est né du souci qu'ils percevaient chez nombre de leurs amis d'être présents à l'histoire de leur temps, ici, en Suisse, ou ailleurs dans le monde. Mais à partir de perspectives d'action accessibles à tous, quels que soient leurs revenus ou leurs professions. "Nous sommes petits, voire insignifiants - disent-ils dans un document qui leur sert maintenant de référence - mais nous sommes vivants, pensants et agissants, dans la mesure de nos possibilités". A partir de dossiers solidement documentés sur des situations qui les mobilisent, ils établissent un bref topo explicatif diffusé dans leur réseau et proposent un acte concret: cartes de protestation contre un fait révoltant, comme l'affaire de St-Domingue ou l'expulsion injustifiée de requérants d'asile Kurdes, solidarité avec un mouvement (comme l'initiative pour l'interdiction d'exporter des armes) ou soutien à un micro-projet à travers une vente de cartes, par exemple, encouragement à des initiatives porteuses d'espoir, etc... Chaque action a des effets boule de neige auprès des amis des amis, mais personne ne se veut obnubilé par les résultats immédiats, car "ils ne nous appartiennent pas", disent-ils avec réalisme. Ceci dit, le réseau reçoit parfois des réponses, des réactions intéressantes et chacun a l'assurance d'être au moins un encouragement pour ceux qui agissent au-delà de ce qui leur est possible à eux seuls. Alors qu'ils étaient une vingtaine à leurs débuts, en 1986, ils sont maintenant 140. Le réseau reposant sur le travail artisanal de Diane et Alain Perrot est ouvert à de nouvelles forces: Contact: D. et A. Perrot, rue des Marchands, 1170 Aubonne. ■

D.F.

à vos agendas

- Lundi 2 mars
Frédéric KUNZ (cf. page 2)

- Mercredi 4 mars
Frédéric KUNZ sur Radio-Cité (91.8)
à 8h15, reprise à 21h15.

- Samedi 7 mars
pour la journée de la femme,
un groupe d'Amnesty propose,
à la Place du Molard (GE),
des stands d'info sur les
CONDITIONS DE DÉTENTION
DES FEMMES
emprisonnées pour
raison politique, religieuses ou de
conscience.
Renseignements: Monique Wuarin,
tél.: 022 759 11 24.

- Mercredi 11 mars
à 8h15 ou 21h15
sur Radio-Cité, 91.8 FM,
LA COMMISSION PASTORALE
DE LA TERRE AU BRÉSIL, un
organisme pour appuyer les
paysans en lutte. M. Bavarel, de
retour du Brésil, s'entretient avec
A. Fol.

DERNIERE MINUTE!

- Jeudi 12 mars

à St-Boniface, 14 av. du Mail.
Nous accueillerons

Roddy Nuñez

responsable de la Commission
"Eglise et Travail" de la
conférence des évêques
catholiques sud-africains
(voir COTMEC-info, No 137,
sept. 1991) pour parler des

Nouveaux défis en Afrique du Sud

Organisation:
MAAS, St-Boniface et COTMEC.

- Mardi 17 mars
Amanda GUERRENO et
Adolfo PEREZ ESQUIVEL
(voir page 2)

1492-1992 Résistances-Espérances Honneur à nos invités

Rencontre avec Frédy Kunz et Michel Bavarel

Frédy Kunz, né en Suisse, en 1920. Apprentissage de cuisinier dans le Jura français, a milité au sein de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne). Prisonnier de guerre en Autriche, puis est devenu prêtre, chez les fils de la Charité. A exercé son ministère au Canada, dans des quartiers défavorisés puis est allé au Brésil. A passé vingt ans au Nordeste, dans le diocèse de Crateus, avant de s'installer, en 1988, dans une favela d'une ville satellite de Sao Paulo, Santo André, où il réside encore aujourd'hui. Au Brésil, Frédy Kunz a toujours vécu parmi les marginalisés, les exclus, ses maîtres. Sa méthode: arriver les mains vides et partager l'existence précaire de ses voisins. C'est ainsi qu'il est resté plus de trois ans dans la zone de prostitution de Crateus ou qu'il a travaillé 11 mois sur un chantier ouvert aux victimes de la sécheresse. Des liens ainsi tissés est née la "Fraternité du Serviteur Souffrant" qui rassemble des pauvres et des très pauvres se soutenant mutuellement. Elle a une spiritualité (fondée sur les chants du Serviteur du prophète Isaïe et sur les Béatitudes) et elle participe aux luttes populaires, par des moyens non-violents. Elle s'est répandue dans divers Etats du Brésil et jusqu'au Canada. Elle vient d'organiser un grand pèlerinage durant lequel a éclaté "la joie des pauvres" (cf. Compte-rendu de M. Bavarel, ci-dessous). Invité par la COTMEC, Frédy Kunz évoquera ses expériences en compagnie de Michel Bavarel, reporter et auteur d'un livre-témoignage intitulé "Frédy Kunz, Alfreidinho et le peuple des souffrants" (disponible à notre secrétariat).

Frédy KUNZ
Lundi 2 mars
20h15
à St-Boniface
14, av. du Mail

La joie des pauvres

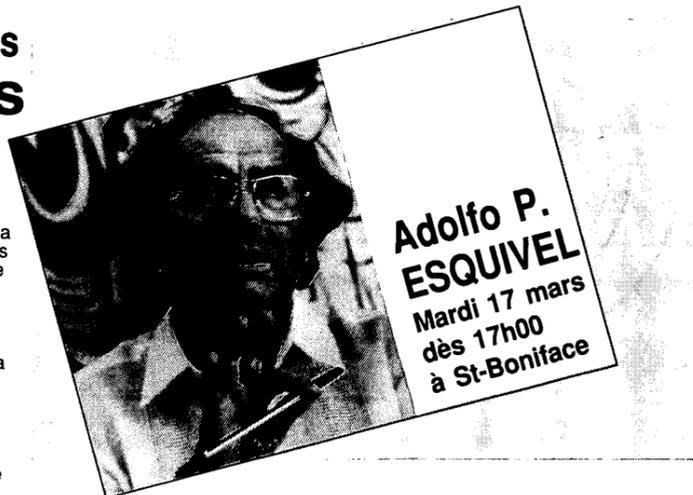
L'utopie! (mais rien de commun avec le 700ème de la Confédération). Dans divers coins du Brésil, des petits paysans, des habitants des Favelas (et même de la rue), avec des malades, des handicapés et des vieillards, formant des groupes de sept ou plus, les Fraternités du serviteur souffrant. Pendant un an, ils amassent sou par sou, en vendant des biscuits, des petites croix ou mille autres choses, de quoi payer le voyage, malgré la crise économique qui les prive souvent des biens essentiels. Pendant un an, ils se préparent spirituellement. Enfin, ils grimpent dans un autobus ou un camion. Une nuit de route pour les plus proches, trois jours et trois nuits pour les plus éloignés - trois ou quatre mille kilomètres.

Ce 17 janvier 1992, ils sont plus de cinq cents à se retrouver à Juazeiro, une ville de l'Etat du Ceara où est mort, en 1934, le père Cicero - que le peuple regarde comme un saint, même si l'Eglise ne le reconnaît pas. Ils sont plus de cinq cents à se rendre en cortège vers l'église de la Mère des douleurs. C'est le pèlerinage des souffrants, "lumières

du monde" comme ils l'affirment. Durant trois jours (et une bonne partie des nuits), ils vont marcher, prier, chanter. Avec un courage, une foi, un enthousiasme bouleversants.

Certes, il faut faire la part de l'allégresse "naturelle" du peuple brésilien. Il n'empêche! Ces trois jours seront illuminés par la joie des pauvres. Une joie qui jaillit de la rencontre. Même si beaucoup d'entre eux ne se sont jamais vus auparavant, ils appartiennent tous au même peuple des marginalisés luttant pour la survie. Une joie qui naît surtout de leur mystérieuse proximité de Dieu. Un Dieu dont - ils le savent grâce à la *Fraternité* - ils sont les préférés, un Dieu qui leur a confié une mission, celle de sauver le monde, rien de moins!

Comment le dire sans grandiloquence? Un parfum d'évangile flottait dans l'air de Juazeiro. Si les souffrances n'avaient pas disparu par enchantement, l'on a vécu - cela a été dit - une manière d'anticipation du Royaume. L'utopie! Quand Jésus-Christ proclame bienheureux les pauvres, ce n'est pas seulement pour l'au-delà, c'est déjà vrai aujourd'hui. ■ M.B.



Adolfo P. ESQUIVEL
Mardi 17 mars
dès 17h00
à St-Boniface

Le Témoignage d'Adolfo Perez Esquivel

C'est à travers une oeuvre peinte que le Prix Nobel de la Paix, Adolfo P. Esquivel, a voulu témoigner de l'oppression, des luttes de résistance et des espérances des femmes et des hommes en Amérique latine, 500 ans après l'arrivée de Colomb sur ce Continent. A travers les divers tableaux d'un "Chemin de croix", il dit sa foi en un Dieu proche des souffrances des opprimés. Le Christ est présent au coeur des bidonvilles, des conflits de la terre, des prisons, des lieux de torture et de mort. Mais le Christ ressuscité est aussi aux côtés de celles et ceux qui luttent pour la promotion et la dignité de tout être humain, annonçant "un ciel nouveau et une terre nouvelle où règne la justice". C'est ce que représente le dernier volet de ce chemin de croix, reproduit sur une tenture en tissu qui sera diffusée dans toute l'Europe.

Une tenture riche de symboles

On y voit le Christ entouré de représentants des nombreux martyrs d'Amérique latine, femmes ou hommes, chrétiens ou non, rassemblés sous le Mont Macchu Picchu au-dessus duquel brille le soleil Inti, signe d'espérance. Si le Jésus de l'Evangile se révèle aujourd'hui, ce ne peut être en effet que là où l'on défend toute vie opprimée et menacée par la violence. A l'arrière-plan sont représentés, à droite, le débarquement de Christophe Colomb annonçant le début de la conquête et, à gauche, les violations actuelles des droits de l'homme en Amérique latine. Les ruines du Macchu Picchu, les pyramides en gradins des Aztèques et des Mayas témoignent à la fois de la grandeur passée des peuples Indiens et de leur quête actuelle d'identité.

Une soirée en 3 temps

20h.00: Sur un fond musical créé par AMANDA GUERRENO DE ESQUIVEL, son épouse, Adolfo nous proposera un témoignage, à partir de sa tenture peinte, durant une trentaine de minutes, avec un groupe de musiciens et chanteurs latinos. Ce sera le temps fort de la soirée qui est programmé assez tôt pour que l'on puisse même y venir en famille. Un débat ouvert avec le Prix Nobel de la Paix suivra, dès 21h00.

Avant cela, un temps pour la rencontre est prévu dès 17h00 avec stands d'information sur des actions solidaires, films, possibilités de se restaurer, etc. Bienvenue à tous, l'entrée est libre!

Adolfo PEREZ ESQUIVEL, prix nobel de la paix

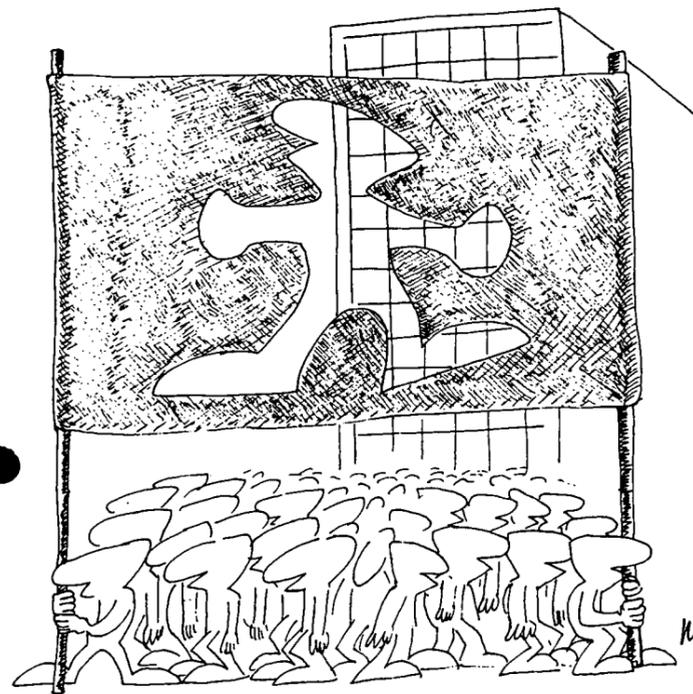
Né en 1931, études d'architecture et de sculpture. A enseigné à l'Université de La Plata et à l'Ecole des Beaux-Arts de Buenos Aires. Dès 1968, Adolfo P. Esquivel milite dans divers mouvements pour la paix. En 1974, il devient secrétaire général du Servicio Paz y Justicia (SERPAJ) dont il est l'un des co-fondateurs. L'objectif de l'organisation est la coordination de toutes les activités non-violentes menées en faveur de la défense des droits de l'homme en Amérique latine. En avril 1977, il était arrêté par les militaires argentins et emprisonné sans motif d'accusation et sans procès. Il ne sera libéré qu'en juin de l'année suivante grâce à de nombreux soutiens internationaux, notamment en Suisse. Le 10 décembre 1980, il recevait le prix Nobel de la Paix en hommage à son travail de promotion des droits de l'homme et de la justice. Adolfo P. Esquivel est marié et père de trois enfants.

Il est invité en Suisse dans le cadre de la campagne de l'Action de Carême et de Pain Pour le Prochain. A Genève la rencontre se fait en lien avec la "Coordination 500 ans de résistances". ■

D.F.

mini-dossier

Disparus: briser le silence !



Jeudi 13 février 1992, Genève, Place des Nations. Une pluie froide et pénétrante s'abat sur une cinquantaine de manifestants agglutinés sur le bord du trottoir. Ils brandissent panneaux et banderoles avec de nombreux portraits d'enfants, de femmes et d'hommes disparus aux quatre coins du globe. Parmi eux, quelques-uns déploient un long rouleau sur lequel ont été inscrits 20 noms de personnes disparues soigneusement répertoriés. L'eau qui s'imisce partout ramollit le précieux parchemin en toile cirée. "Pas de problème" s'écrie soudain une manifestante, "chaque nom a été marqué à l'encre indélébile!" Un cri du coeur qui révèle mieux qu'un long discours le caractère sacré de chaque nom porté sur cette liste et de cette petite cérémonie organisée en leur honneur, passé quasiment inaperçu dans les médias trop occupés par les jeux olympiques. S'ils n'étaient qu'une poignée, avec des moyens de fortune, ils ont néanmoins proclamé haut et fort le droit de chacun, sur cette terre, à la protection contre les disparitions forcées, la dignité de chaque personne disparue qu'il serait sacrilège de condamner à l'oubli, le droit des familles de disparus à se faire entendre. Ce jour-là, le Palais des Nations Unies était en ébullition en raison de la visite du leader palestinien Yasser Arafat: toute la presse internatio-

nale mobilisée, les services de sécurité sur les dents. Et pourtant, c'est Pal Szolt en personne, président de la 48e session de la Commission des droits de l'homme, qui a reçu une délégation des manifestants porteurs d'une pétition demandant que la disparition forcée soit reconnue comme un "crime contre l'humanité". 60'000 signatures en provenance de 88 pays accompagnées de très nombreuses lettres de soutien de la part de comités de familles de "détenus-disparus", de syndicats, de paysans, d'avocats de groupes de solidarité, d'associations de défense des droits de l'homme, d'Eglises de par le monde. M. Szolt lui a réservé un accueil chaleureux et l'a assurée que la pétition serait transmise aux membres de la Commission et qu'il soutiendrait lui-même la future "Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ou involontaires".

Un point de départ

Cette déclaration est un point de départ. Tout comme la Déclaration des Droits de l'Homme, elle constitue une contrainte morale pour les Etats. Elle devrait pouvoir déboucher sur une convention plus contraignante qui serait alors signée puis ratifiée par chaque pays en particulier en vue de

son application concrète. L'enjeu, dans le cas des disparitions forcées, est d'autant plus important que les gouvernements qui couvrent ce genre de pratiques ont tout intérêt à minimiser le problème. Or il est plus que jamais actuel, sur tous les continents. Et il a la particularité de mettre en déroute tous les principes et procédures juridiques permettant la protection de l'intégrité physique des personnes, leur droit à un jugement équitable, leur droit à être assistées, etc. La responsabilité des Etats en la matière est éludée puisque, d'un point de vue officiel, une personne "disparue" n'existe plus. Pour les proches, l'incertitude sur le sort des détenus-disparus constitue un véritable calvaire et, pour les milieux visés par les disparitions, il s'agit de la pire forme de terreur que les gouvernements aient inventé pour anéantir leurs droits à exprimer en toute

liberté leurs revendications sociales ou leurs divergences politiques ou intellectuelles. D'où l'obstination légitime des proches des victimes à "considérer comme vivants ceux qui peut-être ne le sont plus, à les réclamer un par un jusqu'à ce que la réponse apporte finalement la vérité que l'on cherche aujourd'hui à éluder" (cf. à ce sujet, l'introduction de J. Cortazar, in "Le refus de l'oubli", Berger-Levrault, Paris, 1982).

Un combat persévérant

La manifestation du 13 février dernier était le point d'orgue d'une dizaine d'années d'efforts menés par un petit noyau de personnes qui s'est fait le relais actif, dans la Genève internationale, des revendications de familles de disparus un peu partout dans le monde. Stimulé au départ par le dynamisme du mouvement des Mères de la place de Mai, en Argentine, le collectif de soutien créé à Genève s'est progressivement ouvert au problème des disparitions un peu partout dans le monde. Par des manifestations insistantes, toutes les fins de mois, ce collectif dénommé "jusqu'à ce qu'on les retrouve" a déployé des trésors d'imagination pour rendre palpable la réalité vécue des disparitions, pour sortir de l'oubli les visages des personnes concernées, associer des groupes,

des milieux ou des familles d'ici en solidarité avec les mêmes groupes, milieux ou familles des victimes, ailleurs dans le monde. Un formidable travail dans l'ombre: recherches et vérification des informations, photos, témoignages dans les documents rassemblés par des organismes comme Amnesty International ou par le groupe de travail ad hoc des Nations Unies qui ont toujours apporté leur soutien à cette action, gros efforts pour rendre accessible au public tout ce matériel, gros travail de contacts avec les associations de familles de disparus, de mobilisation de différents secteurs de la population locale... Un hommage tout particulier doit être rendu aux trois membres du comité qui ont mené ce combat jusqu'ici: Marguerite Emery, Alba Viotto et Léon de Cardenas, lui-même oncle d'un disparu. Et à des groupes qui ont également signifié leur tenace soutien, comme le Pavé, regroupant des jeunes des collèges, les Volontaires 4 Horizons (cf. édito), des membres de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture ou d'Amnesty, etc.

Maintenir la pression pour refuser l'oubli

Les manifestations mensuelles s'arrêtent avec la satisfaction de voir la nouvelle Déclaration bien partie. Les trois membres du comité ad hoc pensent maintenant continuer leur combat dans leurs groupes de référence et restent disponibles pour d'autres actions. Mais ils aimeraient pouvoir faire confiance à d'autres pour que s'inventent de nouvelles passerelles pour faire connaître et dénoncer les disparitions tant qu'il y en aura et maintenir ainsi la pression sur les gouvernements qui seraient trop heureux de ce que le silence permette d'enterrer la question. Un droit sans contrôle risque en effet d'être négligé. Genève constitue une plate-forme d'action privilégiée avec les nombreux témoins qui chaque année viennent à la Commission des droits de l'homme. Il existe de nombreuses possibilités pour faire entendre leur voix grâce à la présence de représentants de la presse du monde entier. Beaucoup d'informations sont là, il suffit de mieux les faire connaître, de mieux utiliser les relais existants. L'appel est lancé, notre secrétariat est disponible pour des mises en contact. ■

D.F.

à vos agendas

► Genève, Samedi 4 avril de 13h30 à 19h00 au Centre des unions chrétiennes, av. Ste Clotilde 9. 1492-1992: AMERIQUES 500 ANS DE RESISTANCE Un séminaire organisé par la coordination 500 ans de résistance avec des forums sur -LA TERRE, -L'OCCIDENTALISATION, -LA RESISTANCE INDIGÈNE, POPULAIRE ET NOIRE EN AMERIQUE LATINE, -LE CAS CUBAIN. Renseignements: tél.022 733 40 83

► Genève, 3-4 avril / (Uni-Dufour) SYMPOSIUM 92 CONTRE LES EXPORTATIONS D'ARMES ET POUR LE DESARMEMENT Quatre grands débats sont prévus, dont un sur les conséquences du trafic d'armes pour le Sud (samedi à 20h00). Renseignements: tél.022 738 94 79

► Genève, 6-9 avril / (Uni-Dufour) RENCONTRES MEDIAS NORD-SUD avec notamment un accent particulier sur la conférence de Rio sur l'environnement et à propos du 500e anniversaire de l'arrivée de Colomb dans les Amériques.

► Tous les samedis, jusqu'à mi-avril, au marché au puces / Plaine de Plainpalais, CAFE LATINO FROMAGE HELVETO Stands d'information et de dégustation. Une idée originale dans le cadre de la campagne œcuménique sur l'Amérique latine.

► Réservez déjà les dates des 3, 10 et 11 juin pour un séminaire en 3 volets (historique, théologique, témoignages) sur l'Évangélisation et l'Amérique latine. Renseignements: COTMEC.

Marche pour un futur de paix au Moyen-Orient

Une marche pour un avenir possible dans la paix au Moyen-Orient est prévue en juin 1992 à l'occasion du 25ème anniversaire de la guerre des six jours. Cette marche aura lieu en ISRAËL et dans les territoires occupés, se terminant à Jérusalem. Michel Monod nous en dit l'essentiel.

Les participants adhèrent à cette déclaration:

"... Nous croyons qu'une solution durable au conflit Israëlo-Palestinien passe par la reconnaissance des aspirations des Israéliens et des Palestiniens à l'indépendance nationale, la reconnaissance internationale et la sécurité. Nous estimons que la meilleure assurance pour une véritable sécurité et liberté est fondée sur des relations harmonieuses et l'acceptation de l'autre... Nous observons strictement un comportement cordial et non violent pendant la marche. Nous attendons avec espoir le jour où JERUSALEM, notre destination, sera à nouveau la ville de la paix."

La marche sera l'occasion de nombreuses actions pour la paix comme des vigiles devant les prisons ou des violations des droits de l'Homme sont commises et des dialogues avec des commu-

nautés locales et organisations. Des actions seront organisées par des femmes spécialement à l'intention des femmes.

Cette initiative des mouvements de paix et de non violence est appuyée par Mubarak AWAD (Non violence International), Dan BERRIGAN SJ, Yael DAYAN, Faysal HUSSEINI, Mary KALDOR (European Nuclear Desarmement), Adam KELLER (Israëli Council for Israël-Palestinian Peace), Bruce KENT (International Peace Bureau), Rabbi Jeremy MILGROM (Clergy for Peace) Saïda NUSSEIBEH (Jewish Arab Dialogue in Europe) et bien d'autres. ■

M.Md.

► Si vous êtes intéressés à participer à cette marche veuillez contacter à Genève:

Michel MONOD
(Vivre sans Armes)
56 Av. du Lignon
1219 LE LIGNON

JAB
1231 Conches
Changeement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans,
Chr. Von Garnier, M. Monod,
R. Pasquier, J.-C. Roulin,
D. Froidevaux.

Sommaire du n° 143

- 1 Billet: Goûtez et voyez
- 1 Edito: Afrique du Sud
- 2 1492-1992, Clins d'oeil solidaires
- 2 Proche-Orient: retour d'une mission d'information
- 3 Démocratie en Afrique
- 4 Agenda
- 4 Marche pour la paix
- 4 Contre le trafic sexuel d'enfants

Alerte au trafic sexuel d'enfants

C'est un des aspects les plus révoltants de l'échange inégal entre le Nord et le Sud: ces enfants des pays pauvres, livrés à la prostitution pour un commerce du sexe de plus en plus prisé dans les pays riches. Quelques signes encourageants dans un long combat pour la dignité de tous les enfants.



Trafiquant neutralisé

Bravo à toute l'équipe du Comité International pour la Dignité de l'Enfant (CIDE) qui a été à l'origine de la récente campagne médiatique dénonçant le tourisme sexuel exploitant des enfants. Cette mise au grand jour de pratiques ténébreuses a eu des effets concrets: La Fédération suisse des agences de voyages a exclu Partner Travel SA, une agence incriminée pour conseiller les touristes sur les possibilités d'acheter les services d'enfants livrés à la prostitution en Thaïlande. Cette agence zurichoise a dû maintenant déposer son bilan.

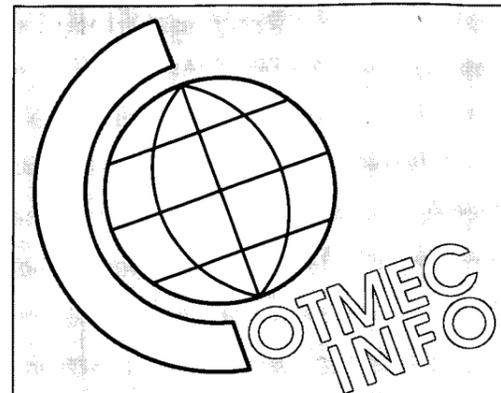
Le CIDE a été créé à Lausanne par des professionnels de l'information soucieux d'alerter l'opinion publique sur de telles pratiques et de mieux coordonner toutes les forces susceptibles de protéger les victimes mineures. Il se propose de mener des enquêtes sur des mauvais traitements à l'endroit des enfants partout dans le monde pour établir des dossiers qui pourront servir de point de départ pour des informations journalistiques. Il a aussi pour objectif de favoriser les contacts entre les organismes humanitaires, la classe politique et le monde judiciaire, afin que les faits dénoncés soient suivis de mesures concrètes et efficaces. Il a un urgent besoin de fonds et d'appuis humains.

► Contact: tél. 021 311 51 51.

Mesures efficaces

Bravo également au Ministère allemand de la Justice qui a présenté un projet de législation visant à rendre les crimes en relation avec la prostitution des enfants punissables dans les pays d'origine des touristes. De quoi infliger un sérieux coup de frein à de tels voyages. A quand des mesures analogues en Suisse?

R.P. & D.F.



Mini-dossier, p.2-3
Afrique
Quelle démocratie?

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 143 / Mensuel / Mars 1992

Vos luttes ne sont pas vaines

17 mars 1992. Une date clé dans l'histoire de l'Afrique du Sud déchirée depuis 1948 par le système de l'apartheid: ce sera probablement le dernier vote réservé à une minorité sélectionnée sur des critères raciaux. Le oui massif à la continuation de la politique de réforme engagée par le Président de Klerk redonne au Blancs le respect d'eux-mêmes et relance la dynamique de l'espoir pour un avenir de dignité pour tous dans ce pays. Avec 68,7% de votes favorables, les partis opposés aux réformes sont plus ou moins mis sur la touche. Il ne s'avouèrent pas vaincus pour autant, à voir la violence qu'ils ont d'ores et déjà manifesté durant la campagne, et on peut s'attendre à de nouveaux coups fourrés contre toute initiative de changement. Tout dépendra maintenant de la volonté du gouvernement de mettre en route rapidement un processus de transition permettant réellement la participation démocratique de la majorité noire. A ce titre, la prochaine session de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA, instance ouverte à tous les partis), prévue pour fin avril, sera déterminante. Notre ami Roddy Nuñez (responsable de la Commission Eglise et Travail en Afrique du Sud) nous décrivait récemment les 2 urgences majeures qu'il entrevoit pour le futur gouvernement transitoire: lutte contre la violence à travers un meilleur contrôle de la police et de l'armée pour assurer leur impartialité, d'une part, et lutte contre les nouvelles discriminations économiques qui touchent la majorité noire, d'autre part. En effet, la suppression des régimes séparés en matière d'éducation, de santé, de droit à la terre ne signifie rien s'il elle donne naissance à de nouvelles barrières, économiques celles-là, marginalisant de facto les 70% de la population les plus démunis qui sont presque tous noirs...

"Guérir, construire et réconcilier dans la justice", telles sont les principales lignes d'action que proposera la Commission Eglise et Travail en Afrique du Sud, le 26 avril prochain, à l'occasion du dimanche des travailleurs. Autant de défis qui s'avèrent aussi primordiaux pour d'autres pays d'Afrique où s'affirme l'aspiration à la démocratie (voir notre mini-dossier). Autant de défis qui s'imposent encore davantage dans le rééquilibrage des rapports Nord-Sud dont nous sommes tous responsables. L'annonce de victoire remportée ce mois-ci sur le système d'apartheid, qui instituait le mépris entre membres de la même humanité comme fondement de la société, redonne une bouffée d'air frais à tous les artisans de justice qui ne se sont jamais laissés persuader que leur lutte était vaine. Ces défis, c'est tous ensemble que nous pouvons les relever. L'avancée du 17 mars dernier dans la pointe sud du continent africain est, à ce titre, à marquer d'une pierre multicolore dans notre histoire commune. ■ D.F.

AVIS: les enregistrements des rencontres annoncées dans notre précédent bulletin avec Roddy Nuñez et avec Adolfo Perez Esquivel, Amanda Guerrero et le groupe de musiciens argentins "LIMAY" peuvent être commandés au centre St-Boniface (tél. 022 21 88 44). L'émission intitulée "La dignité du peuple souffrant", Michel Bavarel et Frédy Kunz interviewés par D.F., peut être commandée à Radio-Cité (tél. 022 42 37 00).



Dessin tiré de l'affiche du Dimanche des travailleurs en Afrique du Sud "Guérir, construire et réconcilier ensemble"

"Goûtez et voyez!"

Entre le triomphalisme d'une Eglise puissante, majoritaire et omniprésente dans une société, et le témoignage anonyme de chrétiens noyés dans une masse indifférente ou parfois hostile, existe un vaste champ où s'affrontent différentes formes d'évangélisation. Agressive et contraignante lorsqu'elle se conjugue avec impérialisme, ou timide voire inconsistante par peur de prosélytisme dans un milieu dont la profession de foi revient à dire que "toutes les religions se valent", l'annonce de la Bonne Nouvelle assume très souvent avec peine sa véritable dynamique missionnaire.

A l'heure de la démocratisation balbutiante de nombreux pays que nous connaissons mal, des Eglises sortent de l'ombre et nous étonnent autant par leur vitalité que leur langage. Ainsi par exemple l'Eglise catholique du Népal dont je ne soupçonnais même pas l'existence. Dans une interview, le Père Anthony J. Sharma, jésuite responsable de cette Eglise, nous explique que la loi d'interdiction de toute propagande religieuse autre qu'hindoue avait jusqu'alors empêché leur communauté de se développer. Lui-même fut souvent arrêté et menacé; aujourd'hui plus libre dans ses activités, il parle avec fierté de toutes les structures caritatives et scolaires qu'assument plus d'une vingtaine de communautés religieuses.

Comme au temps de la colonisation en Afrique, l'école et le dispensaire sont les fers de lance d'une évangélisation que nous avons souvent taxée de récupératrice. Mais le Père Sharma nous précise au sujet des personnes intéressées par ce qu'ils font en communauté: "Nous ne tenons pas à mettre en route une évangélisation agressive. Nous leur disons «Venez voir, et apprenez à nous connaître pendant deux ans» Ainsi on peut réussir à découvrir leur réelles motivations".

Alors que dans nos Eglises d'occident l'on parle, écrit depuis des mois sur la "nouvelle évangélisation", ne sommes-nous pas en train de rêver au retour d'une Eglise puissante et rassurante? Nous avons peur de devenir une minorité apparemment insignifiante, mais n'oublions pas que nous devons être le "sel de la terre". La nouvelle Europe réévangélisée aura-t-elle vraiment du goût? ■

J.-C. R.

Clins d'oeil solidaires

Guatemala
Peut-on simplement tourner la page?

Au Guatemala, la violence armée se calme, des pourparlers de paix sont engagés et le gouvernement souhaite faire table rase du passé pour se tourner résolument vers l'avenir.

Mais peut-on simplement tourner la page ? Peut-on ignorer les 50.000 veuves et les 250.000 orphelins que la répression a engendrés ?

Courageusement ces veuves luttent, malgré la difficulté de leur vie, malgré leur analphabétisme, malgré l'indifférence générale. Elles demandent avec obstination : - que leur soient rendues les terres "offertes" ou occupées illégalement,

- que soit assurée la liberté d'expression et de rassemblement, - que soit donnée une sépulture chrétienne à leurs maris assassinés.

Elles sont seules pour assurer la vie et l'éducation de leurs enfants et elles sont en butte aux menaces, à l'intimidation, à la répression et pourtant elles continuent à exiger du Parlement qu'il reconnaisse leur existence. Elles crient au monde :

"les veuves et les orphelins du Guatemala sont une des blessures les plus cruelles causées par la violence et ils ne peuvent être ignorés."

(Source: Conavigua) ■

M.D.

Autriche
Don Erwin Kräutler interdit de parole

Mgr Eder, archevêque de Salzbourg met son veto à l'invitation de Don Erwin, "l'évêque des Indiens" qui devait s'exprimer aux semaines académiques de Salzbourg. Motif: il aurait une position trop "unilatérale" face à la version officielle du 500e de la "découverte" des Amériques... En fait, Don Erwin, d'origine autrichienne, est reconnu par de nombreux représentants éminents de l'Eglise brésilienne comme un évêque d'une grande simplicité de vie et qui a su devenir frère parmi ses frères en se solidarissant de la cause des opprimés et des pauvres dans la région du Xingu, en Amazonie, où il exerce ses responsabilités épiscopales. A propos du 500e, tout comme nous, il ne fait que rappeler qu'on doit un plein respect aux peuples indiens et noirs et à toutes les populations aujourd'hui marginalisées et opprimées d'Amérique latine pour

leurs blessures ravivées par les commémorations actuelles de 1492. D'autres points de vue existent à propos de cet anniversaire, ils ont tout loisir de s'exprimer librement et nous sommes quant à nous ouverts à un débat respectueux des positions de chacun, avec le souci de toujours se laisser interpeller par les exigences de justice et d'amour qui sont au coeur de l'Evangile. Mais que dire face à la censure prononcée par l'archevêque de Salzbourg à l'encontre de Mgr Kräutler ? C'est tout bonnement inacceptable et révoltant. De telles méthodes évoquent les régimes totalitaires qu'on croyait enfin balayés par un certain vent d'Est. On ose espérer que Mgr Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, qui a été invité pour remplacer Don Ewin à Salzbourg, aura le courage de refuser de cautionner ce mépris de la liberté d'expression dans l'Eglise!



Notre photo: Années'70, Don Erwin est emmené par la police après avoir été piétiné pour s'être solidarisé avec les paysans de son diocèse. Aujourd'hui c'est ce même évêque dont on écrase le droit de s'exprimer (Source: "La Théologie de la libération sur la sellette" Cotmec).

Mexique
Hommage à Don Sérgio Méndez Arceo

Ex-évêque de Cuernavaca, au Mexique, Don Sérgio est décédé le 6 février 1992, à l'âge de 84 ans. Nous avions le plaisir de l'accueillir à Genève en Juin dernier. Nous ne pouvons que nous associer aux nombreux hommages qui lui sont rendus de toute l'Amérique latine et d'ailleurs dans le monde avec ces quelques paroles de G. Gutiérrez en son honneur: "...Il était sans aucun doute l'évêque le plus présent à la société civile mexicaine tradition-

nellement étranère, voire hostile, au monde ecclésiastique. Homme des frontières (...) il avait pris très au sérieux le commandement évangélique de porter la Bonne Nouvelle jusqu'aux extrémités de la terre. C'est là une tâche difficile, risquée, sujette à tâtonnements et malentendus, en fonctions de laquelle on s'avance en terrain miné et au cours de laquelle il arrive qu'une mine saute. Mais il s'en sortait toujours avec un sens extrême de l'humour qui lui valait la sympathie de tous. D'accord ou pas avec lui, personne ne pouvait nier la limpidité de l'objectif et son souci de rendre présent le royaume de Dieu dans l'histoire de tous les jours. (...) Pour notre temps, Don Sérgio s'est employé avec une conviction toute évangélique à vivre un engagement fécond avec les pauvres de son pays et du continent latino-américain". (Source: DIAL).

Brésil
Leonardo Boff honoré

Il a reçu en décembre dernier le prix du Mouvement national des droits de l'homme au Brésil pour son accompagnement des communautés ecclésiales de base et comme soutien face aux diverses tentatives des autorités catholiques romaines de le "priver de son droit fondamental d'exprimer publiquement ses opinions". (Source: Réseau Kairos).

St-Domingue
Soutiens bienvenus

Merci pour votre élan de solidarité: nous avons reçu beaucoup d'échos et de réactions engagées suite à notre campagne visant à interpeller les autorités responsables des déplacements de familles pauvres à St-Domingue. Et des messages encourageants de nos amis en République Dominicaine: les démarches entreprises en Suisse ne sont pas sans effet sur place. Même si ni le Président Balaguer ni l'archevêque n'ont encore envoyé de réponse aux nombreuses interpellations fermes mais respectueuses qu'ils ont reçues à ce jour, tout cela constitue malgré tout un appui non négligeable pour les négociations entreprises par les populations des quartiers pauvres concernés et leurs organisations d'entraide: elles n'ont pas réussi à stopper les déplacements qui ont encore lieu actuellement, mais elles tentent d'obtenir des conditions de logement acceptables pour les familles expulsées. ■

D.F.

Proche-Orient

"Je ne veux pas que notre Eglise devienne un musée!"

Une délégation de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) s'est rendue au Proche-Orient peu avant l'ouverture de la Conférence pour la Paix, sur invitation du Conseil des Eglises du Moyen-Orient. Le but du voyage était de s'informer de la situation de ces pays et d'exprimer notre solidarité aux Eglises locales. Un écho avec Christine Von Garnier.

Tous les membres des Eglises que nous avons rencontrés, patriarches et pasteurs des Eglises grecque orthodoxe, arménienne, anglicane et grecque-catholique (melchite) ont soutenu la cause des Palestiniens, fermement ou diplomatiquement. Leur grande préoccupation reste cependant la baisse constante des chrétiens en Israël et du patrimoine chrétien (églises, écoles, bibliothèques, manuscrits, séminaires, etc...). Ils étaient 20% en 1948, en majorité arabes; ils ne sont que 2% aujourd'hui... Elias Freij, maire de Béthléem, Palestinien chrétien orthodoxe gère sa ville et les villages environnants comme un bon père de famille qui essaie de sauver ce qu'il peut: "Nous vivons ici depuis 1967 sous une occupation militaire qui de fait est une colonisation. Les Israéliens décident tout pour nous: législation, impôts, sécurité, eau, terres, maisons, éducation. Il y a 40% de chômage. Leur but est de nous faire partir". - Pour qui est habitué à l'Afrique du Sud et à l'apartheid, nul doute: dans les territoires occupés, mêmes méthodes administratives, policières et militaires, même racisme basé sur la peur et l'angoisse de la survie. Gaza, c'est une township sud-africaine avec des camps de réfugiés en plus.

Le brillant Rabin David Rosen, membre de l'Interfaith Coordination Committee à Israël nous précise: "Oui, nous avons peur, tout le monde a peur. Je crois que le monde juif ne survivrait pas à l'effondrement d'Israël qui est l'avenir du peuple juif (...). Mais si la politique d'Israël est en contradiction avec les lois universelles du judaïsme, alors nous serons obligés de rendre le pays, sinon nous détruirons notre propre base morale, d'où l'importance du processus de paix pour conserver nos valeurs spirituelles". ■

C.v.G.

Un rapport très détaillé peut être obtenu au secrétariat de Pain pour le Prochain (tél.: 021 / 36 30 77).

Démocratie en Afrique: mythe ou réalité?

Entretien avec Eya Nchama

Eya, y a-t-il à présent une réelle tendance à la démocratisation en Afrique ?

E.N. - Oui, les signes en sont multiples. Il y a à cela deux raisons fondamentales. D'abord la fin de la guerre froide. Jusqu'ici les Africains avaient un alibi à avoir des partis uniques, l'URSS, un des pays les plus puissants du monde en avait un lui aussi, et il avait en même temps, le droit de veto au Conseil de Sécurité, un des privilèges des puissants. Les Africains n'étaient donc pas les seuls à désirer ce type de gouvernement. L'écroulement du Mur de Berlin et de tout le système du bloc communiste a enlevé à l'Afrique cette excuse. La seconde cause est que, si l'on prend 1960 comme l'année des indépendances africaines, les jeunes qui ont aujourd'hui moins de 32 ans n'ont plus connu la colonisation et n'ont donc jamais eu un gouvernement étranger chez eux mais ont par contre connu les exactions de leur propre pouvoir corrompu. Le mythe des "pères de l'indépendance" est terminé, il s'est littéralement écroulé devant tant d'injustice et de pauvreté.

Extraits de lettres pastorales engagées

Evêques du Zaïre (22/09/1990):

"Si nous n'y prenons garde, notre démocratie risque de devenir l'affaire d'une élite et finalement une démocratie de façade, limitée à la capitale et à quelques villes, mais sans incidence réelle sur la vie et les moeurs politiques des masses paysannes".

"Nous l'avons déjà dit, et beaucoup de voix l'ont répété, l'avènement de la démocratie requiert un climat et un environnement de vérité, de paix, de justice, de sécurité, de tolérance, de conversion et de réconciliation".

Mgr Robert Sarah, archevêque de Conakry, celui qui a osé défier le dictateur Sékou Touré, le mardi 25 février 1992 en présence du Pape:

"Je vous en supplie, Très Saint Père, dites au peuple de Guinée dites à l'Afrique toute entière que l'Eglise défend les droits de l'homme, la loi de Dieu, la dignité humaine, la personne. L'Eglise ne peut se taire devant tant d'abominations et de guerres politiques, qui déciment et dispersent les populations africaines! Dites aux gouvernements africains que les réformes ne servent à rien si elles sont entachées de sang. Sans Dieu, il ne peut y avoir de véritable libération. Des libérations "immédiates" oui, il peut y en avoir, mais des libérations constructives, définitives solides, seuls des hommes de foi les réalisent en vérité"

Aujourd'hui, ce que l'on souhaite en Afrique, ce ne sont plus des paroles creuses, mais du travail, des écoles, des hôpitaux, la liberté d'expression. Les jeunes disent en gros: "votre bonheur, limité à votre petit cercle d'intimes, n'est pas notre bonheur, un bonheur que nous voulons pour tous". Ces deux raisons acculent à des changements radicaux.

D'où est né ce mouvement ?

E.N. - Malgré les dictatures africaines, l'opposition est née très tôt. La preuve en est le nombre de prisonniers politiques, de morts, de réfugiés politiques que ces régimes ont engendrés. La nouveauté aujourd'hui est que l'opposition est écoutée, reconnue, soutenue. Jusqu'ici le soutien des Etats occidentaux, entre autres, était accordé aux pouvoirs en place, de peur qu'ils ne basculent dans l'autre camp, et ceci a valu pour toute la période de la guerre froide.

Quelle était l'idéologie sur laquelle se basaient les pouvoirs africains pendant ces 30 dernières années ?

E.N. - L'idéologie en place de 1960 à 1980 environ était qu'il fallait d'abord attaquer les problèmes concernant l'Afrique en général. Il fallait en finir avec la décolonisation de tout le continent et avec l'apartheid en Afrique du Sud. C'étaient les deux chevaux de bataille des leaders africains. Il fallait ensuite développer l'économie, les Droits de l'Homme viendraient après.

Effectivement peu à peu toute l'Afrique a été décolonisée, le dernier pays à devenir indépendant fut la Namibie en 1990. L'apartheid pour sa part a été sérieusement entamé, la libération de Mandela a constitué un symbole et les événements en cours aujourd'hui prennent acte d'un difficile mais lent démantèlement de l'apartheid. Quant au développement économique on s'en est fort peu soucié et le continent est de ce côté dans une situation particulièrement critique.

On ne peut séparer démocratie, développement et droits de l'homme. Il faut respecter tout ensemble les droits économiques, sociaux et culturels ET les droits civils et politiques. Or les dictatures les séparent.

Quelles sont les conditions d'une réelle démocratie ?

E.N. - Les vraies conditions qui doivent être remplies sont que les dirigeants soient conscients des souffrances de leur peuple et



Claudius

amènent des changements significatifs. La demande de multipartisme n'est autre que l'aspiration de tous à la participation aux affaires publiques et privées de l'Etat. Les Etats francophones ont choisi la voie des Conférences Nationales. C'est en fait une "copie" de ce qui a réussi au Bénin et qui était très original au départ, où l'on retrouve des éléments de la palabre africaine. Ces conférences nationales ont eu des fortunes très inégales, le pouvoir en place au Togo et au Zaïre ont tout fait pour les empêcher de jouer leur rôle. Les pays anglophones, de traditions juridiques différentes, ont suivi une autre voie. Celle d'élections libres et démocratiques. En Zambie, en Tanzanie, au Kenya sans doute bientôt, ces élections permettent un changement sans fracas mais la mise en place d'un nouveau pouvoir réel plus proche des aspirations de la population.

On a vu plusieurs Archevêques présider les Conférences Nationales, quel sens peut-on y donner ?

E.N. - Le premier pays qui a fait cela et qui a réussi est le Bénin. Les autres pays ont "copié" cette manière de faire. Au Bénin c'est Mgr de Souza qui a présidé cette conférence. En fait on a choisi une personne intègre, qui n'avait pas d'ambition politique, dont on ne devrait donc pas se méfier par après et qui pourrait assurer l'impartialité des débats. On a choisi des Archevêques dans les pays catholiques mais dans les pays musulmans, au Niger par exemple, on a choisi Mr Salifu, un éminent professeur d'Université qui a joué le même rôle.

Qu'en est-il du multipartisme ? E.N. - Le multipartisme est

l'idéal, il permet à toutes les tendances politiques de s'exprimer, mais ce multipartisme peut être détourné. On a vu au Zaïre, par exemple, le Président s'arranger pour que ce soit un multi-mobutisme qui se mette en place. La corruption aidant, des sommes énormes ont été consacrées à créer des partis entièrement dévoués au pouvoir en place. Dans certains pays, les réels partis d'opposition, qui seuls peuvent représenter les diverses opinions, ont eu bien du mal à se frayer un chemin. Actuellement, dans plusieurs pays, le pouvoir en place essaye de toutes ses forces de retarder le processus de démocratisation. Mais la poussée de la base est plus forte et va dans le sens de l'histoire. ■

Propos recueillis par M. C.

C.M. Eya NCHAMA est né à Kukumankok (Guinée Equatoriale) le 6 janvier 1945. Responsable du Groupe de recherche sur l'histoire africaine à l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, membre du Comité international de coordination du Mouvement panafricain et membre de la Société suisse d'Etudes africaines. Il est aussi membre du Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples (UFER) qu'il représente auprès des Nations-Unies à Genève. Il a, à ces différents titres, participé à plusieurs conférences internationales et colloques tant en Afrique qu'aux Amériques. Il participe régulièrement, comme représentant d'UFER, à la Commission des Droits de l'Homme à Genève. C'est de ces différentes expériences qu'il a tiré un livre:

"Développement et Droits de l'Homme en Afrique" Editions PUBLISUD, Paris, 1991.

à vos agendas

Une occasion exceptionnelle de dialogue entre Musulmans et chrétiens à Genève:

- Les 6,7,8 et 9 mai 92, 20h15, au Centre St Boniface (14, Av. du Mail) à 20.15 H.

Le Centre culturel St Boniface et le Foyer culturel musulman invitent à diverses rencontres sur le thème:

CHRISTIANISME ET ISLAM: LA MOBILISATION
Notons en particulier la rencontre du jeudi 7 mai organisée en collaboration avec la COTMEC: ENTRE OPPRESSION ET LIBERATION, RELIGION ET DEVELOPPEMENT
Avec: Fabiola Esquivel, Olivier Carré, Abdelhalim Herbert et Jean-Jacques Perennes.
Tracts: 022.329.26.81

- Lundi 4 mai, 20h.30 au CUP, 2 Av. du Mail (7e étage) CONFÉRENCE SUR L'ACTION NON VIOLENTE EN ISRAËL ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

par Nafez ASSAILLY, directeur du Centre palestinien d'études sur la non-violence.
Renseignements: 022.329.62.45 -aussi le 6 mai au Louverain, 20h. Tél. 038.57.16.66

- Mercredi 13 mai, 20h00 Salle paroissiale de Carouge 20, rue du Collège EGLISE UNIVERSELLE- RISQUER LA RENCONTRE avec Albert Longchamp, s.j. Org. Communauté des groupes missionnaires - OPM.

-17 mai 1992:
►Votations sur l'adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque Mondiale.

Pour des analyses et réflexions, voir nos Numéros 139 et 140. Des documents détaillés exposant les prises de positions contradictoires de Justice et Paix et de la Commission des questions sociales de la FEPS, d'une part (favorables) et de Pain pour le prochain, d'autre part (contre) sont disponibles à notre secrétariat.

Les Commissions Tiers Monde protestante et catholique se sont prononcées pour maintenir un cap critique à l'encontre de ces institutions internationales, en luttant de l'intérieur ou de l'extérieur, en fonction des résultats de ces votations (voir C-info N°140).

►Votations sur le contre-projet des Chambres fédérales à l'initiative dite "du Beobachter", contre-projet qui confie à la Confédération la compétence législative en matière de génie génétique.
On trouvera un questionnement éthique éclairant dans la récente étude de Justice et Paix: "Quel Génie? Ethique et génie génétique"

○ Disponible à notre secrétariat, tél. 022 329 26 81 (Fr. 12.- + port)

- 2-3 et 11 juin, dates à réserver absolument: AMÉRIQUE LATINE, 1492-1992 L'ÉVANGÉLISATION EN QUESTION
Renseignement en page 3, Tracts au 022 329 26 81

Un gout de solidarité

La solidarité Nord-Sud devient-elle un argument de vente pour le marché alimentaire comme l'est devenue l'écologie pour l'industrie polluante?

Regard sur deux initiatives qui, nous l'espérons, dépasseront le souci de l'image de marque.

Au Sénégal, Nestlé encourage la production de lait.

Le Sénégal importe pour plus de 80 % de sa consommation laitière, pourtant le pays dispose d'un important cheptel bovin. Une vache ne produit en moyenne qu'un litre de lait par jour par manque d'infrastructure pour traiter et conditionner ce qui n'est pas consommé immédiatement. Fort de ces paradoxes, Nestlé Sénégal a mis récemment en place un programme de ramassage de lait dans le Ferlo, une région d'élevage au nord-est de Dakar.

Points de collecte, centre de refroidissement, mise à disposition de récipients en aluminium,

règles d'hygiène strictes, rémunération correcte et stable, tout est mis en oeuvre pour valoriser le lait local, qui, à terme devrait prendre le relais de la poudre importée.

Coop ET Migros vendent du café MAX HAVELAAR

Sous le label Max Havelaar, plusieurs grandes surfaces, (dont Coop et Migros) vendent du café pour lequel les producteurs sont payés à un juste prix. Ce label garantit au consommateur que son achat encouragera des petits producteurs organisés démocratiquement à se développer de façon autonome et à promouvoir des actions au niveau de la santé, de l'éducation et du rôle de la femme dans la société.

Les torréfacteurs doivent s'engager à payer un prix stable et offrir des facilités de crédit, garantir les achats et les livraisons.

Ces tentatives couronnent le travail des militants tiers-mondistes qui oeuvrent depuis longtemps dans ce sens. Puisse ce "gout de solidarité" développer un réel goût pour la solidarité dans les grandes entreprises ! ■

R.P.



Si tu vas a Rio...

.A force de lire dans la presse des informations pessimistes sur la Conférence des Nations-Unies pour l'environnement et le développement (CNUED), à force d'entendre parler de tensions Nord-Sud, des problèmes de gros sous, on pourrait oublier un autre aspect très important de ce Sommet de la terre : la rencontre des cultures, des peuples. Elle se fera surtout en marge de la rencontre officielle, elle sera au coeur du Forum ONG organisé à Flamingo Park.

C'est la réunion organisée par les Organisations Non Gouvernementales, lors de la IVème Commission préparatoire pour la CNUED qui nous le rappelle. Elle a permis d'approcher une autre réalité; celle de cet indigène du Brésil qui racontait que chez les siens, on n'envoie pas les personnes âgées dans les hospices, on les garde chez soi. Celle de cette femme ghanéenne, qui s'est efforcée de faire comprendre le respect qu'inspire dans sa communauté "Notre Mère la Terre", en tant que figure divine. Celle de cette jeune Coréenne récitant des vers écrits par un poète lorsqu'il était en prison sur le viol de la

terre que constitue la surindustrialisation. Ou celle de cette petite New-Yorkaise noire chantant en alternance avec l'auditoire "The time has come", chanson qui deviendra un vidéo-clip, avec la participation de centaines d'enfants de la rue de Rio.

Une autre facette de la rencontre de Rio nous est ainsi révélée, celle provenant de la richesse et de la beauté multiformes de la Terre et des êtres qui l'habitent. ■

M.D.

Source
Crosscurrents/journal ONG).

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

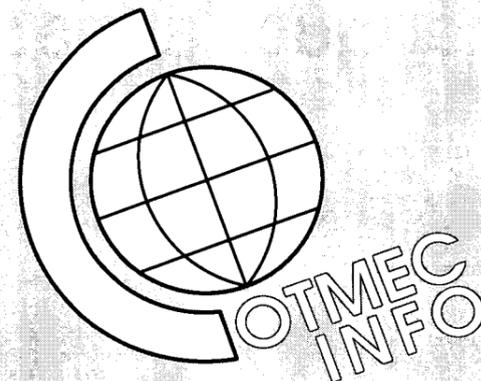


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Guy Musy,
R. Pasquier, J.-C. Roulin,
D. Froidevaux.

Sommaire du n° 144

- 1 Billet: 500 ans?
- 1 Edito: Le Courrier vivra 2-3
- Le 500e à livre ouvert Rencontres de Juin sur 1492-1992: l'évangélisation en question
- 4 Agenda
- 4 Si tu vas à Rio
- 4



Spécial
Salon du livre

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 144 / Mensuel / Avril 1992

Vous avez dit 500 ans! Et après...

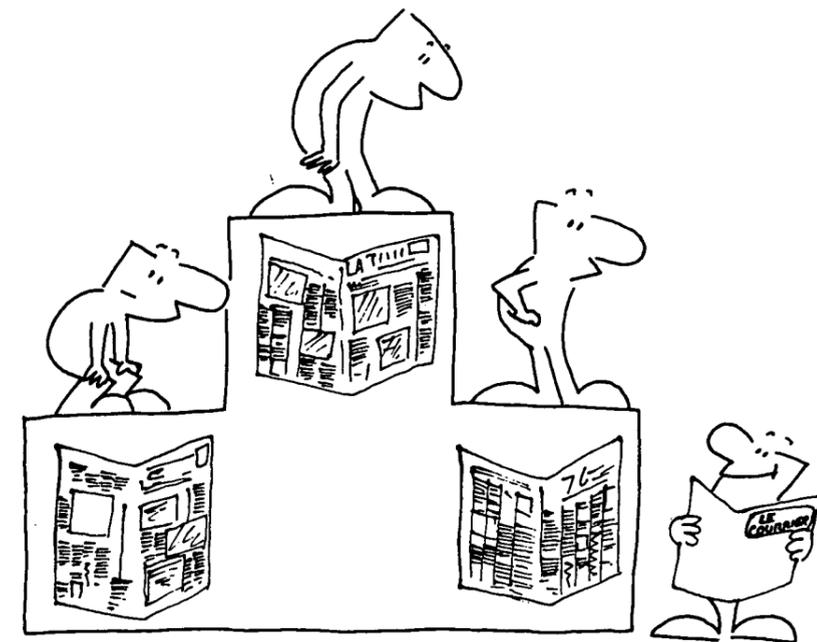
Si 1492 évoque pour la plupart d'entre nous la découverte du Nouveau Monde dont la conquête et l'évangélisation suscitent aujourd'hui à juste titre maintes controverses, cette date marque aussi une des plus sombres pages de l'histoire d'un peuple persécuté. Cette année-là en effet, les souverains "très catholiques" Ferdinand et Isabelle d'Espagne édictèrent l'expulsion de 50.000 familles juives de leur royaume. En mémoire de ce triste anniversaire, Juan Carlos vient de révoquer officiellement cet édit et, au cours d'une cérémonie de réconciliation, a reçu la bénédiction d'un rabbin dans une synagogue. A l'occasion de ce même événement, la Conférence épiscopale suisse et la Fédération suisse des communautés israélites ont présenté le 3 avril une déclaration commune condamnant l'antisémitisme qui larve plus que jamais notre société. L'Eglise catholique y reconnaît notamment porter à travers son histoire une lourde responsabilité dans la haine contre les Juifs.

Ne nous y trompons pas: de tels actes vont bien au-delà de leur valeur symbolique; ils sont plus que de simples paroles prononcées trop tard. Que nous le voulions ou non, nous sommes tous héritiers d'une histoire que nous devons assumer. Il nous appartient à chaque instant de guérir les blessures de cette histoire pour en transformer l'héritage. Il est des pardons qui ne revivifient pas seulement la branche morte de l'arbre, mais qui transforment celui-ci jusqu'à ses racines, enrichissant ainsi la sève dont il nourrit tous ses fruits. L'énergie de tout combat contre l'antisémitisme porte déjà en elle les germes du pardon que sont appelés à célébrer un jour les Israéliens et toutes ces familles de Palestiniens qui ont été chassés de leurs villages.

Il y a 2000 ans un innocent mourait crucifié à cause de son amour pour l'humanité passée, présente et à venir. Pendant qu'on le torturait, il adressait à Dieu cette prière: " Père, pardonne-leurs, ils ne savent pas ce qu'ils font"! Je vis aujourd'hui de ce pardon donné hier pour que demain je puisse encore demander pardon. Cette réconciliation célébrée une fois pour toute en Jésus-Christ brille comme un éclat de Résurrection chaque fois qu'un homme est capable de dire pardon. En Dieu, hier et demain sont au présent, et 500 ans n'y changeront rien!

J.-C. R.

"Le Courrier" nous pompe l'air



Genève, 350'000 habitants, se paie le luxe d'avoir quatre quotidiens. Le plus petit d'entre eux, "le Courrier", n'est de loin pas celui qui passe le plus inaperçu. La menace de sa disparition, avec les remous et les passions qu'elle suscite, a clairement mis en évidence le rôle important que ce journal remplit dans la vie de la cité et des églises locales.

Il n'est pas exagéré de dire que, sans lui, il n'y aurait plus de véritable diversité de la presse à Genève. Il est le seul qui se soit vraiment distingué, ces dernières années, par des options claires en faveur des droits des plus défavorisés, d'une société plus juste, plus humaine et respectueuse de l'environnement. Avec un "plus" remarquable: ce journal s'est attaché à repérer et faire connaître les secteurs actifs de la vie locale travaillant dans cette perspective de justice et de dignité pour tous, ici et ailleurs. A donner un écho aux échanges et réflexions sur ces enjeux en ménageant à leur propos un espace de débat ouvert. Journal de tradition catholique, "Le Courrier" est aussi devenu peu à peu un outil de dialogue entre chrétiens de différentes confessions et entre chrétiens et non-chrétiens. C'est un défi permanent que de maintenir vivant cet espace de débat entre des composantes dont le cocktail peut parfois s'avérer explosif. C'est aussi, à notre avis, un défi nécessaire car il est le gage d'une Eglise et d'une société d'ouverture.

Or, bien qu'il soit habitué depuis longtemps à travailler dans des conditions précaires, ce journal est en difficulté. Et il commence à nous pomper l'air. Opération survie: "le Courrier" fait la manche, il consacre beaucoup de temps et d'espace rédactionnel à son auto-promotion, il cherche à mobiliser les énergies autour de lui pour continuer à exister. Chose étonnante: nous sommes apparemment nombreux à nous laisser pomper volontiers, même si cela pourrait nous coûter cher. Rarement on aura vu un média en péril susciter un tel élan de solidarité. C'est que l'enjeu nous concerne de près: un journal comme "le Courrier" est en effet un foyer de dynamismes incomparable pour notre vie locale. Il serait extrêmement difficile de reconstituer quelque chose de comparable, s'il venait à disparaître. Nous savons aussi, quant à nous, combien ce journal est un outil complémentaire à une feuille de réseau comme la nôtre, spécialisée dans les questions Nord-Sud.

Amis lecteurs des pays du Sud ou d'autres contrées que Genève, vous nous excuserez peut-être de lutter jalousement pour préserver ce luxe d'une presse pluraliste dont nous disposons ici. Mais vous savez maintenant que c'est un de nos meilleurs atouts pour inventer avec vous un avenir plus solidaire, dans notre propre contexte. ■

D.F.

Abonnement au Courrier ou participation à son association de lecteurs: 022 329 26 81

Amérique latine :

Le livre est encore l'outil privilégié d'expression du Vieux Continent.

On ne s'étonnera donc pas de ce que la grande majorité des ouvrages consacrés à la commémoration de 1492 soit écrit en fonction de préoccupations très européocentriques. Notre choix: des ouvrages nous aidant à découvrir l'autre. En particulier, mais pas seulement, à travers des regards de chrétiens de tous horizons.



Combats entre Mexicains et conquistadores
Fac-similé d'un manuscrit mexicain du XVIe siècle

Paroles d'Amérindiens

L'association de soutien aux nations amérindiennes (ASNA) a fait un travail remarquable en tentant de répertorier l'ensemble des livres qui, soit, donnent la parole aux nations autochtones des Amériques ou font écho de leurs résistances et de leur lutte pour continuer à exister ou encore font connaître leurs richesses culturelles ou spirituelles. Récits de vie, ouvrages spécialisés, bandes dessinées, presque tout y est. Avec, en prime, une sélection des ouvrages pour la jeunesse. On peut obtenir ce document polycopié intitulé "500 ans de résistance amérindiennes" à notre secrétariat (022 329 26 81) ou à l'ASNA : 14, Vieux-Moulin, 1018 Lausanne. ■

Eglises et 500e Un livre-clé

Les rendez-vous de St-Domingue Centurion, 1991.

On sait combien la commémoration du 500e suscite la controverse au sein des Eglises. Voici un ouvrage engagé mais non polémique qui voudrait proposer des repères pour tirer les leçons d'une histoire complexe et des

éléments d'analyse et de réflexion à propos du rôle des Eglises face aux défis actuels en Amérique latine. Après Medellin (1968) et Puebla (1979), c'est à St-Domingue que se réuniront les évêques catholiques de tout le continent latino-américain en octobre prochain, en présence du pape Jean-Paul II. Au-delà de l'attitude des différentes composantes de l'épiscopat quant à la manière d'envisager le 500e, l'enjeu majeur de cette rencontre tient aux options pastorales qui seront prises en commun, avec leurs conséquences pour le travail réalisé à la base par tous les membres des églises locales. Cela ne manquera pas d'avoir aussi des répercussions sur le "vieux continent", tant il est vrai que la réflexion et la pratique des chrétiens en Amérique latine ont toujours été à la source de vastes débats, souvent passionnés, mais aussi stimulants, ici comme là-bas.

"L'option préférentielle pour les pauvres" proclamée à Medellin pour répondre aux interpellations du Concile Vatican II sera bien entendu au centre des discussions de St-Domingue. Mais de quelle manière? Saura-t-on se mettre à l'écoute des principaux intéressés? Quelles seront les priorités définies en commun par les représentants de l'épiscopat? Priorité aux relations église-états, à une réaffirmation des valeurs chrétiennes dans des sociétés en

voie de laïcisation? Ou priorité à une église présente au monde, attentive aux préoccupations et aux aspirations de tous, à commencer par les plus marginalisés économiquement, culturellement, politiquement? Priorité à la défense des privilèges de l'institution ecclésiastique ou priorité à la défense des droits de l'homme et à la promotion de la justice, en dépit des risques encourus? Priorité à une action auprès des élites pour christianiser la société ou priorité à un rôle actif de tous, y compris des opprimés et des plus démunis qui ont, comme tout être humain, vocation à être acteurs de leur devenir? Un des intérêts du livre collectif sur les rendez-vous de St-Domingue est de mettre en évidence les tenants et les aboutissants de ces questionnements aussi bien que les rapports de force qu'ils révèlent dans l'église catholique latino-américaine. Non pour renforcer ces oppositions représentées ici de manière trop schématique, mais pour inviter à une réflexion critique ouverte, avec pour principal souci de remettre constamment l'évangile au coeur du débat. Ce livre publié sous la direction d'Ignace Berten et de René Luneau a en outre l'avantage de donner la parole à une grande diversité d'auteurs: des experts latino-américains et européens, théologiens, sociologues, historiens, mais aussi des témoins et acteurs. Le dernier mot est d'ailleurs laissé à Francisco de Roux du Centre d'investigation et d'éducation populaire de Bogotà qui propose dans une synthèse fort intéressante quelques lignes de force pour une action fidèle aux défis évangéliques en Amérique latine, en fonction du contexte nouveau issu de la fin de la guerre froide.

"Nous avons la volonté, dit-il notamment, de ne rien céder sur la dignité humaine, sur le sens de l'action menée, sur les revendications de la justice, sur les capacités du peuple en termes de connaissance, de culture, de désintéressement, de droits de l'homme et de souveraineté (...). Le développement est pour tous. Sinon pour personne. (...) De même que certains, au nom de leur foi, avaient (il y a 5 siècles) pris la défense des Indiens et des Noirs contre les crimes et les erreurs d'autres baptisés blancs, de même avons-nous aujourd'hui l'obligation, à travers l'effort d'intégration culturelle et économique, de faire nôtre cet héritage historique en pariant que la plénitude humaine pour tous est possible dès maintenant." ■

Dom Helder Camara

Il faut rappeler la parution récente de ce récit de vie confié à Jean Toulat par une des grandes figures de l'église de notre temps: Dom Helder Camara "frère des pauvres, notre frère" comme l'a appelé Jean-Paul II. Cet éveillé du dernier Concile dit ici avec simplicité les hasards et les rencontres qui l'ont amené à redécouvrir l'évangile à partir du regard des opprimés. Archevêque de Recife, au Brésil, il a tenu tête à la dictature des généraux et dit un non absolu à cette pratique devenue un moyen de gouvernement dans de nombreux pays: la torture. Artisan acharné de la paix, pourfendeur de la course aux armements, il a tout misé sur la non-violence active, cette "force nucléaire de l'amour". Au moment où bien des innovations porteuses d'espérance de Dom Helder sont sérieusement mises à mal par son successeur à Recife, la lecture de ce livre est véritablement bienvenue. (Centurion) ■

La Trahison de la mer

Les éditions Ouverture et du Soc ont eu la bonne idée de faire entendre la voix poétique de Pedro Carrasco, ce Chilien, fier de ses origines indiennes et actuellement Pasteur à la Chaux-de-Fonds. Un hommage à la mémoire indienne encore aujourd'hui blessée par cette trahison de la mer, complice des Conquistadores. Une invitation aussi à la rencontre par le chemin discret de l'émerveillement au coeur de ce qui fait notre dignité d'hommes. Ces quelques paroles pour donner le goût de lire:

Je crois le souffle de Dieu et le souffle des autres

*Je crois l'amitié et le désaccord
Je crois les minorités de l'amour*

Je ne crois pas les mots mais la parole

le 500e à livres ouverts

Ce mini-dossier est distribué gratuitement au salon du livre, Stand de la Fédération Genevoise de Coopération. Nos abonnés le recevront malheureusement par poste après le salon. Qu'ils veuillent nous en excuser. N.B. Les ouvrages disponibles à notre secrétariat sont signalés dans le texte. (Réd.)

Enfants, tueurs à gages

Symptôme mal connu du mal-vivre en Amérique latine: le destin cruel de ces jeunes spécialisés dans le meurtre au service des narcotrafiquants. On les appelle "les sicarios". "Ces jeunes cherchent à être des protagonistes dans une société qui leur a fermé les portes" affirme Alonso Salazar qui a mené avec eux une enquête remarquable, dans le cadre du CINEP de Medellin (Centre de recherche et d'éducation populaire). (CETIM, 37 quai Wilson, 1201 Genève. Tél.: 022 731 63).

Pour l'honneur de mes frères

Charles Antoine, prêtre de Belfort fut vicaire durant dix ans au Brésil. Cofondateur en 1971 de l'agence de presse DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) il est un observateur privilégié depuis vingt ans de toutes les dynamiques d'espé-

rance nées de ce continent. Or, ceux qui s'engagent au nom de l'évangile et de leur foi dans le combat pour la justice et la dignité de tous, à commencer par les plus humbles, ont rarement la vie facile. Non seulement face aux pouvoirs politiques et économiques qu'ils dérangent, mais au sein même de l'Eglise où certaines manoeuvres, pressions, exclusions ont des conséquences beaucoup plus dramatiques que l'on ne peut imaginer ici en fonction de notre contexte. Dans son dernier livre, à travers l'évocation de grandes figures, de témoins méconnus, de controverses et de conflits au sein de l'Eglise, Charles Antoine défend fermement l'honneur de ses frères engagés dans le combat pour la justice au nom de l'évangile et en appelle à une communication authentique dans l'Eglise où l'on devrait mieux prendre conscience des ravages de la désinformation par amalgame, allusion, médisance ou calomnie. Et favoriser l'écoute et l'interpellation fraternelle. (Ed. Karthala, disponible à notre secrétariat, tél. 022 329 26 81). ■ D.F.

Les rebelles de l'Eglise

Pour beaucoup, l'histoire de l'Eglise catholique latino-américaine ne fut qu'un alignement au système colonial esclavagiste et pillard, ajoutant à cette première infamie le viol culturel et religieux des populations indiennes. Il faut être reconnaissant à Roger Tréfeu de nuancer et même de dénoncer cette perception vraiment trop simpliste en apportant 13 témoignages inverses - ce n'est qu'un choix possible - d'hommes et de femmes de ce continent qui ont payé très cher leur résistance à l'ordre établi. On s'étonnera bien sûr de certains rapprochements: que peuvent avoir de commun - à première vue - sainte Rose de Lima et le prêtre guérillero Camilo Torres? Et que vient faire dans ce cortège de "rebelles" Christophe Colomb? Las Casas se reconnaîtrait-il sous les traits de Miguel Hidalgo, héros de l'indépendance mexicaine?

Une ligne de force continue se dégage pourtant de la présentation

de tant de personnages divers: ils se réclament d'une même foi; ils n'ont jamais rejeté leur Eglise pour en construire une autre à leur mesure et ils n'ont jamais douté que l'Evangile puisse leur commander des types d'action qui, pour n'être pas dans la ligne du pouvoir favorisaient pourtant la vie et la survie des exploités. Le fait qu'ils aient souffert et qu'ils soient morts pour leurs idées ne minimise en rien l'importance et la fécondité de leur action. Ces témoins, finalement, pèsent aussi lourd dans l'histoire que Cortez et Pizarro. Il fallait leur rendre justice et laver aussi les catholiques latino-américains d'une condamnation globale et sans nuances.

Mentionnons aussi que l'ouvrage contient en annexe une série de documents qui sont un bon reflet de la pensée actuelle de cette partie de l'Eglise latino-américaine qui se veut respectueuse des droits de l'homme, au nom même de l'Evangile. Il s'agit là d'un courant dont les sources sont très profondes et qui n'a jamais tari. (Ed. Cerf). ■ G.M.

L'évangélisation en question

Rencontres à Genève, Juin 92



Non, non! Il ne s'agit pas encore d'une rencontre de plus pour évoquer une vision caricaturale de l'histoire. L'objectif des rendez-vous proposés au mois de juin est d'offrir un espace de réflexion ouvert sur notre rapport à l'Evangile et à la manière de l'annoncer aujourd'hui dans nos différents contextes de vie. C'est peut-être sous cet angle que l'expérience latino-américaine est la plus riche d'enseignement pour autant que l'on veuille bien se mettre à l'écoute de l'autre et rester fidèle à un message qui ne peut se confondre avec aucune forme d'oppression ou d'injustice. Nous aurons la chance d'accueillir des témoins de ce continent que nous avons encore à découvrir. Estela Cruz, animatrice urbaine au Salvador, Paulino Montijo, Maya du Guatemala et expert du Conseil indigéniste missionnaire, Dom Tomas Balduino (o.p.), évêque de Goiás au Brésil et Jean-Max Hugues (o.p.), membre fondateur du centre "B. de las Casas" à Cusco (Pérou) sillonnent actuellement l'Europe dans le cadre d'une tournée organisée en hommage à "Bartolomé de las Casas". Ils seront nos hôtes dans le cadre de ce forum genevois organisé par une coordination oecuménique. Pour engager le débat en profondeur avec eux, nous nous sommes également efforcés de donner la parole à des représentants de différentes tendances, de différentes confessions et de différents milieux (latino-américains vivant en Suisse et européens). Une occasion de réflexion commune à ne pas manquer! ■

D.F.

PROGRAMME:
2 juin / 20h30:
LE 500e ET LA SUISSE
 La paroisse protestante des Pâquis invite J.-P. Bastian, sociologue et historien, à répondre aux interpellations des latino-américains vivant en Suisse.
3 juin / 20h00:
500 ANS D'ÉVANGÉLISATION: TRIOMPHALISME OU REGARD SANS COMPLAISANCE
 Table ronde avec Nancy Carrasco (Chili, théologienne, Dpt missionnaire romand), Israël Batista (Cuba, pasteur méthodiste, COE), Edgardo Castro (Argentine, prêtre et docteur en philosophie), Jean Comby (Lyon, professeur d'histoire religieuse) Albert Longchamp (s.j., réd. en chef de l'"ECHO magazine").
Jeudi 11 juin,
16h-18h00:
LA PAROLE ET LA VIE, COMMENT DIRE DIEU AUJOURD'HUI?
 avec Tomas Balduino (Brésil, Jean-Max Hugues), Dominique Roulin, théologienne, CUP / GE), Henry Mottu (Faculté de théologie)
18h30: repas communautaire (chacun apporte de quoi partager)
19h30: Service oecuménique
20h00:
DÉFIS EN AMÉRIQUE LATINE AUJOURD'HUI, LA PAROLE AUX TÉMOINS
 avec les membres de la "Tournée Bartolomé de las Casas"
 ○ A part celle du 2 juin, toutes ces rencontres auront lieu au Centre St-Boniface, 14 av. du Mail-Plaine de Plainpalais.
Tracts: tél. 022 329 26 81.

Juin 1992 / Genève:
des rencontres
à ne pas manquer

L'évangélisation en question

Agenda des rencontres

☐ Mardi 2 juin, 20h30
au Temple des Pâquis
Le 500e et la Suisse
Jean-Pierre Bastian, sociologue et historien, répond aux interpellations des Latino-Américains vivant dans notre pays.

☐ Mercredi 3 juin, 20h00 *
500 ans d'évangélisation: triomphalisme ou regard sans complaisance
Table ronde animée par Isabelle Graesslé (pasteure / CPE), avec:

- Nancy Carrasco (Chili), sociologue, Dpt missionnaire romand - Israël Batista (Cuba), pasteur méthodiste, COE
- Edgardo Castro (Argentine), prêtre et doctorand en philosophie
- Jean Comby (Lyon), professeur d'histoire religieuse
- Albert Longchamp, prêtre (s.j.) et rédacteur en chef de "l'Écho magazine"

☐ Mercredi 10 juin, 18h00
14 Av. du Mail
Accueil de la "Tournée Bartolomé de las Casas"
Apéro-rencontre et présentation du matériel d'information.

☐ Jeudi 11 juin, 16-18h00 *
La Parole et la Vie, comment dire Dieu aujourd'hui?

Réflexion théologique à partir de l'expérience latino-américaine et en fonction de notre propre contexte de vie, avec les hôtes de la Tournée Las Casas et
- Dominique Roulin, théologienne, CUP / GE
- Henry Mottu, professeur à la Faculté de théologie / GE
Animation: Théo Buss (pasteur) et Dominique Froidevaux (sociologue)

☐ Jeudi 11 juin *
➤ 18h30 repas communautaire (chacun apporte de quoi partager)
➤ 19h30 service oecuménique (Eglise Saint-Boniface)

➤ 20h15 *
Défis en Amérique latine aujourd'hui: la parole aux témoins
Table ronde avec les invités de la tournée "Bartolomé de las Casas".

* Centre culturel et Eglise Saint-Boniface: 14, Av. du Mail - Plaine de Plainpalais / Genève

Nous avons déjà présenté dans notre précédent bulletin les principaux axes de l'ensemble de ces rencontres oecuméniques. Ce mois-ci: un gros plan sur la Tournée B. de las Casas et les hôtes Latino-Américains que nous aurons la chance d'accueillir.



La "Tournée Bartolomé de las Casas"

☐ 18 étapes dans toute l'Europe francophone.

☐ Une initiative de la commission "Justice et Paix" des Dominicains francophones et des réseaux d'information Tiers Monde (RITIMO) relayée à Genève par les commissions tiers-monde des Eglises protestante et catholique.

☐ En hommage à Bartolomé de las Casas, une invitation à regarder le "Nouveau Continent" à partir du point de vue de l'autre. Outre une documentation très complète sur toutes les questions soulevées par le 5e centenaire de la conquête, la Tournée B. de las Casas vise à donner la parole à des témoins autochtones invités pour l'occasion.

Les témoins

Estela Cruz: Salvadorienne. Jeune mère de famille, elle travaille comme éducatrice populaire auprès des enfants dans les favelas du Salvador où elle habite. Elle a été arrêtée et emprisonnée à cause de son action dans les quartiers pauvres. Elle a également participé au séminaire organisé au Guatemala par la commission "Justice et Paix" des dominicains, en 1991. Sa connaissance du terrain en fait un spécialiste des problèmes urbains dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Elle témoigne aussi du rôle dynamique des femmes dans les milieux démunis qui ten-

tent de prendre leur destinée en mains dans des sociétés ravagées par les guerres civiles, les pouvoirs arbitraires et une crise économique sans nulle autre pareille.

Tomas Balduino:

Dominicain brésilien, évêque du diocèse de Goiás, au Brésil. Tomas Balduino est spécialement chargé de la "pastorale indienne". Il a une grande connaissance du problème indien et des cultures indiennes, non seulement au Brésil, mais aussi pour le reste de l'Amérique latine. C'est également un bon connaisseur des conflits de la terre puisque son diocèse - dans l'Etat du Goiás - demeure particulièrement exposé. C'est, enfin, quelqu'un qui est très proche des communautés ecclésiales de base et de la théologie de la libération.

Paulino Montijo:

Maya du Guatemala. Paulino est marié et père de deux enfants. Il a été chassé de son pays, en 1987, par la junte au pouvoir. Il vit actuellement au Brésil où il travaille auprès d'organismes chargés des affaires indiennes. Paulino a été professeur dans le secondaire, au Guatemala. Il est l'auteur de plusieurs articles sur les questions indiennes. Membre de la commission brésilienne pour la campagne continentale "500 ans de résistance indigène, noire et populaire" (1990-1992). Il est bien placé pour nous dire comment les peuples Indiens entendent inventer leur avenir aujourd'hui.

Jean-Max Hugues:

Dominicain français. Jean-Max a passé une trentaine d'années de sa vie au Pérou, en milieu rural et urbain. Il fut l'un des promoteurs actifs du *Centre Bartolomé de las Casas* à Cuzco: un lieu original de documentation, de recherche et d'action culturelle, indépendant des Eglises, pour la connaissance du Monde andin. Jean-Max a aussi travaillé au Pérou dans l'éducation et la formation, pour des jeunes en école professionnelle et aussi pour la promotion et l'organisation du monde paysan indien. Il fait partie de ces européens qui, séduits par la culture et la vie des peuples d'Amérique latine, peuvent nous inviter à mieux connaître et comprendre l'autre. Et nous aider à réfléchir sur ce que nos Eglises ont à apprendre de l'expérience des chrétiens de là-bas. ■

D.F.

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

JAB
1231 Conches

cotmec

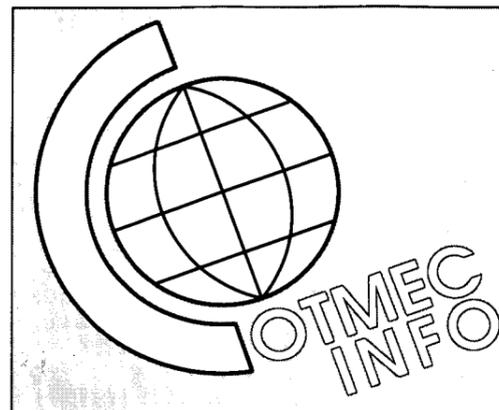


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable: Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro: Maryse Durrer, Guy Musy, M.Pasquier, R. Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 145

- 1 Billet: Synode africain
- 1 Coup de coeur: José et Joséphine
- 2 Haïti: nouveau nonce
- 2 Livre: "Privé de planète?"
- 3 Mini-dossier: Trafic sexuel: une violence contre les enfants
- 4 Agenda: rencontres de juin
- 4 Tournée B. de las Casas



Mini-dossier, p. 3
Prostitution enfantine
violence contre enfants

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 145 / Mensuel / Mai 1992

José et Joséphine

Coup de coeur

☐ L'évangélisation en question (Genève / juin 92)
Derniers détails en page 4

☐ Affaire du nonce Haïti: Lettre ouverte de la COTMEC en page 2

Tout a été dit et écrit (ou presque) sur le bienheureux José de Balguer. Mais que sait-on au juste de Joséphine Bakhita qui, le même jour que le précédent, fut - urbi et orbi - proposée à la vénération des fidèles? Séquestrée au siècle dernier par des négriers arabes qui razziaient dans le Sud du Soudan, elle termina sa vie "exemplaire", on ne sait trop comment, dans un monastère italien. Parions que ses dévots ne devaient pas faire tâche d'huile parmi les 200'000 pèlerins qui, le 17 mai acclamaient Balguer. On est presque en droit de se demander ce qu'elle faisait sur cette galère. Intention délibérée ou ajustement du calendrier pontifical? Equilibre des vertus, races et cultures? Si l'Eglise prône l'option préférentielle pour les pauvres, on aurait souhaité que Joséphine put avoir sa fête, pour elle toute seule. Il faut de tout pour faire une Eglise, au ciel comme sur la terre. A condition que tous soient acteurs et qu'il n'y ait pas de figurants. ■

G.M.

1993: Synode de l'Eglise catholique d'Afrique Il sera africain ou ne sera pas!

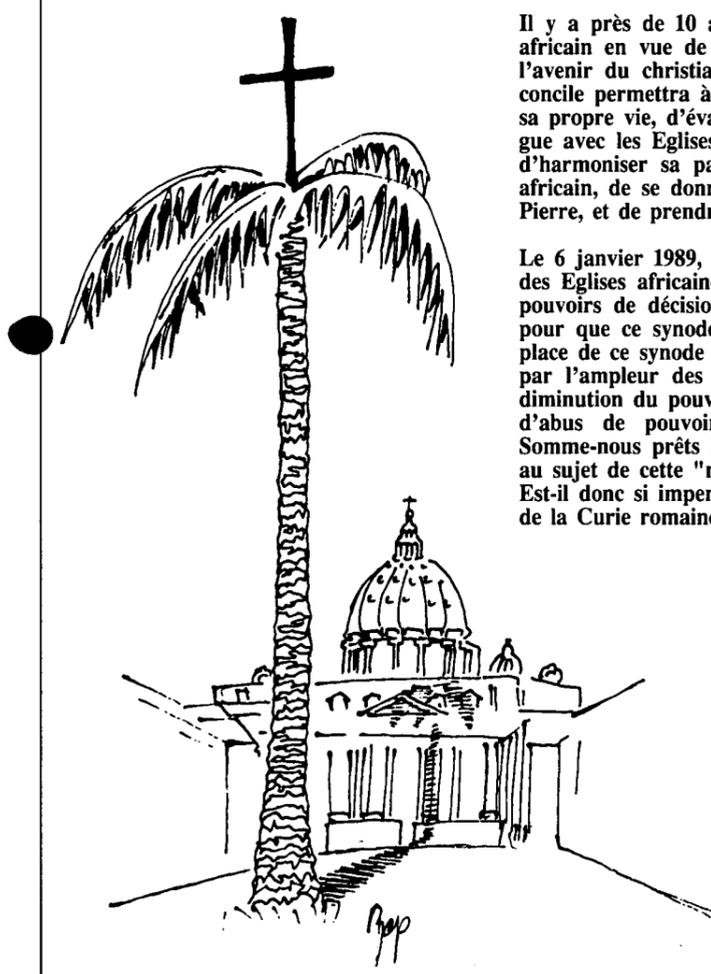
Il y a près de 10 ans, de nombreux théologiens africains lançaient l'idée d'un Concile africain en vue de dresser un bilan après un siècle d'évangélisation et pour préparer l'avenir du christianisme en Afrique. Voici ce qu'en disait l'un d'eux en 1985: " Ce concile permettra à l'Eglise d'Afrique, devenue adulte, de se pencher collégialement sur sa propre vie, d'évaluer ce siècle d'évangélisation qui s'achève, de normaliser son dialogue avec les Eglises soeurs des autres continents, de se forger un discours théologique, d'harmoniser sa pastorale, de se doter d'outils et de règles plus adaptés au contexte africain, de se donner de nouvelles raisons d'espérer, de confirmer sa communion avec Pierre, et de prendre sa place sur le chantier missionnaire de l'Eglise universelle" (*).

Le 6 janvier 1989, Jean-Paul II annonçait officiellement la tenue d'un prochain Synode des Eglises africaines. De l'idée d'un concile on est passé à celle d'un synode dont les pouvoirs de décisions ne sont pas aussi forts. De plus, les Africains doivent se battre pour que ce synode se tiennent chez eux plutôt qu'à Rome! La lenteur de la mise en place de ce synode s'explique par la multiplicité des particularismes de chaque Eglise et par l'ampleur des problèmes à aborder. Mais ne trahit-elle pas aussi la peur d'une diminution du pouvoir de Rome face à une plus grande autonomie de ces Eglises? Que d'abus de pouvoir n'a-t-on commis au nom de l'unité de l'Eglise universelle! Somme-nous prêts à admettre que les Eglises africaines ont quelque chose à nous dire au sujet de cette "nouvelle évangélisation" dont nous voulons nous faire les champions? Est-il donc si impensable que l'avenir de l'Eglise se décide ailleurs que dans les couloirs de la Curie romaine?

Comme par un réflexe conditionné, dès que nous entendons parler d'Eglises africaines, de Tiers Monde, nous avons peine à dominer l'élan paternaliste souvent teinté de culpabilité qui caractérise notre solidarité chrétienne, toute bienveillante soit-elle. Manifester notre solidarité pour les Eglises du Tiers Monde ne se limite pas seulement à leur envoyer de l'aide, et à sensibiliser nos populations sur la responsabilité que porte l'Occident face au sous-développement. Il s'agit aussi d'accueillir leurs interrogations, les fruits de leurs expériences, afin de réfléchir ensemble sur les problèmes que pose le monde moderne à l'évangélisation. Nous devons cesser d'appréhender celles que nous nous plaignons à appeler les "jeunes Eglises" comme le seul champ d'investigations d'une démarche missionnaire. L'Afrique a des trésors de foi à nous partager, des interpellations à nous lancer, mais lui laisserons-nous le droit de nous convertir à sa manière? ■

J.C.R.

* Engelbert MVENG, L'Afrique dans l'Eglise, paroles d'un croyant, Paris, 1985, p.196.



Accréditation du nouveau nonce en Haïti Les putschistes crient « victoire ! »

Voici bientôt huit mois que le coup d'Etat contre le président Aristide a eu lieu. Ni la ferme condamnation du putsch par la communauté internationale, ni l'embargo décrété contre le gouvernement imposé par la force, ni les nombreuses tentatives de négociation n'ont encore réussi à déboucher sur une issue favorable de la crise. Haïti est déchirée par une répression féroce et s'enfoncé dans la misère. L'embargo - appliqué très souplement dès le départ - traîne en longueur.

Dans le pays, l'Eglise est tiraillée: de nombreux chrétiens ont été victimes des violences. L'ensemble des communautés de base en milieu populaire, une part importante du clergé, la Conférence haïtienne des religieux, la Commission Justice et Paix et Mgr W. Roméus (évêque de Jérémie) se sont ouvertement prononcés pour un soutien sans ambiguïté au processus démocratique et constitutionnel qui a conduit à l'élection du président

Aristide. Et cela en dépit des graves menaces dont ces secteurs actifs de l'Eglise continuent à être l'objet. Pourtant, du côté de la Conférence des évêques d'Haïti, le langage est tout sauf clair: les déclarations officielles publiées en son nom restent intemporelles et vagues et évitent systématiquement de prendre position par rapport au gouvernement mis en place par les putschistes et aux violences dont ce dernier est responsable. Cela révèle peut-être une division au sein de la Conférence épiscopale, mais ne contribue en rien à alléger la crise. Du côté du Vatican on observe la même réserve: le pape Jean-Paul II a invité plusieurs fois à prier pour Haïti, sans jamais nommer les violations des droits de l'homme dont le gouvernement putschiste s'est rendu responsable. Explication officielle: "le Vatican ne s'immisce pas dans les affaires politiques internes des Etats pour mieux se concentrer sur les tâches spirituelles que l'Eglise a à accomplir". Une rengaine déjà

concernée par l'avenir de notre planète, que je ne savais pas si malade. Pour préserver ce qui nous reste de cadre naturel, une seule solution: remettre en question notre attitude vis-à-vis de la nature comme simple espèce parmi d'autres espèces, dans un monde où nous sommes tous interdépendants. Le sauvetage de notre planète implique une restructuration politique complète. En effet, la totalité des dommages causés à l'environnement provient d'un déséquilibre entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-Monde. Ainsi, les habitants du Nord consomment dix fois plus d'énergie que ceux du Sud et contribuent gravement à la pollution mondiale. Un fait révélateur parmi d'autres: ils sont les principaux consommateurs de CFC; or, le trou dans la couche d'ozone s'élargit au-dessus des pays du Sud. De même, le réchauffement du climat, provoqué par l'effet de serre, entraînera la fonte de certains glaciers. Ce phénomène augmentera le niveau des mers, menaçant certains pays côtiers, dont plusieurs pays en voie de développement. Une fois de plus les habitants des pays du Tiers-Monde subissent les effets d'une pollution à laquelle ils contribuent très peu. L'eau est également menacée: de plus en plus polluée, elle se raréfie et son prix augmente. Les riches y ont donc plus facilement accès. L'eau devrait pourtant être considérée comme un bien commun, sans qu'il soit nécessaire de la rendre plus chère pour inciter

les riches à réduire leur consommation. Autre exemple: le déboisement des forêts est directement provoqué par les déséquilibres mondiaux. Les pays du Sud sont condamnés à produire toujours davantage pour compenser le prix dérisoire des matières premières qu'ils exportent, pour rembourser leur dette et pour nourrir leur population en continue augmentation. Ils pratiquent donc la déforestation, dans le but d'obtenir des terrains destinés à l'agriculture et à l'élevage. Le service de la dette contraint aussi les pays en voie de développement à surexploiter certaines espèces animales ou végétales, dont ils menacent la diversité et la survie. De plus la nature est délaissée par l'économie: si personne ne prend en compte le prix de l'environnement, normal que le prix des objets polluants (bombes aérosols avec CFC, par exemple) ne comprennent pas les dégâts causés par ceux-ci! Ce livre nous ouvre les yeux sur la réalité. Il nous montre qu'il faut agir tous ensemble, dès aujourd'hui. L'écologie ne doit pas être un souci de riches mais une priorité pour le Nord comme pour le Sud. Et il incite à agir sans attendre. Sans quoi nous risquons bien d'être sous peu privés de planète. ■

M.P.

► "Privé de planète?", de la Déclaration de Berne (DB), Oxfam-Magasins du Monde-Belgique et Orcaides-France.
► Commandes à:
DB, C.P. 81, 1000 Lausanne 9.

sues du coup d'Etat. Celles-ci ne se sont pas fait prier pour crier enfin "victoire" et les médias d'Etat ne cessent, depuis, de remercier le Vatican pour cette "bénédiction". ■

D.F.

Ci-dessous, la lettre ouverte de protestation que la COTMEC a fait parvenir au nonce apostolique en Suisse, Mgr Edoardo Roviada, en solidarité avec les chrétiens d'Haïti que cet acte de la diplomatie vaticane blesse profondément.

Monseigneur,

Nous avons appris que le nonce apostolique en Haïti, nommé dans ce pays au début de cette année, a récemment présenté ses lettres de créance aux autorités de facto en place à Port-au-Prince.

Cette nouvelle nous afflige et nous indigne. La communauté internationale - notamment le gouvernement suisse - a gardé ses distances avec un régime qui a chassé par les armes le président démocratiquement élu de Haïti, Jean-Bertrand Aristide, et qui, depuis, exerce une sanglante répression. Nous ne comprenons pas que le Vatican adopte une attitude différente et accorde une reconnaissance à un tel régime. Le nonce en Haïti a certes précisé, dans une interview, que le Saint-Siège a des rapports avec des Etats et non des gouvernements. Sa démarche ne nous apparaît pas moins comme un mauvais coup porté au peuple haïtien qui tente héroïquement de résister à ses oppresseurs. Qu'un tel coup provienne de notre Eglise - qui a fait une option préférentielle pour les pauvres - dépasse notre entendement.

En tant qu'organisme chargé d'un mandat d'information nous ne pouvons nous contenter des minces explications fournies au public pour une décision d'une telle gravité. En tant que Commission locale membre de l'Eglise catholique et attachée à promouvoir une justice qui témoigne de l'Evangile, nous ne pouvons non plus accepter sans débat de tels actes de hauts responsables de la diplomatie vaticane.

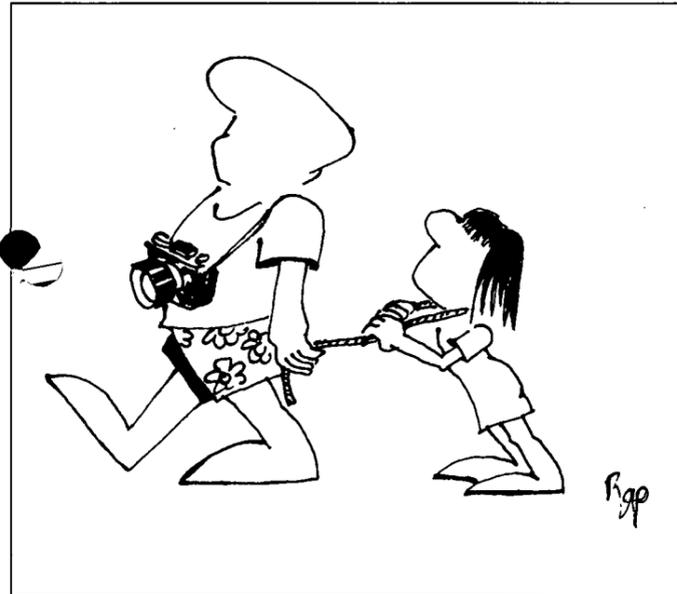
Aussi, nous vous prions, Monseigneur, de bien vouloir transmettre nos interpellations et notre protestation aux responsables de cette fâcheuse décision à Rome, ainsi qu'au nonce en Haïti et nous vous adressons nos meilleurs messages.

COTMEC

Trafic sexuel: une violence contre les enfants

La prostitution infantile est en train de prendre des proportions dramatiques en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Des centaines de milliers d'enfants et de jeunes de moins de 16 ans - garçons et filles - se font exploiter sexuellement dans la rue ou dans les hôtels. Originaires de la province le plus souvent, ils sont achetés à leurs parents pour une somme de 40 à 200 fr. avec, à la clé, la promesse d'une bonne place de travail; ils sont alors livrés à l'industrie de la prostitution dans les grandes villes et les centres touristiques.

La dislocation des structures familiales et rurales traditionnelles avec, en filigrane, les besoins en biens de consommation attisés par les pays industrialisés, est aujourd'hui déjà si profonde que même des parents des classes moyennes sont prêts à sacrifier leurs enfants à une nouvelle télévision ou une nouvelle voiture.



Des enfants témoignent, se mobilisent

En Thaïlande des enfants ont manifesté. Sur une des banderoles on pouvait lire: "Des marchandises vendues ne savent pas comment pleurer. Une femme vendue peut protester... mais cela ne porte pas à conséquence. Celui qui la vend n'a pas d'oreilles".

Plus de 400 enfants ont accompagné une fille à la campagne, âgée de 14 ans. Elle venait dire au Premier ministre Anand Panyarachun qu'elle avait été contrainte à la prostitution, mais que cet emploi était contraire à la dignité humaine et qu'elle souhaitait retourner dans son village pour dire à ses amis de ne jamais devenir des prostituées.

A Taïwan un dessin d'enfants est accompagné de ces mots: "Ne bâtissez pas votre bonheur sur la souffrance d'un enfant".

Un millier d'enfants ont chanté et dansé lors d'une fête à laquelle participaient des politiciens et le comité de l'ECPAT (End child prostitution in Asian tourism). Ils demandaient que leurs droits soient respectés.

De tels exemples pourraient être multipliés, ainsi que le récit des atrocités commises par des "clients". Délibérément nous choisissons d'éclairer les réactions de refus, les engagements pour que cela change, que cela ne soit plus toléré, voire encouragé car le tourisme fait marcher l'économie. Pour que les droits des enfants ne soient plus jamais mis en balance avec les retombées économiques.

Les Suisses concernés

Les touristes qui exploitent sexuellement des enfants proviennent pour la plupart de pays industrialisés, donc de Suisse également.

L'image largement répandue selon laquelle *voyage et liberté* ne font qu'un se trouve renforcée par la publicité et les reportages dans les médias, permettant au touriste recherchant l'aventure sexuelle de se défaire des contraintes sociales qui déterminent son comportement dans la vie quotidienne.

Les études faites démontrent que "les clients" sont des hommes - en grande majorité - qu'ils appartiennent à toutes les couches de la société et qu'ils ne sont nullement

des marginaux. Le sexe-tourisme n'est pas un problème individuel, c'est un problème de société. Il est à mettre en relation étroite avec la violence sexuelle exercée chez nous contre les enfants, avec les mêmes répercussions sur les victimes, les enfants exploités. Ce n'est souvent pas l'aventure sexuelle qui est au premier plan, mais un mécanisme de puissance et de violence.

Le sida est un facteur aggravant pour les enfants; la peur de la contamination et le refus d'employer des préservatifs conduisent nombre de clients à exiger des enfants de plus en plus jeunes pour qu'ils "puissent être consommés" sans risque.

Faut-il nous voiler la face?

Certes non! La première chose à faire est de rechercher les causes d'une telle situation dans nos pays et dans les pays du Tiers-Monde: la misère croissante; l'enchevêtrement des intérêts économiques, de la corruption et de la pauvreté; l'appât du gain des classes privilégiées indigènes et des investisseurs étrangers; l'impérialisme de la consommation qui corrompt la population rurale et la classe moyenne; dans les sociétés de consommation l'enfant est souvent rétrogradé au rang de bien de consommation: voir la publicité qui les emploie comme supports, les concours de beauté etc... la banalisation de la violence et du sexe, parfois même la glorification;

Cette énumération n'est pas exhaustive. Il y aurait encore beaucoup à dire, par exemple sur les rapports de domination, sur le statut de l'enfant dans nos sociétés etc...

La riposte s'organise

Pour mettre fin à de telles pratiques, il ne suffit pas de les dénoncer; une action concertée entre tous les pays est nécessaire pour obtenir une harmonisation entre les législations; il faut que des poursuites judiciaires soient possibles dans le pays d'origine des "clients", même si les actes délictueux ont eu lieu à l'étranger - l'Allemagne est en train d'élaborer une telle législation.

La campagne internationale

Fortes du soutien de l'UNICEF et du BICE (Bureau international catholique de l'enfance), les

Eglises d'Asie ont décidé de mettre sur pied une campagne mondiale contre la prostitution infantile. Le premier acte a eu lieu du 31 mars au 3 avril 1992 à Bangkok; des délégations gouvernementales et parlementaires, des représentants des principales Eglises, des organisations non gouvernementales y ont participé pour mettre sur pied un plan d'action. Ils se sont engagés à relayer la campagne dans leur pays.

La campagne suisse

Elle a commencé en avril et elle est soutenue par de nombreuses organisations telles que: Caritas-Suisse, Fédération suisse des femmes protestantes, Ligue suisse de femmes catholiques, Suissaid, Terre des Hommes Suisse etc...

Elle demande:

- ◊ la ratification immédiate de la Convention de l'ONU sur les droits des enfants;
- ◊ une politique étrangère, économique et monétaire équitable et des moyens financiers supplémentaires pour la coopération économique;
- ◊ un travail de sensibilisation auprès de l'opinion publique et des mesures de prévention contre l'exploitation sexuelle des enfants en Suisse et dans le Tiers-Monde;
- ◊ un soutien thérapeutique pour les victimes;
- ◊ une politique d'information responsable de la part des médias;
- ◊ l'information des touristes et des sanctions contre les agences de voyage qui encouragent cette forme de tourisme;
- ◊ l'application de la législation en vigueur et l'harmonisation des lois.

C'est un programme ambitieux, mais il est à la mesure de la complexité de la tâche. Certaines de ces demandes sont déjà en voie de réalisation, telles l'information des touristes et la sensibilisation de l'opinion publique.

A nous d'être vigilants, d'oser réagir avec vigueur chaque fois que la dignité des enfants est bafouée, que ce soit dans la famille ou dans la société, de nous engager pour que les relations Nord/Sud soient basées sur la justice et le respect de chacun, même si notre standard de vie doit en souffrir. ■

M.D.

(Source: ECPAT et Campagne suisse contre la prostitution infantile)

Planète: faisons place nette!

A la veille du sommet de Rio, la DB reprend en les enrichissant les pistes de réflexion "pour un développement durable au Nord et au Sud" qu'elle a explorée dans "Solidaires". Résultat: un livre suggestif qui se présente également comme un outil pédagogique. Lecture critique par Marie Pasquier, étudiante au collège Voltaire (Genève).



"Privé de planète?", un livre qui fait peur. Truffé d'exemples concrets et de données scientifiques, il m'a fait prendre conscience de la gravité de la dégradation de notre environnement et des injustices Nord-Sud dans ce domaine. En tant que jeune, je me sens

Bienvenue Dominique et Olivier

Cela fait une année que nous travaillons ensemble: Olivier Labarthe a en effet succédé l'automne passé à Rudolf Renfer au département Témoignage et Solidarité de l'Eglise nationale protestante de Genève, après un intérim assuré par Irénée Haniss et Aldo Comba (cf. Cotmec-info n°126, juin 1990). C'est le moment où jamais de lui dire encore un mot de bienvenue, mais aussi surtout un sincère merci pour la collaboration oecuménique déjà bien entamée à travers les activités communes des commission Tiers-Monde protestante et catholique.

Compagnie des pasteurs et prêtre, à ce titre, une part importante à la célébration du 450e anniversaire de la Réforme, en 1986. Il a encore collaboré à la "Vie protestante" et vient d'être élu président de la société pastorale suisse (félicitations!). Nous avons déjà pu apprécier son réalisme lucide et son esprit déterminé à aller de l'avant avec toute l'ouverture que requièrent ses nouvelles responsabilités. C'est un plaisir de ramer ensemble et nous nous réjouissons vivement de continuer.

Une chaleureuse bienvenue également à **Dominique Droin** qui, depuis ce printemps, est la nouvelle déléguée du département de l'Eglise universelle au Conseil exécutif de l'Eglise catholique. C'est par elle que nous partici-

Olivier est marié et père de trois enfants. Il fut jusqu'ici pasteur à Satigny et au Petit-Lancy. Il fut aussi modérateur de la

pons désormais aux décisions importantes de la vie de notre Eglise locale. Elle succède à Jacques Barbey dont j'ai pu apprécier l'engagement en faveur d'une Eglise dont tous peuvent se sentir partie prenante et présente au monde de ce temps.

Dominique est mariée et mère de trois enfants. Elle exerce le métier d'infirmière en Santé publique. Avec son compagnon de vie elle a travaillé plusieurs années avec Frères sans frontières en Afrique: au Togo puis au Gabon. Très vite dans le bain, elle s'est montrée à l'écoute des différents organismes et mouvements de son département et extraordinairement disponible. Là encore c'est une véritable joie pour nous de redémarrer avec elle. ■

D.F.
pour la COTMEC.

Genève: Après un verdict surprenant

Sébastien HOYOS, réfugié politique brésilien d'origine amérindienne, vient d'être condamné, sans la moindre preuve, à 7 ans et demi de prison par la cour d'assises de Genève dans le cadre du Hold-up du siècle (UBS). Un comité de soutien s'est constitué. Jacques Vittori, un de ses membres, nous explique pourquoi.

procureur qui a donné au procès une connotation politique en rappelant que l'inculpé avait été militant communiste au Brésil (sous la dictature), qu'il avait eu affaire avec la police dans son pays (en défendant les paysans sans terres) et qu'il lisait les livres de Jean Ziegler...

Le comité de soutien recevra volontiers les réactions et les suggestions des lecteurs de Cotmec-info qui souhaitent pour Genève une justice au-dessus de tout soupçon. ■

Jacques Vittori
pour le Comité de soutien
► Contact:
41, Bd. Georges Favon / 1205
Tél. 022 329 81 20

Genève: Des indiens sur la Plaine

Du 14 au 29 juillet, sur la Plaine de Plainpalais (Genève), ne manquez pas cette initiative intéressante: l'installation d'un village indien. Un espace de rencontre et de découverte.

indigènes aux Nations Unies aux mêmes dates y trouveront une place de choix. Au programme: stands d'informations et de documentation, conférences, spectacles danse, musique et spécialités culinaires. Un événement pour tous les âges auquel il est possible de participer activement. ■

R.P.
► Organisation: Peuples indigènes de Genève. Contacts: tél. 738 98 44 ou 734 24 29

Symboliquement ouvert aux quatre points cardinaux, ce village de toile se veut ouvert à la parole de ceux qui luttent pour préserver leur identité en favorisant une communication directe avec la population. Les délégations amérindiennes qui viendront à l'assemblée annuelle des représentants des peuples



Offre d'emploi: Le MIR cherche un(e) secrétaire

Le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) est un réseau dont nous sommes très proches et qui ancre son action dans la non-violence de l'Evangile. Pour les lecteurs qui ne le connaîtraient pas, il suffit d'évoquer quelques-uns des grands témoins qui en ont fait partie: Martin Luther King, Jean Goss, Adolfo Perez Esquivel... La section romande du MIR cherche à nouveau un(e) secrétaire général à 50%. Merci d'en parler autour de vous.

► Contact:
Berta Staedler,
Vilette 40, 1400 Yverdon.
Tél.: 024 21 15 95.

Vacances: Voyager dans le Sud de manière intelligente

Un petit dépliant avec des conseils, réflexions et expériences pour ceux qui préparent un voyage en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud. Publié par la commission oecuménique "Eglise et Tourisme", il peut être commandé à notre secrétariat. ■

D.F.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

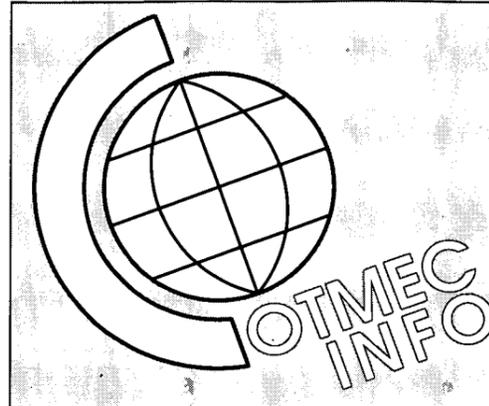


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
YOUN Soon-Nyo, G. Musy,
M.Costermans, R.Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: RIEPROFFSET

Sommaire du n° 146

- 1 Billet: du pain et des jeux
- 1 Edito: Cotmec-info piraté dans les îles du Sud.
- 2 Tour Las Casas
- 2 SCOD, "Dialogue" a 25 ans
- 3 Mini-dossier: femmes des 2 Corées
- 4 Quand Dieu prend des couleurs
- 4 Divers



Mini-dossier, p. 3
Nouvelle donne en Asie
Le cas des 2 Corées

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 146 / Mensuel / Juin 1992

Du pain et des jeux

"Maître, que dois-je faire de bon pour avoir la vie éternelle?"
"Vas, vends ce que tu possèdes, donnes-le aux pauvres, et tu auras un trésor dans les cieux. Puis viens, suis-moi!" A ces paroles de Jésus, nous dit l'Evangile, "le jeune homme s'en alla tout triste, car il avait de grands biens" (cf. Mt 19, 16-26). Que cherchait-il en questionnant Jésus? Une sécurité de plus dans sa quête du bonheur? Sa réaction montre qu'il n'était pas prêt à lâcher son "assurance-vie" pour prendre le chemin de conversion que lui proposait le Christ. Pourtant il est certain qu'il devait déjà faire des dons aux pauvres et manifester sa solidarité avec les plus démunis ainsi que le demandait la loi de Moïse. Jésus l'invitait à se laisser déranger, déstabiliser dans son univers rassurant.

Aujourd'hui la solidarité avec les pauvres n'a jamais été autant à la mode. Les oeuvres caritatives et les organisations d'aide au développement gèrent des budgets colossaux. Méga-concerts, "téléthon" et autres "nuits étoilées", campagne pour récolter des fonds destinés à toutes sortes de causes: autant de moyens drainant des sommes vertigineuses que l'on exhibe comme pour flatter nos consciences. Il y a certes de quoi se réjouir face à ce sens du partage dont on se fait actuellement un devoir. Cependant un profond malaise accompagne ces élans de générosité qui viennent gonfler la popularité de vedettes médiatiques dont la présence est désormais indispensable à toute émission de variétés qui se respecte! Notre société se distrait, s'évade de la réalité, joue, s'émue et pleure devant le petit écran tout en se donnant bonne conscience avec sa solidarité par procuration. La simple présence d'un médecin sans frontière, d'un délégué du CICR ou d'un abbé Pierre sur un plateau de télévision nous rassure: on s'occupe des pauvres!

Dans un tel contexte, la charité est comme vidée de sa force de conversion et devient un moyen de plus pour se sécuriser. Il suffisait de lui trouver une place dans notre mode de vie sans ébranler l'édifice et c'est un luxe que nous pouvions largement nous payer. Oserons-nous nous risquer à la suite du Christ sans nos sécurités? C'est certainement le meilleur moyen pour stopper la tristesse qui nous gagne et rayonner de cette joie sans fard que nous offrent les pauvres. ■

J.-C. R.

COTMEC-INFO piraté dans les îles du Sud

Les pirates ont sévi depuis l'île de la Réunion, tout d'abord, où les infos sur les modalités de préparation de la rencontre de Saint-Domingue pour le 500e (N° de janvier 92) ont été ainsi rediffusées par les religieux spiritains, avec, à la clé, des actions de protestation auprès du Président de la République Dominicaine et de l'Archevêque de Saint-Domingue. En Haïti ensuite, d'où nous avons appris que notre lettre de protestation contre la nomination d'un nonce (voir notre précédent bulletin) s'est largement distribuée sous le manteau: "c'était un petit signe bienvenu de solidarité au moment où l'on a l'impression d'être lâchés par l'Eglise officielle" nous confiait un ami de là-bas.

Ce n'est pas la première fois que notre tirage est, de la sorte, augmenté clandestinement. "Le format de votre bulletin est idéal pour les copies sauvages", nous dit-on souvent... Sans fausse gloire, cela nous fait un rude plaisir: si notre tâche est en effet avant tout la sensibilisation aux enjeux Nord-Sud là où nous vivons, le fait que nos infos ou nos prises de position soient relevées par nos partenaires et amis du Sud signifie que nous ne sommes pas tout à fait à côté de la plaque et nous encourage à promouvoir toujours mieux notre modeste feuille jaune comme outil de dialogue Nord-Sud. Bonne occasion de rappeler à nos lecteurs que Cotmec-info, la feuille mensuelle la moins chère de Suisse, dépend de ses abonnements locaux pour des envois gratuits dans les pays du Sud. Merci à ceux qui ont déjà versé leurs 12 francs annuels et avis à ceux qui voudraient encore le faire (adresse et CCP en page 4, colonne de droite).

Votre bulletin ne paraît pas en juillet et août. Tout bon été à toutes et à tous. ■ D.F.



Tour Las Casas: premiers échos

Quelques instantanés, à chaud, des rencontres avec nos amis latino-américains du "Tour Las Casas" (voir notre précédent numéro). Un temps fort au cours de cette année 1992 à Genève.

Le dieu unijambiste

Les Mayas, nous apprend Paulino, n'adorent qu'un seul Dieu. Son nom signifie: "ce-lui-qui-n'a-qu'un-seul-pied". Il est colonne, pilier, au centre du monde et il fait rejoindre le ciel à la terre. Belle image. L'homme a besoin de ses deux jambes pour trouver son équilibre, entre le oui et le non, le passé et l'avenir, le vrai et le faux, le bien et le mal... Mais Dieu: immobile, rupestre, granitique. L'image est belle de stabilité. Elle évoque les pyramides du Yucatan. Elle pourrait faire peur aussi, si Paulino n'ajoutait pas que "Ouma-Pou" -le dieu unijambiste- n'était pas aussi et simultanément "père et mère". Enfant, Paulino obéissait à sa mère et s'agenouillait face tournée vers les quatre points cardinaux, rendant hommage au dieu qui remplit le tout de l'home et de l'univers. Faut-il ajouter que Paulino est un chrétien maya militant qui intègre deux traditions dans un oecuménisme fécond. Il ne veut pas que l'on dise que son peuple n'a reçu que des parcelles ou des semences de vérité. Le Christ a fait apparaître au grand jour ce qui était déjà donné depuis le commencement du monde.

Polythéisme

Depuis Christophe Colomb, l'Amérique dite latine adore deux dieux. Celui qui se met au service de la violence et justifie (?) l'injustice des puissants. L'autre qui accompagne l'effort libérateur du peuple. Un dieu de mort et un dieu de vie... le dieu des sectes américaines et celui des communautés de base. Et ailleurs? Dans un soupir qui prend forme de prière, Dominique qui est pasteur à Genève, espère qu'un jour il n'y ait plus qu'un seul dieu.

Devinez lequel...

Théo-logie ou théo-praxie?

"Non!" Affirme Jean-Max qui vient de passer quelque 25 ans dans les Andes, dieu n'est pas la question fondamentale. Mais le "Royaume de Dieu". Autrement dit, les traces qu'il laisse sur son passage. Les effets de Dieu dans les oeuvres de l'homme sont plus pertinentes que toute question posée à son sujet. Le plus grand désir de Dieu: c'est d'être "communiéro", c'est à dire "du commun". Un parmi nous.

Un évêque "converti"

Dom Tomas Balduino parle de la conversion des évêques. "Si l'on est parfois trop carré, eh bien le contact avec les communautés de base et les réalités de vie arrondissent les angles". Dom Tomas pourrait reprendre à son compte la devise de l'évêque martyr Romero: "mon seul rôle est de maintenir l'espérance". Et d'ajouter malicieusement, lorsqu'on l'interroge sur certaines prises de position désespérantes de la hiérarchie catholique: "tout ce qui vient de Rome est d'abord parti vers Rome". Entendez: le visiteur apostolique qui flaire l'hérésie populiste en Amazonie a reçu un billet gratuit émanant du Brésil.

Les larmes d'Estella

Estella, soumise à un interrogatoire indélicat, n'en peut plus de retenir ses larmes. Au centre de la table ronde, elle s'effondre au souvenir des tortures et des humiliations subies dans une prison de son pays. On voudrait lui arracher son confidence: quels sentiments nourrit-elle aujourd'hui pour ses tortionnaires de hier? La question

est professorale. Attendrait-on une citation de l'évangile dans le genre: "il faut pardonner à ses ennemis"? La réponse ne se situe pas forcément dans ce registre moralisant et finalement peu édifiant. Le frère Tito n'a pu se débarrasser en France, sa terre d'exil, de l'image obsédante du commissaire Fleura, son bourreau brésilien. Obsession qui devait conduire ce frère dominicain au suicide. Le pardon n'est pas la seule réponse chrétienne à l'humiliation. Le désespoir contenu d'Estella, la main de Dominique posée sur ses épaules et une large embrassade du géant Victor valaient bien une récitation du sermon sur la montagne.

Retour en Afrique

Et retour en Afrique. Un missionnaire se lamente: un prêtre français disparaît (?) en Amérique latine, tout le monde -ou presque- s'indigne et se met en branle de l'autre côté de l'Atlantique. Des centaines de milliers d'Africains massacrés dans une guerre pré-tendue tribale, tout le monde -ou presque- crie à la barbarie et change de chaîne à la télévision. Il est vrai que les Noirs ont remplacé les esclaves indiens. Devront-ils aussi attendre leur tour dans le processus de réhabilitation? ■

G.M.

Mercredi 1er juillet 92, le Tour Las Casas est sur Radio-Cité (91.8FM) Thème: "La Parole et la Vie", Dom Balduino, J.-M. Hugues et J. Raguénès interviewés par D.F. ► Cassettes disponibles au tél.: 022 342 37 00.

Le code de la SCOD

Voici 17 ans qu'elle fonctionne. La SCOD (Société Coopérative Oecuménique pour le Développement) est une banque alternative qui tient la route et c'est une nouvelle fois une femme du Sud qui présidera à ses destinées.

Mme Mina Ramirez des Philippines vient en effet de succéder à Mme Judy Manroe des Bahamas à la présidence de la SCOD. Excellente occasion pour refaire le point sur le code d'action de cette banque pas comme les autres. Trois visées fondamentales le caractérisent:

- Travailler avec les défavorisés pour les aider à devenir autonomes grâce à des entreprises productives, en leur accordant des prêts, des garanties ou du capital d'investissement.

DIALOGUE... dialogue depuis 25 ans.

Dialogue, revue mensuelle rwandaise paraissant à Kigali, une des plus importantes revues francophones de la région des grands lacs, vient de fêter ses 25 ans. Coup de chapeau, par Guy Musy qui fut un de ses premiers secrétaires de rédaction.

25 ans, une marque d'ancienneté qui est assez rare en Afrique pour que l'événement soit relevé. Pendant un quart de siècle, Dialogue a mené un travail de fourmi en faveur des droits de l'homme et de la liberté d'expression dans l'Etat, mais dans l'Eglise aussi. Avec beaucoup de finesse, de patience et d'à propos. Sans compromissions, mais aussi sans éclats de voix inutiles. La fête du 25ème a correspondu à une décision sans doute irréversible: la rédaction et la direction de la revue sont désormais entièrement assumées par les laïcs africains. Terme d'un long processus qui correspond certainement au désir de feu l'abbé Massion, le prêtre belge qui fut le fondateur de la revue. Depuis quelques années, Cotmec-info et Dialogue échangent leurs livraisons. Mieux qu'un bon procédé... échange et soutien mutuels. ■

G.M.

- Procurer aux églises et à d'autres organismes une forme d'investissement qui participe au développement considéré comme un processus de libération vers la croissance économique, la justice sociale et l'autonomie. -être une entreprise viable servant de modèle pour un ordre économique plus juste et démontrer qu'une entreprise peut fonctionner selon les principes chrétiens d'aide aux défavorisés et cependant être indépendante.

Un exercice de haute voltige auquel la SCOD se livre depuis 17 ans puisqu'il s'agit de trouver le difficile équilibre dans ses investissements entre rentabilité, valeur négociable, risque et justice en plaçant toujours l'individu au-dessus des bénéfices! Notons que, à Genève, la Société catholique romaine, responsable des finances de l'Eglise catholique locale, a décidé de placer quelques-uns de ses fonds sous forme d'actions auprès de la SCOD. ■

R.P.

Nouvelle donne en Asie

Femmes de Corée pour l'unification

Témoignage

"Rapprochez-les l'un de l'autre pour faire un seul morceau de bois; qu'ils ne fassent qu'un dans ta main" Ez. 37, 17.

La séparation de la Corée, il y a 46 ans, est un pur produit de la guerre froide et de l'ancien partage du monde en zones d'influence soviétique et américaine. La réunification est aujourd'hui à l'ordre du jour, mais comment surmonter des divisions qui se sont installées jusque dans des logiques de pensées contradictoires? Un regard de l'intérieur avec YOUN Soon-Nyo Suzanna, chrétienne sud-coréenne qui s'est engagée avec d'autres femmes à jeter de nouvelles passerelles entre les 2 Corées pour "concevoir l'enfant de l'unification et de la paix". Nous la remercions de nous avoir permis de publier un témoignage qu'elle a rédigé après une rencontre entre femmes des deux Corées.

Depuis la séparation de la Corée, il y a 46 ans, c'était la première fois que les femmes du Nord et du Sud se rencontraient et cela dans une chaleureuse atmosphère. Ici aussi un mur est tombé, même si au début, le Service de la Sécurité Nationale nous surveillait de près.

C'est le "National Council of Churches" du Japon qui, pour la première fois, a lancé l'idée d'une rencontre. En mai, le NCC a proposé au groupe Asie-Paix, un séminaire sur la réunification. Ceci explique la participation de femmes japonaises à cette rencontre. Leur rôle fut très positif. Notre idée force était "concevoir l'enfant de la réunification et de la paix". Nous étions 300 participantes. Toute la presse était présente.

Yo Uun-Ku, actuelle Vice-présidente du Parlement du Nord, fut particulièrement acclamée. Originaire du Sud où elle a fait ses études, elle fut envoyée dans le Nord par son père, un politicien socialiste célèbre, qui fut assassiné en 1947.

Nous avons commencé par chanter ensemble et de tout coeur le même chant de la réunification, puis ce furent les conférences. Premier sujet abordé: "la culture patriarcale et la femme". Pour le Sud, la culture confucianiste patriarcale, devenue culture militaire patriarcale, est le premier obstacle à la réunification. Pour le Nord ce n'est pas la culture patriarcale qui oppresse la femme mais l'impérialisme. Le fait d'affirmer l'égalité des sexes comme une réalité ainsi que la présentation de la société du Nord comme la perfection m'ont laissée perplexe. Dans la conférence du Nord on a insisté sur le fait que l'égalité des sexes a été proclamée en 1946 et que c'est passé dans les faits.

En ce qui concerne la réunification ce sont les femmes qui prennent les initiatives.

Pour le Nord, la réunification serait de reconnaître les deux systèmes: une nation, deux systèmes. Pour le Sud la réunification serait la reconnaissance des personnes, la paix et le pouvoir de voter démocratiquement: une nation, un système. Malgré les échanges et un effort de vrai dialogue, les deux côtés ont pris conscience qu'on ressemblait étrangement à des délégués de son propre gouvernement! Le besoin d'une recherche et d'une étude plus approfondies s'est fait sentir.

Autre conférence intéressante: celle d'une participante Japonaise portait sur "la Nation et l'empire". Pour le moment au Japon, un

Coréens et ouvriers étrangers au Japon.

Dans nos discussions, nous sommes arrivées à la conclusion que la paix n'est pas le contraire de la guerre, mais le contraire de la violence. Tout genre d'exploitation et d'oppression est contraire à la paix. Devant les problèmes de la violence, les femmes sont les premières victimes. Ce sont donc elles qui doivent prendre les initiatives pour créer la Paix.

Si d'un côté j'ai senti que les femmes du Nord ne veulent avoir qu'une seule pensée et que rien ne semble les faire bouger, d'un autre côté ce qui m'a rendue triste c'est de constater que dans le Sud nous sommes divisées. Nos conceptions sont différentes: les unes se sentent proches de la pensée du Nord, les autres portent en elles un anti-communisme exaspéré.



Lee U-Jong, une théologienne protestante était la déléguée principale du Sud. Elle a comparé la réunification à une pelote de fils emmêlés qu'il s'agit de démêler lentement, fil par fil. L'important, a-t-elle dit, n'est pas que cela se fasse d'un seul coup mais qu'au-

de ce monde, nous sommes toutes solidaires, nous portons ensemble l'avenir du monde".

A la fin nous avons rechanté d'un seul coeur le chant de la réunification, ensuite il y eut un long moment de silence qui fut, pour nous chrétiennes, une intense prière. J'ai vraiment senti cette présence de Dieu qui lui seul peut faire oeuvre d'unité et de réunification.

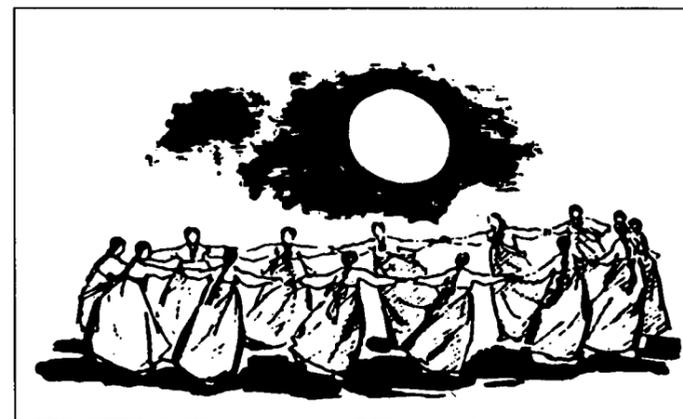
Mon seul désir est que la division de notre pays se termine, que nous devenions UN, que notre coeur s'ouvre et qu'il devienne un coeur de réunification, là où il n'y a plus ni jalousie, ni rancune, ni séparation, ni ségrégation, là où le mal se transformera en bien. C'est tout cela pour moi la réunification. ■

Y.S.H.S

Youn Soon Nyo Susanna a participé comme membre de l'afi (Association fraternelle internationale) à la rencontre des femmes coréennes du Nord et du Sud, qui s'est tenue à Séoul du 25 au 27 novembre 1991. YOUN Soon-Nyo travaille dans le cadre de la pastorale ouvrière et des mouvements de femmes de l'Eglise catholique de Corée.

Une Eglise née de laïcs

L'Eglise de Corée a comme particularité d'être une des rares Eglises qui est née sous l'impulsion de laïcs. C'est en 1777 que quelques lettrés confucéens ont commencé à s'intéresser au Christianisme après avoir lu des livres sur ce sujet apportés par une ambassade. En 1784 a lieu à Pékin le premier baptême d'un Coréen. Il organise à son retour, en tant que laïc, un premier embryon d'Eglise et, pendant 50 ans, l'Eglise de Corée grandit sans prêtres. Ce n'est qu'en 1831 que, à la demande des chrétiens coréens, Léon XII envoya un Vicaire apostolique. Suivront de nombreuses persécutions et des massacres en masses pour cette jeune communauté chrétienne, jusque vers la seconde moitié du siècle durant laquelle la liberté sera accordée au christianisme. En Corée du Nord, depuis la seconde guerre mondiale et la séparation, on connaît assez mal la vie des milieux chrétiens qui pratiquent leur religion de manière plus ou moins clandestine ou dans un cadre très contrôlé par l'Etat. En Corée du Sud, il y a actuellement 10 millions de chrétiens, dont près de 6 % de catholiques, ce qui en fait le 4e pays chrétien d'Asie, après les Philippines, le Vietnam et l'Inde. Autres religions plus importantes: Bouddhisme du Grand Véhicule (36,3%) et Confucianisme (24,4%). Il y a aussi une petite communauté musulmane. (Source: Eglises d'Asie, dossier n°5/91 et n°5B/92)



certain courant se lève pour faire renaître l'empire afin de construire un nouveau pouvoir élitaire. Devant ce pouvoir masculin si dangereux, une campagne doit être lancée par les femmes. La déléguée a aussi parlé de l'exploitation sexuelle des femmes au moment de la colonisation (un grand nombre de ces femmes vivent encore). Elle a aussi abordé le problème des 600.000

aujourd'hui cela ait commencé. "Nous nous sommes rencontrées avec beaucoup de franchise, mais il nous reste à reconnaître que nous ne connaissons pas la vérité de l'histoire, nous les femmes du Nord et du Sud, nous devons changer nos mentalités, car ce n'est pas seulement le problème du Nord et du Sud de la Corée qui est en cause, mais le destin du monde. A l'intérieur

Pour une Suisse sans capitaux en fuite
La campagne

Voir notre mini-dossier, pages 2-3 de ce bulletin.

Semaine d'action:

du 19 au 25 octobre prochain avec de nombreuses manifestations, tables rondes, débats dans toute la Suisse.

A Genève, un débat

est organisé par la Déclaration de Berne et les Magasins du Monde avec le soutien de la COTMEC, le **jeudi 22 octobre**, à 20h. à la Maison de quartier de la Jonction, 18 Av. Ste Clotilde.

Intervenants: **Thierry Pellet** (économiste à la DB), **J.-M. Vincent, d'Haïti** (producteur de café travaillant avec la fondation Max HAVELAAR), **Marc Hufty** (politologue).

En 2e partie de la soirée: spectacle de danse "America latina danzo para ti", par l'atelier de danse contemporaine de l'Université de Genève.

Quelques documents-clés

- Le texte du manifeste, avec explications détaillées
- Un dossier spécial de la revue "SOLIDAIRES" (DB)
- Un bref document avec des pistes de réflexion éthique ("Non aux capitaux en fuite", texte élaboré par Action de Carême, Caritas, EPER, Institut d'éthique sociale, Justice et Paix, Pain pour le prochain).

□ Et aussi du matériel pour des animations et des outils de sensibilisation (depuis les faux billets de banque avec informations sur la campagne jusqu'au montage diapo)

Le tout peut être obtenu aux secrétariats suivants:
DB, case postale 81, 1000 Lausanne 9, tél. 021 24 54 17
COTMEC, 16 Pt-d'Arve, 1205 Genève, tél. 022 329 26 81

Marche aux flambeaux

Organisée par Amnesty International (GE) avec le soutien de la Coordination 500 ans de résistance pour protester contre les violations des droits fondamentaux des populations autochtones des Amériques à l'occasion du 500ème.

Le lundi 12 octobre 1992

Départ: rue piétonne du Mont-Blanc (sortie Cornavin) jusqu'à Plainpalais.

Afriques

Une superbe expo-photos itinérante (à Genève, le mois d'octobre, au Café du Grütli) réalisée par **vivant univers**.

C'est aussi un très beau livre où les photos noir-blanc sont simplement accompagnées d'extraits de poèmes d'auteurs africains. A commander auprès des Missionnaires d'Afrique Tél. (037) 24 19 77.

Nouvelle publication de DIAL disponible à la COTMEC

Nouvelle publication à ne pas manquer à la veille des célébrations controversées du 500e des Amériques. Elle parle des combats pour la justice et la dignité humaine **aujourd'hui** d'une manière bouleversante: à travers un hommage à celles et ceux qui y ont laissé leur vie en Amérique latine. Parmi beaucoup d'autres on y retrouve Maurice Demierre, un jeune coopérant suisse assassiné par la "Contra", en février 1986, au Nicaragua.

Prophètes pour un autre nouveau Monde (1492-1992)

Hier - au XVI e siècle - Bartolomé de las Casas et les autres protecteurs des Indiens du Nouveau Monde ont lutté contre un ordre social injuste dont les victimes se sont comptées par millions.

Aujourd'hui - à l'aube du IIIe millénaire - un même ordre social injuste se solde par une dégradation massive des conditions de vie en Amérique latine: on estime que plus de 60% de la population de cette partie du monde vit en situation de pauvreté. Il y a là un déni de dignité humaine.

Aujourd'hui encore, des hommes et des femmes usent leur vie ou versent leur sang, au nom de leur foi chrétienne, pour que cesse ce scandale des temps modernes. Ce sont quelques-uns d'entre eux dont il est question dans ce livre. Ils sont les prophètes d'un autre Nouveau Monde à bâtir.

Une publication de DIAL (diffusion de l'information sur l'Amérique latine) que l'on peut se procurer en Suisse à la COTMEC, tél. (022) 329 26 81. **Prix Frs: 18.50.** CCP 12-21551-1.

Terre des Hommes organise la Marche de l'espoir

à Genève (quai du Mont Blanc) le dimanche 11 octobre à 11 H.

Le principe est maintenant connu: l'enfant qui s'inscrit se fait sponsoriser par des parrains qui s'engagent à verser plusieurs francs par km parcouru.

La somme ainsi récoltée servira cette année à "mettre debout" des enfants du Sénégal en soutenant d'une part un programme orthopédique à Thiès et d'autre part un appui aux jeunes de la rue de Dakar.

Deux projets qui reflètent bien les différentes composantes de la solidarité représentée par Terre des Hommes.

On sait en effet que depuis 1972 ce mouvement se développe dans deux branches distinctes: "Terre des Hommes Lausanne" s'occupe de l'urgence humanitaire tandis que Terre des Hommes Suisse soutient des projets de développement. La Marche de l'espoir les réunit et nous les en félicitons. Peut-être est-ce là l'espoir d'une nouvelle marche commune ? ■

Roland Pasquier

Renseignements et inscriptions: Tél.(022)344 88 40 ou 736 36 36

Solidarité de la Suisse Un courage a géométrie variable

Généreux et solidaire (un peu) lorsque le Parlement vote 700 millions en faveur des pays pauvres lorsqu'à Rio Flavio Cotti promet une hausse substantielle de notre aide pour le développement et l'environnement, lorsque le Conseil fédéral fixe l'objectif de 0,4 % d'aide au développement pour la deuxième moitié des années nonante.

Oublieux et égoïste (beaucoup) lorsque les différentes coupures budgétaires entament largement les 700 millions promis, lorsque dans les faits l'aide au développement diminue, elle ne représentera au mieux que 0,33 % du PNB, alors que l'objectif fixé par l'ONU pour sauver la nature et les plus démunis est de 0,7 %. La Suisse se retrouve en queue de peloton des pays industrialisés, derrière les pays scandinaves, la France, la Hollande etc... tous pays dont la situation politique, sociale et financière n'est pas meilleure que la nôtre.

Alors... Double langage... Manque de courage politique... Égoïsme ? ■

Maryse Durrer

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

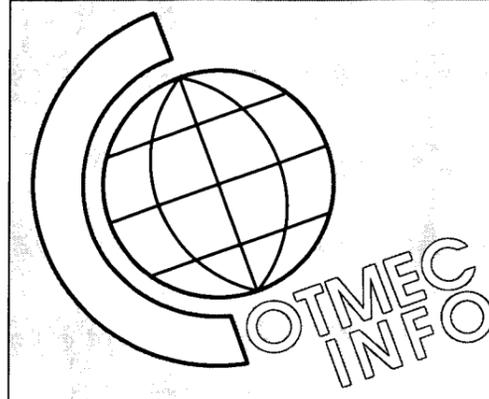


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Durrer, M. Costermans, M.Pasquier, R. Pasquier, G. Musy, J.-C. Roulin.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 147

- 1 Billet: affaire Boff
- 1 Eglise-Haïti: appel public au Pape Jean-Paul II
- 2 Rwanda: renaissance dans les larmes.
- 2-3 Mini-dossier: manifeste pour une Suisse sans la fuite des capitaux
- 4 Agenda, livres, actions



Mini-dossier, p. 3
Campagne contre la fuite des capitaux

commission tiers monde de l'église catholique

N° 147 / Mensuel / Septembre 1992

Leonardo Boff "change de tranchée"



Eglise, quand tu nous tiens!

"Je quitte le ministère sacerdotal, mais je reste dans l'Eglise". Les différentes réactions et commentaires qu'a suscités cette décision de L. Boff trahissent la profonde crise que traverse actuellement l'Eglise. Si de nombreux messages et lettres ouvertes du monde entier ont témoigné au théologien une bienveillance teintée de tristesse mais remplie de respect et de compréhension, d'autres voix "autorisées" ont par contre renié définitivement celui qu'elles auraient tant voulu sacrifier sur l'autel du silence. Mgr Kloppenburg, évêque de Novo Hamburgo, écrivait: "...Il vivait déjà à la marge de l'Eglise et c'est là qu'il prétend désormais s'installer", pour déclarer ailleurs: "Boff est mort, et on ne parle pas des morts"! Le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat au Vatican, devait parler de Boff en expliquant que "parmi les nombreux apôtres fidèles, il y en a toujours un qui abandonne le Seigneur".

Boff a eu le courage dans nombre de ses écrits de s'attaquer au pouvoir dans l'Eglise, et il a subi les morsures de ce pouvoir jusqu'aux limites de ce qu'il pouvait supporter. Pourquoi ne pas lui reconnaître le droit d'emprunter d'autres chemins au sein du peuple de Dieu pour y continuer son rôle de prophète? Préoccupée par sa mission de convertir les hommes, l'Eglise en oublie qu'elle doit elle-même se laisser convertir par ses membres.

Il ne nous appartient pas de juger la décision de Boff, mais il nous incombe de ne pas éluder les difficiles questions qu'elle pose: Au service de quoi s'exerce l'autorité dans l'Eglise? La communion ecclésiale ne va-t-elle pas au-delà de nos limites humaines? Jusqu'à quand la peur présidera-t-elle dans les relations de Rome avec des communautés qui parlent de libération autrement qu'elle? Boff s'est fait le porte-parole de sans-voix dans l'Eglise, et le souffle qui anime ceux-ci est loin de s'éteindre: on n'endigue pas si facilement l'action de l'Esprit-Saint! Non, Boff n'est pas mort, et on n'a pas fini de parler de lui! ■

Jean-Charles Roulin

Eglise-Haïti: ça ne peut plus durer ainsi Appel public au Pape Jean-Paul II

Au mois de septembre dernier, nous avons eu la chance d'accueillir en Suisse Mgr Willy Romélus, évêque de Jérémie en Haïti. Personne, parmi ceux qui l'ont rencontré ne saurait rester indifférent à son témoignage. Voilà un homme d'Eglise qui, courageusement, a choisi de ne pas pratiquer la langue de bois: il condamne clairement le coup d'Etat sanglant qui a frappé le pays il y a tout juste un an; avec la Commission nationale "Justice et Paix" qu'il préside, il dénonce régulièrement les violences qu'il y a eu depuis lors et s'engage fermement en faveur d'une démocratie digne de ce nom. Mgr Romélus est l'un de ceux qui, en Haïti, travaillent à maintenir vivante l'espérance. Depuis son retour au pays, il a été inquiété plusieurs fois par la police et a échappé de peu à une tentative d'assassinat menée contre lui par des militaires. Ce sont là des signes inquiétants d'une répression croissante qui a déjà touché de nombreux laïcs, prêtres ou religieuses en Haïti en raison de leur engagement en faveur de la justice et de la démocratie.

Nous avons déjà régulièrement manifesté notre solidarité avec celles et ceux qui refusent la logique de la violence militaire en Haïti et réclament leurs droits les plus élémentaires. Cependant il y a encore un état de fait qui est pour nous, membres de l'Eglise catholique, un scandale supplémentaire qui ne cesse de nous révolter: les représentants du pouvoir et des forces de l'ordre, les médias contrôlés par le gouvernement laissent entendre que "les plus hautes autorités morales de l'Eglise catholique" désavouent ceux qui s'opposent aux autorités en place à Port-au-Prince. Et il ne fait pas de doute que le silence de la Conférence des évêques haïtiens et du Vatican à propos des violences du pouvoir issu du coup d'Etat prête à ce genre d'interprétations. Plus grave, l'affaire du nonce apostolique - qui n'a pas hésité à présenter ses lettres de créances au gouvernement putschiste reconnu pourtant illégitime par la communauté internationale - a été largement récupérée comme s'il s'agissait d'une "bénédiction" et d'un encouragement à faire rentrer dans le rang les chrétiens qui refusent de se taire.

Nous pensons que les autorités du Vatican ne peuvent continuer à garder le silence face aux utilisations d'un état de fait qui compromettent l'Eglise catholique avec ce pouvoir usurpé, devenu synonyme de mort. Nous vous demandons instamment, au nom du respect que nous avons pour ce que vous êtes et représentez dans notre Eglise, de dénoncer au plus vite et publiquement la violence de l'Etat putschiste en Haïti et d'affirmer clairement votre soutien à Mgr Willy Romélus, gravement menacé dans sa vie. Le cas haïtien a valeur de symbole dans le monde entier, car il s'y joue la crédibilité d'une Eglise qui affirme au nom de l'Evangile la dignité de tout être humain, créé à l'image de Dieu, et la liberté des peuples à définir eux-mêmes leur avenir. A la veille de votre prochain voyage en République dominicaine, le pays voisin d'Haïti, nous ne pourrions comprendre un nouveau silence de votre part dans cette affaire.

Signé: Pax Christi et Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique

Interview de Mgr Willy Romélus
par M. Bavarel et D. Froidevaux.
à écouter sur Radio-Cité
le vendredi 23 octobre 1992
à 8h.15 ou 21h.15.
Cassette disponible au Tél. 022 342 37 00

Lire les signes d'espérance au-delà des apparences. C'est ce que tente ici Guy Musy. Il a vécu de nombreuses années au Rwanda (1970-89) et y est retourné pour un bref séjour cet été.

Renaissance... dans les larmes

Est-ce Aimé Césaire qui a écrit ces lignes: "Je n'aime pas l'Afrique... celle des tiques, des femmes aux seins nus, et des enfants au ventre ballonné"? Je n'aime pas non plus l'afro-pessimisme et les slogans du genre: "ils n'en sortiront pas".

Le Rwanda ne rime pas forcément avec SIDA. Sur un décor de guerre, de peur et de misère, peut-on oublier les signes de solidarité, d'amitié et de dignité? Et l'espoir efficace de construire un monde nouveau?

Quelques exemples:

Consolée est la cheville ouvrière d'une association pour la Défense des droits de l'homme. Quatre ou cinq groupes de ce genre fonctionnent au Rwanda. Assistance juridique pour des défavorisés, visite des prisons, collectes de fonds, dénonciation de la corruption etc... Les interventions sont publiques, au tribunal et dans la presse.

Dans sa maison de torchis au toit de tôle, Maria accueille sur une natte ceux qui la visitent à l'occasion de la mort de sa fille, victime du SIDA. Autour d'elle cinq autres filles, dignes dans le malheur. Personne ne gémit et pourtant la douleur est vive. Le regard se porte sur les enfants qui jouent dans un coin. C'est la vie qui refait signe.

Au carrefour, les vendeurs de journaux se disputent leurs clients. Finie la langue de bois. Les feuilles volantes se multiplient. Pas toujours facile de démarquer la ligne entre injures, calomnie et justes dénonciations. Tout le monde y goûte. Même les évêques y ont droit. Et le Président, pardi... Par delà les essais et les maladroites, tout un peuple découvre la liberté de parler haut et fort. Il devra apprendre encore à moduler sa voix.

Sur le front, deux patrouilles de frères ennemis se toisent à une portée de fusil. Et pour une fois, on a baissé les armes. Lente approche et finalement, on cause et on va trinquer. Et tout le monde trouve que cette guerre est absurde. Absurde aussi ce sang versé. A qui bon ce gaspillage? Comme chez les Blancs, rouge est le sang des Noirs.

Dans sa modeste maison, abondamment fleurie, Mama Clara accueille des enfants de partout. Confiés, abandonnés, hébergés. Peu importe. Ainsi ce petit, "ou-

blié" par une mère affamée qui reviendra l'embrasser - non pas le rechercher trois jours plus tard. Mama Clara n'est pas Fille de la Charité. Elle ne sait rien de Vincent de Paul.

On négocie à Arusha. Sous la pression des voisins et des amis. Bien sûr. Mais aussi parce qu'on a touché aux extrêmes de la lassitude. Nécessité de marquer d'un trait définitif tant d'années de malheurs. Et puis, en Afrique, le conflit s'achève toujours sous l'arbre à palabres où il n'y a ni vainqueurs, ni vaincus, mais des frères qui se réconcilient et payent le prix de la réconciliation.

Dans le silence de la chapelle où ils font "retraite" des soeurs prient. Certaines ont perdu des parents dans le conflit; d'autres ont passé des nuits sous le bruit des canons. Elles sont là, diverses par l'ethnie, le regard dirigé vers la même croix. La nature de leurs soucis peut diverger; leur préoccupation est unique: hâter la paix.

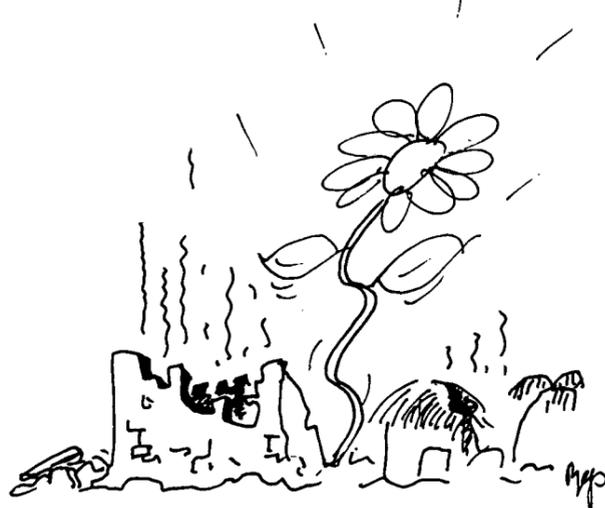
Joseph, qui est professeur d'université, n'eut la vie sauve qu'au bénéfice d'un voyage qui l'éloignait de son pays, le jour où l'on vint l'arrêter. Il y revint pourtant et publia un recueil de poèmes sur la réconciliation nationale.

Comme si rien n'était, l'Eglise célèbre force liturgies, sacerdotat-

les ou pontificales. Elle marie, baptise, confirme et communique, comme à l'accoutumé et même davantage. Importance de maintenir une continuité, même rituelle, quand le sol paraît céder. Force tranquille - en apparence -, elle accueille les uns et les autres, quand la haine-irrationnelle-pousse à blesser et tuer.

Au travers des fourrés, l'évangile fait son chemin et fait une percée.

Germaine, est fille de Ste Marthe. Sa place est donc à la cuisine,



dans un centre de nutrition. En juin, avec ses soeurs, elle dut se mettre au service de quelques 10.000 réfugiés. Une compagne y perdit la vie. Elle même, fut menacée. Le cyclone passé, il faut rebâtir. Les vacances? Allons donc!

Aujourd'hui... les "petits bandits" sont en fête. Les enfants de la rue oublient les caniveaux, le chanvre, les marchés, les petites rapines et les estomacs qui crient. Au programme: danses et acrobaties. Malgré la guerre, le Foyer s'élargit et un autre, deux autres, en chantier. Au coeur de la détresse, les plus pauvres ne sont pas oubliés. Quel signe! Le Rwanda est en train de bien "repartir". N'est-ce pas Mr Dumont?

(Ces lignes résolument optimistes, n'ont pourtant rien à voir avec la méthode Coué. Elles ne banalisent pas les problèmes et mesurent bien les enjeux d'une paix difficile et respectueuse des droits de tous. Raison de plus pour la Suisse, traditionnelle amie du Rwanda, de ne pas ménager sa solidarité! ■

Guy MUSY OP, août 1992

Manifeste Pour

Cela ne date pas d'hier: la Suisse jouit d'une solide réputation de terre d'asile... pour les capitaux en fuite, d'où qu'ils viennent de par le monde. On sait combien cela est préjudiciable pour les économies déjà fragilisées de l'hémisphère sud, la fuite des capitaux étant l'un des facteurs déterminants de la crise de l'endettement international. On ne saurait donc rester indifférent aux possibilités d'action que nous avons, dans notre propre pays, pour enrayer ce fléau. Des mesures urgentes sont proposées dans un manifeste lancé par "l'Action Place financière Suisse-Tiers-Monde" et la Déclaration de Berne (DB) et soutenu par plus de 200 organisations (dont la COTMEC). Un rapide coup d'oeil sur ces nouvelles propositions et quelques repères éthiques pour élucider nos responsabilités dans la matière.

Etat des lieux

C'est tout récemment que la Confédération s'est donné les moyens de sévir contre le recyclage par la place financière suisse de capitaux dont l'origine est liée à des activités criminelles (trafic de drogue, d'armes, traite de femmes ou d'enfants pour la prostitution, trafic de titres et papiers-valeurs volés ou falsifiés, etc.). C'est un énorme pas en avant, mais cela ne concerne qu'un des aspects les plus médiatisés du problème. La fuite des capitaux ne se limite en effet pas à l'argent du crime organisé. Le concept général couvre une vaste gamme d'opérations financières: cela va de la simple épargne privée qui cherche à échapper aux conditions économiques défavorables de la majeure partie des pays du Sud aux affaires de pots-de-vin et à l'argent détourné par les dictateurs-vedettes (Marcos, Mobutu, Traoré et compagnie) ou par de simples fonctionnaires corrompus. La manière la plus simple d'appréhender le problème est de partir d'une définition juridique des capitaux en fuite. Outre les capitaux d'origine criminelle, celle-ci détermine deux autres catégories de flux de capitaux répréhensibles: les capitaux soustraits au fisc de leur pays d'origine et les capitaux exportés d'un pays en violation des normes légales prévoyant des restrictions en matière de change et de devises. La Suisse est très tolérante vis-à-vis de ces infractions dénoncées par les pays d'origine des capitaux en fuite: elle n'assure sa coopération avec les autorités étrangères que pour les délits qui contreviennent au

une Suisse sans capitaux en fuite

droit pénal ordinaire. Mais elle n'entre pas en matière pour les infractions de droit administratif qui concernent la plupart des affaires d'évasion fiscale et d'exportations illégales de devises. En raison de cela, la place financière suisse est devenue une véritable plaque tournante des capitaux en fuite. Selon une estimation "prudente", 10 à 25 % de ces capitaux en fuite provenant du Tiers-Monde sont gérés par les banques suisses. 47 millions de francs fuient ainsi chaque jour les pays du Sud en direction de la Suisse sans pour autant véritablement profiter à l'ensemble de notre pays puisqu'ils sont souvent immédiatement réinvestis à l'étranger (mais de moins en moins dans le Tiers-Monde).

Nouvelles mesures

Pour prévenir la fuite des capitaux et briser leur rapatriement, le manifeste "pour une Suisse sans capitaux en fuite" propose diverses mesures:

- favoriser l'entraide judiciaire pour tous les types de capitaux en fuite et restreindre les possibilités de recours (Cf. l'affaire Marcos);
- ancrer dans la législation la "convention de diligence" (qui demande aux banques de s'assurer de l'identité des déposants et de l'origine des fonds qu'elles accueillent) en la renforçant pour une meilleure prévention;
- et enfin, favoriser la transparence des statistiques financières.

Il ne s'agit pas de filtrer à l'entrée l'ensemble des capitaux entrant en Suisse, mais bien de promouvoir une meilleure coopération avec les pays qui engagent une procédure pour récupérer les capitaux sortis illégalement de leurs frontières. Le moment est favorable puisqu'une commission d'experts révisait actuellement la loi suisse sur l'entraide judiciaire internationale (LEJI). Au cas où ces revendications ne seraient pas prises en compte, le manifeste pourrait déboucher sur une initiative populaire.

Repères éthiques

□ La dignité du banquier

La tradition biblique évoque une expérience du rapport à l'argent qui donne un éclairage intéressant sur la fonction financière et bancaire. D'une part on y affirme l'importance du travail bancaire en tant que service indispensable (qu'on se réfère par exemple à la parabole des talents, Mt. 25, 27); mais en même temps, le texte biblique attire fermement l'attention sur le caractère destructeur du culte de l'argent ("Vous ne pouvez

servir Dieu et l'Argent", Mt 6,24; Lc. 16,13). L'activité du gestionnaire d'argent peut en tout temps déraiper et se transformer en pouvoir usurpé. Il est donc essentiel de mettre en place des mécanismes qui visent à maîtriser et à contrôler l'activité bancaire afin qu'elle conserve sa dignité de service. C'est aussi tout l'héritage des prophètes qui incite à lutter pour une constante redistribution des biens, des pouvoirs et des responsabilités.

□ Accepter le regard d'autrui

Promouvoir la transparence dans le domaine des activités financières est une revendication déjà ancienne qui est reprise par le manifeste. Elle est fondamentale. En effet, comme l'affirme Hugues Puel, un des spécialistes du questionnement éthique en matière économique, "il n'y a pas de décision éthique possible sans l'acceptation du regard d'autrui, de l'échange d'information et de débat". Cette exigence est d'autant plus difficile à promouvoir qu'elle va à l'encontre de toute une tradition bancaire qui érige la discrétion en dogme quasi absolu. Le rapport de confiance vis-à-vis des clients suppose certainement une certaine confiance, mais que dire lorsque, pour maintenir leur bonne renommée à l'abri de tout soupçon, les banques en viennent à couvrir la fraude en sacralisant le secret bancaire? Une meilleure circulation de l'information serait une stimulation pour ceux qui veulent faire leur métier de banquier dans de saines conditions en travaillant à restaurer le crédit moral des banques suisses, sérieusement entamé à force de scandales à répétition. Et les milieux bancaires auraient tout à y gagner car, en fin de compte, la loi du silence actuelle profite bien plus à ceux d'entre eux qui sont gravement impliqués dans la prise en charge de capitaux en fuite qu'aux autres, qui appliquent déjà une "diligence" renforcée.

□ Une économie au service de tous

La découverte de projet libérateur de Dieu pour tout homme est une donnée essentielle du Christianisme. A partir de là, l'enseignement social des Eglises a principalement mis l'accent sur 2 priorités visant à la promotion d'une économie plus humaine: la priorité à accorder au bien commun par rapport aux intérêts privés et l'option préférentielle pour les pauvres. Il n'échappe à personne que le cercle vicieux de la fuite des capitaux et de l'endettement révèle l'inversion de ces priorités dans l'ordre économique international actuel. Ce sont les élites politiques

et économiques des pays du Sud qui placent leur argent sur des comptes ou dans des investissements à hauts rendements dans les pays du Nord, mais cela prive l'ensemble de leur pays d'origine respectifs de ressources financières et les contraint à s'endetter toujours davantage. A l'autre bout de la chaîne, les banques font pression sur les pays du leurs dettes mais versent en même temps des intérêts sur les comptes privés des élites de ces mêmes pays (en tout bien tout honneur); par contre, on sait bien que les mesures d'assainissement économique imposées aux pays du Sud se traduisent par une aggravation des conditions de vie des populations les plus pauvres (réductions des prestations en matière de santé, d'éducation etc.). En bref: les élites du Sud et les banques des pays riches ont les dollars, les pauvres, les poids de la dette. Et le tout se solde avec un déséquilibre qui menace l'ensemble de l'humanité.

□ Rétablir les priorités

Sans chercher à se donner le vertige devant l'ampleur du problème, on peut clairement s'engager au rétablissement des priorités à partir de nos responsabilités concrètes, en Suisse: on a trop longtemps fait prévaloir les intérêts de notre place financière sur le bien commun de l'humanité en arguant toujours des menaces que feraient peser sur nos banques des restrictions enfreignant leur marge de manoeuvre. Ce n'est moralement pas tenable. Ce n'est pas non plus compatible avec les exigences toujours accrues d'une économie durable et viable pour tous. Fonder la gestion de l'argent sur de solides normes éthiques au lieu de la tolérance vis à vis de pratiques frauduleuses, c'est préparer l'avenir. Enfin, en travaillant à la moralisation de la place financière suisse, on se montre concrètement solidaire de ceux qui, dans les pays du Sud, luttent contre la corruption de leurs élites politiques et économiques pour y promouvoir la démocratie.

□ Possession d'argent = responsabilité sociale

Il ne faut pas s'y tromper, les priorités à établir pour la promotion

d'une économie plus humaine nous concernent tous. La responsabilité de la Confédération est engagée pour prendre les mesures législatives adéquates, celle des milieux bancaires, pour relever le défi éthique, mais aussi celle de chaque épargnant, de chaque investisseur public ou privé, chaque paroisse ou communauté religieuse. Que faisons-nous de nos économies? Au service de quels besoins plaçons-nous notre argent? Les éta-



blissements financiers à qui nous confions notre argent sont-ils vraiment scrupuleux quant aux conséquences sociales, à l'impact sur l'environnement des entreprises qu'ils financent? Quelle est leur politique vis-à-vis des gouvernements qui violent manifestement les droits de l'homme? Favorisons-nous les placements qui servent à des projets au bénéfice des plus pauvres? Accepterions-nous un moindre rendement pour un meilleur service de notre argent? C'est là tout un ensemble de décisions qui nous concernent tous et à travers lesquelles nous pourrions contrecarrer le système qui favorise la fuite des capitaux et le déséquilibre Nord-Sud*. ■

Dominique Froidevaux

*Pour accompagner une réflexion de ce type, voir les brochures: "Un regard chrétien sur l'épargne" (COTMEC) "Placements financiers" (Justice et Paix)

Pour obtenir le manifeste, du matériel d'information et d'animation, vous pouvez vous adresser à notre secrétariat (tél. 022 329 26 81) ou à celui de la Déclaration de Berne (tél. 021 24 54 17).

Quelques documents-clés et les principaux rendez-vous de la campagne sont signalés à la page suivante ►

Eglise en Amérique latine: des dynamiques porteuses d'avenir

(suite de la page 1.)

blée, il s'est efforcé de réintroduire le débat, remettant en chantier le travail de rédaction chaque fois qu'il était nécessaire, prenant en compte, avec sérieux et respect, la masse incroyable d'amendements proposée par les délégués. La preuve par l'acte que le débat est possible dans l'Eglise, sans faire l'impasse sur les divergences existantes.

Un autre clivage est apparu, sous-jacent à la tension que nous venons d'évoquer, dans les positions affirmées par les évêques latino-américains. Le clivage entre une tendance accrochée aux préoccupations doctrinales et une majorité des évêques qui ont vivement manifesté d'autres priorités, à savoir les urgences de la pastorale face aux défis actuels en Amérique latine. Non par refus d'une doctrine commune, mais en raison d'une ferme volonté d'inscrire la pratique de la foi, dans le contexte de la vie des femmes et des hommes de leurs diocèses. Cette opposition a même supplanté celle, plus classique, entre gauche et droite de l'Eglise catholique, puisque les défenseurs des priorités pastorales se sont manifestés de tous bords. C'est de là que vient la structure quelque peu hybride du document de synthèse: la proclamation de foi précède systématiquement le regard porté sur la vie, contrairement à la démarche traditionnelle de l'Eglise latino-américaine qui part de la pratique pour donner un éclairage de foi et proposer des options pour l'action. En filigrane de ce débat, c'est la capacité de l'Eglise à être présente au monde de ce temps qui est en jeu. La manière dont les latino-américains relèveront le défi sera significative pour les chrétiens du monde entier.

Pour ce qui est du résultat final de la rencontre de St-Domingue on peut relever un simple constat: on n'y retrouve pas le souffle prophétique des documents précédents (Médelin et Puebla) qui avaient donné un élan considérable au travail des chrétiens de la base pour la promotion humaine et renforcé leurs espérances. Mais le "choix des pauvres" est maintenu comme option commune de l'Eglise latino-américaine, voire même approfondi. "C'est un document de compromis qui nous permet de continuer notre travail" ont dit, en substance, plusieurs évêques parmi les plus engagés. C'est certains aspects de cette Eglise "en travail" que nous vous présentons ci-après: les principales options prises à St-Domingue et celles que des chrétiens de la base ont manifesté dans d'autres rencontres latino-américaines. ■

Dominique Froidevaux

St-Domingue: Les principales options du document final

- Pour une "économie de solidarité et de participation" face à "l'appauvrissement croissant dont sont victimes des millions de nos frères plongés dans la misère extrême et intolérable". (Les évêques mettent en cause "les politiques néo-libérales dominantes").
- Pour "l'appui solidaire aux organisations de paysans et d'indigènes qui luttent pour conserver ou récupérer leurs terres, (...) l'une des revendications les plus urgentes".
- Pour une reconnaissance de "la sagesse des peuples indigènes concernant la préservation de la nature".
- Pour "une inculturation intégrant les symboles, les rites et les expressions religieuses des Indiens et la défense des usages et coutumes afro-américaines compatibles avec la doctrine chrétienne".
- Pour "une Eglise plus communautaire et participative".

Bases communes pour communautés de base

Santa Maria, au Brésil. C'est là que se sont tenues au mois de septembre dernier la rencontre des Communautés ecclésiales de base (CEB) d'Amérique latine et des Caraïbes, puis de celles du Brésil. Des rencontres qui témoignent de la vitalité du mouvement communautaire dans les milieux populaires du continent.

Réfléchissant sur les 500 dernières années, les CEB du Brésil constatent que la croix du Christ a été utilisée comme poignée de l'épée, tuant au nom de Dieu, tandis que les églises étaient tapissées avec l'or extrait de la terre au prix du sang des indigènes. "Mais grâce à la Bible, nous avons pu entendre la voix de Dieu qui nous venait déjà de loin, qui était déjà dans nos traditions". Les CEB du Brésil nous partagent la joie de l'expérience qu'el-

les font de Dieu. "Le Dieu de nos pères est aussi le Dieu de toujours. (...) Tout au long du chemin, dans notre combat, il s'est fait connaître comme Dieu-avec-nous dans la personne de Jésus (Lc 24,31). Cela a été une grande Pentecôte". Avec les Indiens, les Noirs, les Femmes, les Travailleurs, les Migrants, ces communautés veulent former une Eglise qui soit un lieu d'accueil où tous se sentent chez eux. Les CEB de l'ensemble du continent précisent encore les options qu'elles ont faites en commun:

Dans une perspective oecuménique et de dialogue, tout un travail de base est résolument fait pour la défense des droits de l'homme, pour l'écologie, pour que s'installe une démocratie qui soit vraiment celle du peuple. Comme les premiers chrétiens, les communautés ont le sens du partage et croient en une Eglise qui avance, qui s'engage, qui vit l'Evangile qu'elle proclame. Ce qui n'est pas encore officiel se prépare par la pratique. Ainsi les CEB veulent aider l'Eglise à se défaire de toutes traces de colonialisme et d'élitisme dans l'évangélisation. ... Elles ont encore beaucoup à faire, et nous avec elles! ■

Roland Pasquier
(Source: DIAL No 1716).

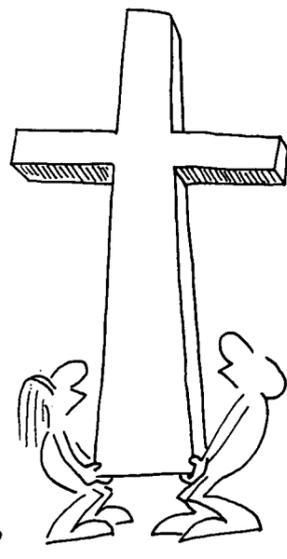
Quito: l'Assemblée du peuple de Dieu

Dans la même foulée que les rencontres des CEB, du 14 au 18 septembre, 486 délégués de 26 pays se sont retrouvés à Quito, en Equateur, pour une rencontre organisée sous l'impulsion initiale du mouvement non-violent

"SERPAJ" (Service Justice et Paix). La majorité étaient des chrétiens, catholiques et protestants, mais on y avait aussi invité tous ceux qui, croyants, ont quelque chose à dire au regard de leur foi sur le monde concret d'aujourd'hui: églises afro-américaines, représentants du culte vaudou, communautés indiennes y étaient aussi représentés. Ce qui a fait dire à Mgr Casaldaliga (Brésil) que cette rencontre fut un "exemple de macro-oecuménisme". Vu la diversité des personnes présentes on y a parlé comme jamais auparavant. Selon Miguel Alvarez, l'un des membres de la Commission de coordination de l'Assemblée "Si nous entendons par évangélisation un processus où on rencontre la richesse des signes de Dieu dans les cultures comme quelque chose qui émerge de l'rien des cultures de vie, alors, bénie soit l'évangélisation". Les Eglises, a encore souligné l'Assemblée, doivent prendre très au sérieux le respect de la diversité.

"Nous sommes tous frères et soeurs, nous prions le même Dieu mais en des langages différents, mais c'est bien le même Dieu de vie que nous connaissons" ont dit les délégués. L'Assemblée s'est aussi prononcée contre les projets antisociaux du continent, contre les licenciements massifs et les privatisations d'entreprises d'Etat. Elle a demandé un droit de regard des ONG sur les attributions des crédits du FMI et de la Banque mondiale et dénoncé le poids de la dette pour le continent.

L'Assemblée du peuple de Dieu fut un temps fort parmi ces rencontres qui ont jalonné les commémorations du 500ème. ■ Monique Costermans
(Sources: Dial et Red Kairos)



Droits des Indiens en Amazonie

Signez la pétition

"On ne peut renoncer au droit à la Terre Mère, parce que c'est d'elle que dépend notre vie et la continuité de nos cultures". Ainsi s'exprime Rigoberta Menchù, Nobel de la Paix 1992, traduisant une aspiration commune des peuples Indiens des Amériques. En Amazonie brésilienne des organisations indigènes se mobilisent. Fortes des droits que leur garantit la Constitution du Brésil, elles revendiquent la démarcation de leurs terres traditionnelles. A la demande pressante de partenaires amazoniens, un collectif genevois vient de lancer une pétition européenne pour soutenir leur démarche. Un acte concret qui a valeur de symbole après les nombreuses controverses qui auront marqué cette année du 500e depuis la Conquête..

La forêt amazonienne fut longtemps le dernier refuge pour les Indiens. Depuis les années '70, elle est à son tour soumise à un violent processus d'occupation économique et militaire. C'est dans cet espace que vivent aujourd'hui la majorité des 180 peuples précolombiens du Brésil (60 à 65%). Dans la population rurale de l'Amazonie légale la population indienne est estimée à 140'000 âmes: une poussière! Envois 0.16 % de la population totale du Brésil. Par rapport aux Indiens du Pérou, de Bolivie ou du Guatemala qui représentent de 60 à 70% des nationaux de ces pays, la situation de leurs cousins d'Amazonie brésilienne est complètement différente. C'est peut-être justement parce qu'ils sont si peu nombreux que leur survie est dangereusement menacée. Mais cette faiblesse démographique cache une incroyable richesse culturelle. Les premiers peuples de la forêt, comme on les appelle parfois, peuvent être regroupés en grandes familles: Tupi, Yé, Yanomami, etc. Chaque petit groupe a cependant sa propre appellation, sa propre langue, ses modes de vie particuliers, ses signes culturels distinctifs.

Un sinistre "remake" de la conquête

En avril dernier, dans l'Etat du Pará (Ouest amazonien), deux garimpeiros à la recherche d'un filon d'or ont été tués à coup de flèches sur un territoire indien. Très peu après, militaires et équipes de télévision débarquaient en hélicoptère, fusils et caméras au poing, au milieu des "sauvages" épouvantés: le processus de leur mise sous tutelle venait de commencer. Il y a ainsi, dans les zones encore peu contrôlées de la forêt tropicale, quelques dizaines de petits groupes qui n'ont pratiquement jamais eu de contacts avec les Blancs. A peine deux

mille individus, estiment les spécialistes. On imagine la différence entre ces groupes complètement isolés, vivant de chasse de cueillette ou de pêche et les plus grandes ethnies, dont certaines sont constituées de 20'000 personnes, et utilisent parfois des tracteurs, des jeeps, voire même des avions. Depuis les années '60, avec l'ouverture des routes transamazoniennes et les grands projets de

localisées en Amazonie étaient démarquées et enregistrées officiellement. Des deux tiers restants, certaines n'étaient même pas identifiées comme terres à démarquer. Or, selon une disposition constitutionnelle, le droit aux démarcations doit être réalisé avant octobre 1993! De fait, les terres indigènes existantes ont largement été ouvertes aux compagnies minières ou hydro-électri-

zones, a même menacé d'y envoyer les forces de police pour entraver le processus. Au cours de la même assemblée internationale, le représentant de la COIAB (Coordination des Organisation Indigènes de l'Amazonie brésilienne) démontrait également l'emprise croissante des militaires sur les terres indiennes et leur collusion avec les milieux économiques qui veulent en tirer profit.



TERRE DÉMARQUÉE... VIE PRÉSERVÉE

développement, de nombreuses ethnies jusque là autonomes ont vécu un bouleversement véritablement destructeur et meurtrier. Elles ont connu les attaques violentes, les épidémies, les tentatives d'assimilation plus ou moins forcées, parfois la clochardisation ou la pure et simple disparition. "En tout, note Mauro Leonel, indigéniste brésilien, un sinistre remake de la conquête" ! C'est en revendiquant leurs droits historiques sur leurs terres ancestrales que certains groupes ont pu relever la tête. Par des voies fort diverses, engageant parfois une dynamique entièrement nouvelle pour faire face à la modernité.

Les droits des Indiens

A la fin du tristement célèbre régime des militaires, au Brésil, les Indiens eux-mêmes et les milieux qui leur sont favorables ont réussi à faire inscrire dans la nouvelle Constitution de l'Etat démocratique (1988) des dispositions pour protéger leur existence et leurs cultures. Les droits territoriaux "originaires" des Indiens sont depuis lors reconnus en tant que tels. Ils doivent offrir des ressources suffisantes pour la "reproduction physique et culturelle" de chaque groupe. Et la nouvelle Constitution n'évoque plus l'assimilation des peuples Indiens qui était une caractéristique marquante des textes constitutionnels précédents. Des acquis extrêmement positifs, donc, mais qui n'ont pas encore un impact suffisant sur le terrain. Le noeud du problème est la démarcation et l'homologation officielle des territoires "traditionnellement occupés" par les Indiens. La procédure est longue et complexe, elle se heurte à de nombreux intérêts contraires. Selon des organisations indigènes, au début de l'année, à peine un tiers des aires indiennes

Démocratie en danger

Principal argument des adversaires des Indiens: les territoires réservés à ces derniers représenteraient trop d'espace pour si peu de monde. Or l'argument ne tient pas debout: les territoires indigènes ne représentent que 11% des terres exploitables de l'Amazonie brésilienne, alors que 51% de la superficie de ces terres sont encore inutilisées. De plus, on ne peut pas vraiment dire que le développement forcé de l'Amazonie entrepris sous l'égide des grandes compagnies assure une meilleure répartition des richesses amazoniennes et cela ne représente qu'une infime partie du revenu national (environ 3%). Dans ce Brésil rudement mis à l'épreuve par les affaires de corruption aux plus hauts niveaux du pouvoir, les violations des droits des Indiens révèlent crûment la toute puissance des forces conservatrices de l'ancien régime militaire dans l'appareil d'Etat, surtout au coeur des organismes chargés des affaires indigènes. C'est le respect de la Constitution qui est ainsi mis en échec et, au Brésil, les milieux favorables à la consolidation de la démocratie ne s'y trompent pas: la manière dont la question indienne sera résolue constituera un test d'authenticité pour la nouvelle équipe dirigeante. Aussi, au début de ce mois de novembre, ces milieux ont-ils vivement protesté contre la nomination d'un député anti-indien et anti-réforme agraire comme ministre de l'Agriculture.

Violations continuelles

Il faut lire le tout récent rapport d'Amnesty consacré aux "droits bafoués des populations indigènes" des Amériques (octobre 1992). Dans le long inventaire des atteintes aux droits de l'homme, les Indiens du Brésil occupent une place de choix: tortures, mauvais traitements, agressions, assassinats, ils sont mentionnés à toutes les rubriques. Le plus souvent, ces exactions se font avec l'assentiment si ce n'est la complicité active des autorités locales. Plus grave: leurs crimes reconnus, les responsables des agressions jouissent souvent d'une quasi-impunité dénoncée avec force par Amnesty comme une discrimination raciale à l'endroit des peuples indigènes. Exemple: en 1991, le chef d'un groupe de garimpeiros présumés coupables d'une attaque meurtrière contre un village Yanomami a menacé publiquement un groupe d'Indiens maigong avec un revolver. Il leur criait: "vous les Indiens, vous êtes comme les chiens, il faut vous tuer". Après une brève détention provisoire, l'homme court toujours dans les territoires indiens. En août 1992, à la Sous-commission des droits de l'homme, la Fédération Internationale Terre des Hommes dénonçait un autre fait inquiétant: les gouverneurs de certains Etats amazoniens de l'Union brésilienne s'opposent de front à la démarcation légale des terres indiennes. L'un d'eux, dans l'Etat d'Amaz-

Dominique Froidevaux

Merci de signer la pétition ci-jointe!

Quand la COTMEC complete...



Une obscure feuille de chou française, appelée "Figaro-Magazine", s'est posée cette angoissante question dans son numéro du 10 octobre: "Mais qui a donc voulu interdire à Jean-Paul II d'aller à Saint-Domingue célébrer, le 12 octobre, cinq cents ans d'évangélisation du Nouveau-Monde?"

La réponse est apportée en huit pages -illustrées- par Gabriel Veraldi sous le titre "Complot contre le Pape" (photo de couverture du numéro). Un complot médiatique, mené par "une poignée de ces intello-activistes qui croient assez peu en Dieu, mais beaucoup au socialisme" Et qui mettent en oeuvre des moyens "énormes" pour contrer Jean-Paul II.

Parmi ces énormes moyens figure en bonne place, vous ne vous en étonnez pas, notre puissante commission. «L'indignation, orchestrée à partir de la Suisse (via le responsable de la "commission tiersmonde" de l'épiscopat helvétique), visait surtout le "Phare Colomb", colossal monument en forme de croix construit par Balaguer, inauguré le 12 octobre prochain par la réunion de évêques; et qualifié par ses détracteurs, bien sûr, d'"insulte aux pauvres". Juan Carlos neutralisé, c'était un point marqué dans un match décisif. Enjeu: empêcher Jean-Paul II de venir, sur fond de cinquième centenaire, présider la conférence des évêques latino-

américains» écrit M. Veraldi.

Si le "Figaro-Magazine" disposait, comme nous, de "moyens énormes", il aurait découvert que la COTMEC n'est pas une commission de l'épiscopat helvétique, mais un organisme lié à l'Eglise catholique à Genève. Il aurait aussi remarqué que notre campagne ne prétendait nullement interdire à Jean-Paul II de se rendre à Saint-Domingue, mais qu'elle protestait contre le déplacement de dizaine de milliers de familles pauvres du centre de cette ville (et aussi de l'emplacement où a été construit le Phare à Colomb) - fait dont M. Veraldi ne souffle mot.

Bien entendu, on ne pouvait s'attendre à ce que ce pauvre misérable "figaro-Magazine" - chichement soutenu par une publicité s'adressant à un public désargenté - prenne la peine de s'enquérir sur place de la situation faite aux populations chassées de leur logement par les festivités du cinq centième, ce qu'a fait la COTMEC - comme le relève un autre completeur, le Père Albert Longchamp, dans "Témoignage chrétien" du 7 novembre. On ne pouvait pas non plus s'attendre à ce que le "Figaro-Magazine" manifeste le moindre respect pour le cri de douleur de notre ami l'"Haïtien Charles Ridoré", secrétaire romand de l'Action de Carême, encore un completeur.

Le "Figaro-Magazine" a refusé de publier la mise au point que lui a adressé la COTMEC (alors qu'il a fait paraître des lettres appuyant son point de vue). Un bel exemple de la résistance du petit face au gros qui tente de l'écraser! Réussira-t-il pour autant - au moyen de polars de série B comme celui de M. Veraldi - à "réduire au silence toutes les voix qui osent s'appuyer sur l'Evangile pour que renaisse une Eglise libérée de la peur et des compromissions du pouvoir mondain", pour citer à nouveau Albert Longchamp? ■

Michel Bavarel

La "une" du Fig Mag

Le groupe du Figaro (Hersant) n'en est pas à son premier coup dans les campagnes de désinformation et de dénigrement. Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) en France, les "évêques et prêtres rouges" latino-américains, la théologie de la libération, entre autres, ont déjà essayé des attaques bien plus graves et calomnieuses que celle qui nous touche maintenant. Vu la réputation du Fig mag, j'aurais été, pour ma part, plutôt inquiet d'apprendre qu'il appuyait notre action. Je suis simplement surpris (et un peu flatté) de voir qu'il accorde autant d'importance et de rayonnement à notre commission. Et je ne m'étonne pas du refus de son "service juridique" de publier notre mise au point: celle-ci dégonfle, en effet, les quelques fragiles "arguments" autour desquels Gabriel Veraldi tente de faire mousser une hypothétique intrigue. D'où l'indignation de Michel Bavarel, qui ne réagit pas seulement en tant que membre de la COTMEC, mais aussi en tant que journaliste, effaré qu'un organe de presse tombe aussi bas sur le plan de la déontologie professionnelle. Cela dit nous n'en resterons pas là, car nous ne sommes pas seuls en cause: les principaux lésés dans cette affaire sont bien les familles déplacées dont nous évoquons la situation et qui n'ont de loin pas encore toutes trouvées des conditions de relogement satisfaisantes. Nous estimons nécessaire de rétablir les faits aussi pour les lecteurs du "Figaro magazine". Si vous le souhaitez vous pouvez obtenir à notre secrétariat une copie de l'article du Fig-mag ainsi que le texte que nous avons envoyé au titre de "droit de réponse". ■

Dominique Froidevaux

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

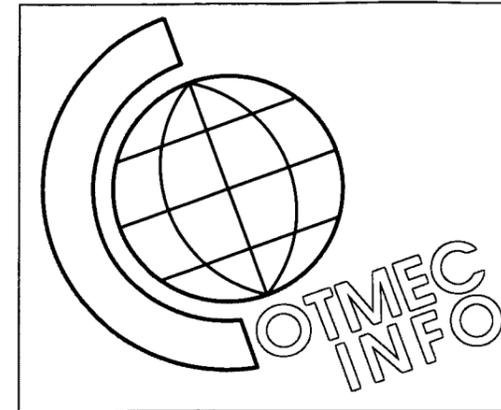


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans, E. Reusse,
M. Pasquier, M. Bavarel,
A. Fol, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n°149 150

- 1 Billet: "J'ai mal à l'Eglise"
- 2 Réfugiés: dans ma ville
- 2 Vietnam
- 2 Après-Rio
- 3 Mini-dossier:
L'Islam noir au Sénégal
- 4 Quand la COTMEC complete



Mini-dossier, p. 3
L'Islam noir
au Sénégal

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 149-150 / Mensuel / Novembre-décembre 1992

"J'ai mal à l'Eglise"

"Vous mettez notre coeur oecuménique au large", "Merci pour votre travail courageux, il est nécessaire dans l'Eglise d'aujourd'hui", "La feuille jaune est pleine de cette sève évangélique dont nous avons tant besoin"... Ce sont là quelques extraits de messages reçus à la COTMEC. Des encouragements fort appréciés et dynamisants. Mais qui sont presque toujours accompagnés de questions, ou de l'expression d'un sentiment de révolte, voire de désespérance face à certaines décisions des autorités de l'Eglise catholique ces derniers temps. C'est là tout un ensemble de préoccupations qui a émergé lors d'une récente matinée de réflexion théologique que nous avons vécue à la COTMEC. Impossible de résumer un tel débat. Nous vous proposons cependant une lettre ouverte: la réponse écrite d'André Fol, qui animait cette réflexion, à l'une des interpellations exprimée ce jour-là.

Chère Sarah,

Tu ne vois plus comment "honnêtement" te déclarer faisant partie d'une Eglise avec laquelle, de plus en plus souvent, tu es en désaccord. Le problème n'est pas nouveau mais, m'as-tu dit, l'actualité récente n'a fait que le raviver: la canonisation surprenante du Père Escriba de Balaguer, puis le texte sur l'unité de l'Eglise dans lequel les catholiques semblent faire preuve d'une telle suffisance; fin juin le départ de la prêtrise du théologien brésilien Leonardo Boff, exténué de tant d'affrontements, et comme si cela ne suffisait pas, vient s'ajouter l'information sur l'attitude de l'Eglise en Haïti telle que l'a évoquée un témoin direct, Monseigneur Romélus. Un peu comme lors des tremblements de terre, on supporte un temps les petites secousses mais passé un certain seuil sur l'échelle de Richter, des fissures apparaissent dans les constructions. J'ai l'impression que tu en es là: à constater des fissures dans ton appartenance à l'Eglise. Sur le moment je t'ai balbutié quelques mots mais, de retour chez moi, cela m'est apparu bien léger; c'est pourquoi si tu le permets, je jette quelques pistes de réflexion sur ce papier avant d'en reparler de vive voix à l'occasion.

Ma première remarque, c'est une conviction: il y a plus d'amour de l'Eglise dans ta révolte que dans la patience - apparemment si

"édifiante" - de tant de tes soeurs et frères chrétiens. Qu'est-ce qu'un amour sans impatience?

Déclarer son appartenance à une grande famille -parti politique, nation...- est toujours mortifiant car l'on est obligé d'en accepter les pesanteurs (à moins de s'appeler Georges Marchais et de trouver -en plein désarroi- que "le bilan est globalement positif")... Mais, je te le concède, ces lourdeurs sont infiniment plus difficiles à accepter lorsqu'il s'agit de l'Eglise, porteuse d'un message d'une telle exigence. N'est-on pas trop idéaliste: on oublie que cette Eglise -du haut en bas de l'échelle- est faite d'humains, autrement dit, selon le texte de la Genèse, d'un peu de glaise sur laquelle Dieu a soufflé.

Lorsqu'on se promène dans le Nouveau Testament, ni les hommes, ni les communautés n'y sont reluisantes: les Corinthiens n'arrivent pas à s'attendre pour commencer à manger et, chez les Galates, Paul est obligé de remettre en place Pierre devant tout le monde. On rêvera encore longtemps de s'asseoir à la table du ressuscité comme les disciples d'Emmaüs, alors que sa présence sera toujours médiatisée par le sacrement, celui de l'Eucharistie et celui du frère.

J'ajoute: oublier que l'Eglise est sacrement risque de nous faire absolutiser les paroles ou les actes d'une hiérarchie considérée alors en relation immédiate avec Dieu. Or si ceux qui ont la tâche de présider à l'unité ont droit à notre respect, personne ne nous demande de croire en revanche qu'ils ont le monopole de l'Esprit. Ainsi, face à une prise de position de Rome, je crois qu'il est demandé au catholique une écoute attentive puis de "se soumettre à la vérité telle qu'elle lui apparaît en conscience..." pour le dire avec les mots mêmes du Concile.

Voilà, Sarah, une amorce de réflexion. Je sais qu'on n'approche pas d'une blessure avec des théories. Malgré les apparences, les lignes qui précèdent sont un peu plus que cela. En vingt-quatre années de ministère, j'ai été mis en demeure de chercher, douloureusement parfois, quelques prises solides pour continuer l'escalade. C'est cela dont tu as ici un écho maladroite.

Mon seul souhait: que tu retrouves bientôt sans arrière-goût, la joie de croire dans la Parole et le Souffle qui remettent debout. Je sais que tu les as déjà expérimentés à de nombreuses reprises dans tes engagements divers. C'est cela l'essentiel. Cette lettre je te l'écris en rentrant de la prison où - me semble-t-il - cette fois encore, l'Evangile partagé à rallumé quelques regards. Face à de telles expériences de résurrection, les problèmes de l'Institution-Eglise retrouvent leur vraie dimension.

Bien cordialement
André Fol



Quelques prises solides pour continuer l'escalade...

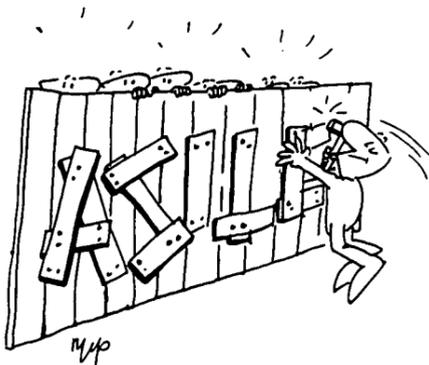
Bulletin vert Merci

à celles et ceux qui ont déjà fait usage de leur bulletin vert agrafé dans le précédent numéro de Cotmec-info. Notre petit mensuel est auto-financé par les abonnements de ses lecteurs, ce qui constitue un atout appréciable pour notre travail. Nous envoyons Cotmec-info gratuitement dans les pays du Sud, ce qui nous offre de nombreuses possibilités d'échange et de correspondance. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou celles qui auraient des difficultés financières sont dispensés du prix d'abonnement. Merci encore à celles et ceux qui souscrivent un abonnement de solidarité.

Abonnement: Frs. 12.- par an,
CCP 12-21551-1
(Cotmec / Genève)

Et bonnes fêtes à tous!

Dans ma ville...



Dans ma ville il y a un centre d'enregistrement de requérants d'asile, mais qui justement n'enregistre quasiment plus personne. Ce centre a déjà beaucoup fait parler de lui, les autorités de mon canton ayant même boycotté son inauguration officielle ce printemps, jugeant inhumaines les directives qui allaient y être appliquées.

Dans ma ville, il y a des gardes qui refusent de laisser entrer dans le centre des hommes, des femmes et des enfants qui ne possèdent pas les papiers d'identité exigés par les autorités. Et pourtant je sais que ce sont justement les personnes les plus menacées dans leur pays qui doivent fuir clandestinement et frapper à la porte d'un pays d'accueil en étant dépourvus de passeport et de visa.

Dans ma ville il y a une horloge qui dicte les heures d'ouverture et de fermeture de ce centre, ainsi qu'un calendrier qui indique tous les jours fériés et les week end. Ces jours-là la porte du centre reste close.

Dans ma ville il y a des gens ainsi refusés qui doivent par conséquent dormir dans la rue, dans les allées d'immeuble, dans les parcs publics, et alors même que l'hiver arrive et que les gels nocturnes font leur apparition.

Dans ma ville il y a des femmes enceintes de huit mois et demi même qui sont laissées à la charité d'un éventuel passant.

Dans ma ville il y a des gardes qui ont reçu l'ordre de refuser toutes ces personnes, et même l'interdiction de leur donner l'adresse de l'asile de nuit: Pensez donc, ça pourrait coûter de l'argent aux autorités, de devoir assurer leur hébergement à l'Armée du Salut! Mieux vaut donc leur taire cette adresse.

Heureusement je sais aussi qu'il y a des gens formidables qui prennent beaucoup de leur temps pour venir en aide à ces laissés pour compte et qui les accompagnent jusqu'à un lieu d'accueil.

Dans ma ville il y a un centre, duquel les gens une fois entrés, ont l'interdiction de sortir. A l'intérieur un téléphone qui marche de temps en temps seulement, aucun jeu pour les enfants, pas de traducteur pour se faire comprendre, pas de visite, pas de suivi médical. Rien que des gardes. Seuls parfois le sourire et le regard de l'aumônier ou d'une femme qui l'aide dans son ministère.

Dans ma ville, il y a des gens bloqués dans ce centre qui lorsqu'ils veulent boire de l'eau, doivent aller puiser dans les réservoirs des WC, les robinets de la maison n'étant alimentés que par de l'eau chaude à 35°.

Dans ma ville, il y a beaucoup de réfugiés qui ont cru trouver là un lieu d'accueil, de chaleur et de paix. Ils se sont trompés. Même si les autorités de mon canton font preuve d'un peu plus d'humanité qu'ailleurs.

Dans ma ville à Genève, en décembre 1992, j'y vis avec parfois une immense envie de crier ma révolte.

Peut-être vous aussi avez-vous envie de crier votre indignation. Vous pouvez le faire en écrivant à l'Office Fédéral des Réfugiés, Taubenstrasse 16, 3003 Berne.

C'est en effet là que sont prises toutes ces décisions qui bafouent la dignité de l'homme. ■

Elisabeth Reusse

L'après Rio

A Rio, du 2 au 14 juin '92, avait lieu la grande Conférence des Nations-Unies sur l'avenir de la Terre. Le 22 octobre dernier, René Longet, analysait les perspectives qui s'ouvrent après cet important sommet. Résumé et questions à partir du point de vue des principaux concernés: les jeunes

A la Conférence de Rio il s'agissait tout d'abord d'établir un diagnostic de l'état actuel de la planète. On a beaucoup parlé de la misère humaine, comme de l'existence menacée des espèces animales et végétales. Le fond de tous ces problèmes est le rapport entre développement et environnement. En effet pour remédier à ces maux il faut se placer dans une optique de développement durable: sans environnement, aucune évolution sociale n'est possible, puisqu'elle puise ses ressources dans la nature. Or une absence de développement provoque une explosion démographique, facteur aggravant de la pauvreté. Un équilibre entre production de la nature et environnement s'avère donc indispensable. C'est sur ce point de vue que s'est basée la Conférence de Rio. La deuxième et plus importante partie du sommet a été la recherche de solutions. Deux conventions ont été élaborées: une sur le climat, l'autre sur la biodiversité. La Suisse les a signées et va devoir ratifier sa signature. Le texte de ces compromis peut paraître insipide, mais le mécanisme enclenché a un poids considérable. Effectivement, dès l'entrée en vigueur de ces conventions, les états seront tenus à de nouvelles obligations envers l'environnement.

Le processus de Rio s'est également organisé autour d'un ouvrage essentiel: l'Agenda 21. Ce livre contient une liste de ce qu'il faut faire pour passer la charnière du 21ème siècle. Le suivi du sommet dépend beaucoup des propositions de l'Agenda, à savoir une obligation de concertation entre les différentes agences de l'ONU, parfois concurrentes, un projet de refonder l'ONU, l'importance à accorder aux Organisations non gouvernementales (du reste largement représentées à Rio) et un remaniement total de l'économie, qui ne doit plus considérer le travail de la nature comme gratuit.

Devant toutes ces résolutions je me sens partagée entre deux avis. D'un côté, cette conférence a permis à chacun de prendre conscience des problèmes écologiques. La volonté politique comme les agissements individuels de tous les citoyens sont indispensables à l'avenir de la Terre. De nombreuses solutions ont été mises en route et c'est évidemment le point de départ de la sauvegarde de la planète. Mais n'est-il pas trop tard? Ces opérations politiques me paraissent lentes. Une restructuration complète des relations entre riches et pauvres est nécessaire. De même le développement de nos sociétés doit être humain, équitable, respectueux de la nature et non plus un développement centré sur la rentabilité. Ces changements sont primordiaux mais grandioses. En tant que jeune, je me demande avec angoisse comment nous et nos enfants vivrons sur cette terre agonisante, dans quelques décennies. Est-il vraiment possible de changer le monde? Il nous faudra en tout cas passer aux actes, en commençant par ce qui est à notre portée. ■

Marie Pasquier

Good morning Vietnam

Le Vietnam est à la mode. 17 ans après sa réunification il semble avoir une réelle perspective de paix et de détente. Il bouge. On y parle de plus en plus de démocratisation et d'ouverture. Les touristes occidentaux s'aventurent par cette porte ouverte, attirés sans doute par les magnifiques paysages admirés sur les écrans ("l'amant" - "Indochine")

Cependant le pays est instable. Il se redresse difficilement car les conséquences politiques et économiques de la guerre sont lourdes.

C'est à peine si l'on est passé de la misère à la pauvreté et la "dôimôi" - perestroïka vietnamienne - n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Dans ce contexte la liberté de culte s'octroie avec lenteur... mais laisse encore à désirer.

Deux exemples illustrent bien ce double aspect de la question:

-- l'éducation nationale renonce désormais à organiser des examens sciemment placés les 24 et 25 décembre. Les chrétiens se voient ainsi désentrevés pour fêter Noël.

-- L'Eglise bouddhique unifiée, une religion deux fois millénaire qui regroupe 80 % de la population bouddhiste vit depuis 11 ans

dans les conditions de la clandestinité (Elle fut alors remplacée par l'Eglise bouddhique du Vietnam, instaurée par le gouvernement). Son chef est encore en exil et vient d'écrire une lettre ouverte aux dirigeants de l'Etat pour réclamer justice.

Alors "good morning Vietnam"... Mais que les pâles lueurs de l'aube évoluent vers une franche lumière de midi!

Le lecteur qui voudra approfondir cette question pourra se procurer le dernier N° de "Vivant Univers", l'excellente revue des Pères Blancs, et divers documents à notre secrétariat. ■

Roland Pasquier

L'Islam noir au Sénégal

Bien que l'Islam soit au Sénégal un fait massif (près de 90% de la population, pour 6% de chrétiens et environ 5% d'animistes), le pays n'en est pas moins une république démocratique avec à sa tête le Président Abdou Diouf, musulman convaincu, qui a succédé au catholique non moins convaincu, Léopold Sédar Senghor. Faut-il y voir l'image d'une coexistence sans trouble entre chrétiens et musulmans? Comment se situent des chrétiens dans une société où l'Islam est omni-présent et s'affirme comme seule identité? Nous avons avec le Sénégal un exemple caractéristique des difficultés que posent toutes relations islamo-chrétiennes.

L'Islam noir constitue une aire socio-culturelle à part dans le monde musulman. Il est lui-même très diversifié et complexe. Une de ses caractéristiques est le rôle et la place que tiennent les confréries et les marabouts. Les confréries sont des mouvements religieux à l'intérieur de l'Islam, marqués par une tendance spirituelle ou philosophique propre, généralement structurée par un fondateur aux charismes particuliers comme le furent certains marabouts. A l'origine, le marabout est un homme de savoir, de sainteté, sorte de guide spirituel, mais demeurant toujours dans l'ombre et marginalisé. Dans la société africaine, les marabouts vont lentement se substituer aux personnages importants (guérisseurs, chefs...). De plus la colonisation va faire d'eux sans le vouloir, des héros en les exilant, des hommes d'affaires et des politiciens en les utilisant. C'est vers la fin du XIXème siècle que le caractère maraboutique et confrérique de l'Islam sénégalais a commencé de s'affirmer avec de fortes personnalités comme Cheikh Ahmadou Bamba (fondateur du mouridisme), et El Hadj Malick Sy (fondateur du tidjanisme). Ceux-ci vont jeter les bases d'une société civile musulmane parfaitement structurée, et acquérir un énorme pouvoir économique basé sur la culture d'arachides. Ils apportent ainsi une solution aux différents conflits et crises internes que connaissaient alors les populations.

Dans le contexte africain, la relation marabout/disciple se trouve renforcée par ce qui apparaît comme un trait culturel des sociétés traditionnelles (notion de chef et système hiérarchique). De ce fait le pouvoir des marabouts est très fort; la consigne d'un marabout à ses talibés (disciples) a souvent plus de poids qu'une décision gouvernementale. Il en résulte une complicité inévitable entre les pouvoirs civils et les autorités religieuses. Notons cependant que la démocratie se trouve pour le moment sauvegardée à cause de la pluralité des confréries et de certaines divisions en leur sein. Il existe aujourd'hui un mouvement de réforme à l'intérieur du système confrérique, mouvement surtout

formé d'intellectuels amenés à contester la religion des marabouts par un Islam plus pur.

Renouveau islamique!

Lorsqu'on parle de renouveau islamique, on fait généralement allusion au regain de vitalité que connaît l'ensemble des communautés musulmanes à travers le monde. Les causes de ce réveil divergent dans chaque pays. Les traits communs que l'on peut relever sont de profondes difficultés économiques, une certaine crise d'identité des sociétés concernées, et une déception parfois teintée de haine à l'égard de l'Occident. Pour nombre de musulmans, l'Islam constitue aujourd'hui la seule alternative possible face aux échecs et aux maux qu'ont engendré le capitalisme occidental ou le socialisme marxiste. L'islam noir n'échappe pas au mouvement, et le christianisme est souvent perçu en Afrique comme l'un des derniers bastions du colonialisme entretenu par l'Occident.

A la crise économique croissante du Sénégal, s'ajoute une forte déstabilisation socio-culturelle dont nombre de pays d'Afrique portent douloureusement les blessures. De plus en plus de musulmans s'élèvent contre le relâchement des mœurs et surtout l'occidentalisation du pays.

Certains militants intégristes utilisent même la sécheresse pour raviver le sentiment religieux et accuser la corruption de l'Etat laïc. L'Islam est alors envisagé comme le seul refuge possible pour une jeunesse démobilisée et désorientée, surtout en milieu urbain. Il est indéniable que, même s'ils n'ont pas encore une grande audience, les milieux intégristes peuvent tenter de récupérer le mouvement de renouveau islamique qui secoue le pays, et devenir par là une réelle menace pour les institutions laïques. Mais le gouvernement actuel reste fermement attaché à la laïcité de l'Etat, et le Sénégal demeure une des démocraties les plus saines du continent africain.

La minorité chrétienne

L'une des forces de l'Islam au Sénégal, est qu'il a su assumer de nombreux éléments culturels et

religieux traditionnels, créant ainsi une religion proprement africaine. Le christianisme s'est par contre affirmé au début de l'évangélisation comme une négation souvent violente de la culture et des valeurs religieuses indigènes. Il en résulte pour ces derniers une énorme difficulté à définir aujourd'hui leur identité de chrétiens africains. D'où, parfois, des conflits caractéristiques d'une minorité qui se sent menacée, qui manifeste ses peurs face à un Islam inébranlable et qui exerce de fortes pressions sur les chrétiens. Cependant, de par le tempérament tolérant, discret et profondément respectueux des Sénégalais, la cohabitation entre chrétiens et musulmans est généralement pacifique. On a constaté à plusieurs reprises, ces dernières années, que cette cohabitation peut devenir très fragile en situation de crise.

Qu'ils le veuillent ou non, chrétiens et musulmans sont liés par une réalité commune qui les pousse à se rencontrer: leur condition de Sénégalais en proie à de grandes difficultés socio-économiques, et leurs racines communes d'animistes que ni l'Islam, ni le Christianisme n'ont atteint.

Dialogue islamo-chrétien

Pourtant il est difficile de parler d'un véritable dialogue islamo-chrétien au Sénégal. Une difficulté incontournable paralyse en rendant caduc le désir sincère d'un dialogue fructueux: il s'agit de cette conviction pour les musulmans qu'un véritable dialogue ne peut qu'aboutir à la reconnaissance de l'Islam comme la seule vraie religion. Depuis Vatican II, l'Eglise invite à s'ouvrir aux autres religions, à se laisser remettre en question et à approfondir sa propre foi face aux valeurs et aux richesses des autres religions. Le musulman n'est généralement pas du tout préoccupé par ce même désir de s'enrichir au contact des autres religions; il jugera le plus souvent utile une rencontre dans la mesure où elle lui permette de convertir son interlocuteur. Dans de telles conditions, le dialogue est en sens unique. L'élément primordial qui donne à un dialogue son plein sens est la réciprocité; or dans la plupart des cas, cette réciprocité fait défaut.

Parlant du souci des chrétiens de s'ouvrir à un vrai dialogue avec leurs frères musulmans, Pierre Claverie (évêque d'Oran en Algérie) exprime avec beaucoup de lucidité l'état des relations islamo-chrétiennes: "Nous ne pourrions poursuivre notre avancée dans cette direction sans être accusés de naïveté ou d'idéalisme, que si nous rencontrons une réelle réciprocité. Est-elle possible? Elle existe chez nombre de musulmans sincères et engagés dans un dialogue constructif avec les non-musulmans. Mais comment oeuvrer ensemble à modifier des mentalités collectives façonnées par des siècles d'hostilité, de tabous profondément ancrés, et souvent confortées par des conflits trop actuels?"

A partir de la reconnaissance de chacun dans son droit à la simple existence et à la différence, la poursuite d'un vrai dialogue devient un moyen de relever ensemble les défis auxquels sont confrontés indistinctement chrétiens et musulmans.

Considérant les difficultés économiques, sociales et culturelles au Sénégal, ce ne sont pas les sujets de dialogue qui manquent. Il apparaît dès lors comme une sorte de devoir sacré pour les chrétiens et les musulmans de s'unir afin de se libérer des diverses aliénations qui les menacent. La solidarité anonyme que vivent nombre d'entre eux dans certains villages doit être une invitation aux différents chefs religieux et aux ecclésiastiques à se concerter pour oeuvrer ensemble à libérer l'homme sénégalais. C'est un chemin qui sera long, mais le gouvernement actuel semble conscient du rôle primordial que sont appelés à jouer les religions pour le développement et l'épanouissement des Sénégalais, et il se veut le garant de leur propre croissance. Gageons que le Sénégal saura rester un exemple pour toute l'Afrique! ■

Jean-Charles Rouilin

